

37.1.11.11.11

26

Le camp conservateur remporte des succès sur tous les fronts du Liban

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ; Grèce-Grèce, 20 p. ; Grèce, 10 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. S.A. ; 60 esc. ; Turquie, 10 L. ; Yémen, 100 r.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ÉCLAIRÉS
75007 PARIS - CEDEX 13
C.O.P. 6297-22 Paris
Régist. Paris n° 63552
Tél. : 246-72-22

Le nouveau gouvernement espagnol

LA GÉNÉRATION DU ROI

La crise ouverte le jeudi 1^{er} juillet à Madrid par le limogeage de M. Arias Navarro — nommé chef de gouvernement par Franco en décembre 1975 et réélu dans ses fonctions par le roi en décembre 1975 — s'achève par la formation d'une nouvelle équipe dirigeante qui présente un homme jeune, qui est d'abord un ami personnel de Juan Carlos.

Les conseillers du souverain, en premier lieu M. Francisco Fernández Miranda, président des Cortes et du Conseil du Royaume, avaient prévu un remaniement limité, dont le but essentiel était de remplacer un politicien blanc-chi sous le harnais franquiste par un homme totalement dévoué à la couronne et dégagé des luttes de clans. La défection inattendue de la plupart des ministères appartenant à l'aile la plus libérale du gouvernement Arias a transformé ce replâtrage en un bouleversement spectaculaire. La plupart des nouveaux ministres sont également des hommes jeunes, ambitieux, peu intéressés par les querelles héritées de la guerre civile, et qui appartiennent à ce qu'on appelle en Espagne la génération du silence.

C'est aussi celui de Juan Carlos. Prince, il a été choisi par Franco pour assurer la pérennité du franquisme. Mais il a grandi dans une Espagne où le décalage entre le pays réel, moderne, et des institutions archaïques, issues de la guerre, était chaque année plus évident. Devenu roi, il a proclamé son intention de s'appuyer d'abord sur les jeunes générations, dans l'armée et dans la société. Bourbon, il estime avec hauteur que sa qualité de souverain le libère de toute reconnaissance de dette, de toute obligation. La première crise de gouvernement de la monarchie a fait maître de solides racines, et la classe politique madrilène a vécu une succession de journées des dupes. En conclusion, Juan Carlos a avancé d'un nouveau pas vers le contrôle plus personnel des centres de pouvoir.

D'abord soucieux dans les premiers mois de son règne de maintenir l'institution monarchique au-dessus de la mêlée et des rivalités politiques, le roi a progressivement pris conscience de la nécessité de s'engager plus directement. Le temps, cet effet, ne travaille pas nécessairement en faveur du renforcement d'une monarchie mise en place par le franquisme, et seulement tolérée par l'opposition de gauche dans la mesure où elle peut favoriser l'instauration d'un véritable régime démocratique.

Pour être ce rassembleur de tous les Espagnols, qu'il prétend être, Juan Carlos doit à la fois ménager les susceptibilités des héritiers divisés de Franco et être attentif aux mises en garde d'une gauche qui revendique sa place.

Pour réussir, le roi doit donc pouvoir compter sur des hommes de confiance. La nomination de M. Arias Navarro était une concession au passé. Celle de M. Torcuato Fernández Miranda était un premier pari sur l'avenir. La promotion de M. Adolfo Suárez lui permet maintenant d'être en prise directe avec un gouvernement dont la majorité des membres ne sont pas d'anciens fidèles de Franco mais des obligés du souverain.

Cette politique a naturellement son revers. La crédibilité de la monarchie va désormais être liée aux succès ou aux échecs de la nouvelle équipe dirigeante. Or les difficultés sont de taille. L'ampleur de la crise économique commence seulement d'être admise par les dirigeants, qui ont trop attendu pour adopter les mesures économiennes et impopulaires qui s'imposent. La réforme constitutionnelle est pratiquement paralysée par les manœuvres des Cortes.

Ce n'est pas une stabilisation que promet le nouveau gouvernement de la réforme et une marche résolue à la démocratie. Aux résistances d'her pour autant s'ajouter les pressions d'une opposition démocratique qui s'efforce de renforcer son unité d'action. Bien des opposants pourraient dès demain se considérer comme en réserve de la République.

M. Suarez a obtenu le concours de jeunes démocrates-chrétiens

Les membres du nouveau gouvernement espagnol présidé par M. Adolfo Suárez, prêté serment ce jeudi 8 juillet à midi au palais de la Zarzuela.

La formation de la nouvelle équipe, officiellement annoncée mercredi peu avant minuit, a été retardée par d'ultimes pourparlers concernant l'attribution des portefeuilles de l'éducation et du commerce. Les ministères militaires conservent leur poste, et l'on compte deux vice-présidents, le général Fernando de Santiago et M. Alfonso Osoyo, ministre de la présidence. Le fait marquant est l'entrée de plusieurs jeunes politiques de tendance démocrate-chrétienne modérée. Parmi eux, M. Marcelino Oreja, proche collaborateur de M. de Areiza, et qui succède à ce dernier aux affaires étrangères.

Les dirigeants de l'opposition démocratique ont accueilli avec circonspection le nouveau gouvernement et attendent, dans l'ensemble, de connaître son programme avant de se prononcer.

De notre envoyé spécial

Madrid. — « Un gouvernement pour l'été. » Ce commentaire de M. Raúl Morodo, dirigeant du parti socialiste populaire, résume le sentiment moyen des Espagnols à l'annonce de la formation de la nouvelle équipe dirigeante, présidée par M. Adolfo Suárez. Il rejoint la première déclaration du nouveau ministre de l'Information, M. Reguera : « Nous sommes un gouvernement de transition, avec très peu de temps pour réaliser ce que nous voulons... »

L'arrivée de M. Navarro était attendue et même souhaitée par la majorité de la classe politique pour des raisons souvent contradictoires. Ce limogeage aurait pu théoriquement favoriser la mise en place d'un gouvernement animé par des membres du cabinet Arias acquis à une véritable libéralisation. Certains, à Madrid, ont vite franchi le pas, installant M. de Areiza, ministre des affaires étrangères, à la tête du nouveau gouvernement avant même que les très conservateurs conseillers du roi aient achevé leurs délibérations. C'était oublier que la couronne était une nouvelle et énergique mise en garde des secteurs de droite, civils et militaires, du régime.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 5.)

La session extraordinaire du Parlement

- Fiscalité : les plus-values mobilières ne seraient taxées qu'à partir de 1978
- Code électoral : l'U.D.R. accepte le compromis du gouvernement

Il en est finalement allé de la réforme du code électoral le 7 juillet, comme de l'affaire des plus-values le 23 juin : après avoir boudé, et assez fortement, le groupe U.D.R. s'est résigné à donner la quasi-totalité de ses voix au compromis qu'avait proposé le gouvernement. Pour les élections municipales et pour les élections municipales dans les villes de plus de trente mille habitants, seuls pourront participer au second tour de scrutin les candidats ou les listes ayant recueilli au premier tour un nombre de suffrages représentant 12,5 % au moins de celui des électeurs inscrits (la « barre » est actuellement fixée à 10 %, et l'U.D.R. ne voulait pas qu'elle fût « montée »).

M. Chirac a dû intervenir de nouveau et avec insistance pour obtenir que les députés « gaullistes » s'inclinent : cent soixante des cent soixante-quatre membres de leur groupe y ont consenti, mais on relève que deux anciens premiers ministres ont manqué à l'appel : M. Messmer a voté contre et M. Couve de Murville n'a pas pris part au vote.

À deux reprises, le pouvoir l'a donc finalement emporté, mais le climat politique n'est pas entièrement assaini pour autant, et un contentieux assez lourd subsiste entre l'U.D.R. d'une part, l'Élysée et le gouvernement d'autre part. Les élus « gaullistes » déclarent, certes, qu'ils sont « parfaitement solidaires » de M. Chirac, mais n'en continuent pas moins de réclamer que les projets de loi donnent lieu, avant d'être déposés, à une véritable concertation.

Les sénateurs ont de leur côté sérieusement modifié le projet de taxation des plus-values en votant plusieurs amendements dont la finalité est de faire échapper à l'application de la loi le plus grand nombre possible de contribuables.

Ces dispositions ont les plus grandes chances d'être annulées en seconde lecture, mais on a, en revanche, appris que M. Fourcade pourrait accepter de reporter au 1^{er} janvier 1978 l'application de la taxation sur les plus-values mobilières.

(Lire nos informations pages 6 à 8.)

Ne pas jouer à l'apprenti sorcier

par ALBIN CHALANDON (*)

Une certaine conception de la majorité inspire notre vie politique. Elle n'est pas seulement le résultat d'une pratique, mais traduit la logique d'un système.

Constatant la prééminence de la fonction présidentielle, elle s'en remet à elle pour déterminer les contours de la vie politique et les orientations de la majorité. Ainsi, les partis s'effacent-ils devant l'autorité du président sous la bannière duquel ils ont décidé de s'engager et de s'unir. Cette conception de la majorité a assuré la stabilité politique pendant quinze ans. Depuis l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing, elle a amené l'U.D.R., d'abord hésitante, à se rallier et à se faire le pilier principal de cette majorité ; les républicains indépendants à oublier leur modération traditionnelle devant les audaces réformatrices du président ; les réformateurs à composer et à abandonner certaines de leurs idées, même s'ils le font en renouant. Malgré la grogne et les délires verbaux qui se manifestent parfois, la majorité présidentielle s'est acquiescée de sa fonction : corriger sans détruire, s'affirmer sans s'opposer, même si les convictions individuelles sont parfois secouées. Pour prévaloir durablement, elle exige que deux au moins des trois conditions suivantes soient réalisées :

Au niveau de l'exécutif : malgré l'ombre dont la recouvre inévitablement l'instauration présidentielle, la fonction de premier ministre doit s'exercer clairement et distinctement.

(Lire la suite page 7.)

(*) député U.D.R., ancien ministre.

Une politique de facilité pour le franc

par PAUL FABRA

Le franc continue à se bien porter sur les marchés des changes. Son pourcentage de dépréciation vis-à-vis du deutschemark, la devise phare de l'Europe, n'a guère varié depuis la mi-mars, c'est-à-dire depuis qu'il a repris sa liberté vis-à-vis du « serpent » européen : ce pourcentage est de l'ordre de 4 %. Cela signifie que pendant l'intervalle, le dollar qui s'est légèrement apprécié vis-à-vis de toute monnaie (à l'exception du franc suisse) n'a pas monté plus vite à Paris qu'à Francfort.

Cette relative bonne tenue est d'autant plus remarquable qu'au cours de la période considérée on a assisté à une nouvelle et spectaculaire chute de la livre sterling. L'abandon par le franc du « serpent », intervenu après une perte massive de devises (4,8 milliards de dollars) n'aurait-il été tout simplement qu'un accident mineur ? A Porto Rico, M. Valéry Giscard d'Estaing a

rangé la France à côté des pays qui, tels l'Allemagne et les États-Unis, placent la lutte contre l'inflation au premier rang de leurs préoccupations. Doit-on en conclure que le marché extérieur cette fièvre affirmation sans bénéfice d'inventaire ?

Quel de plus objectif qu'un taux de change ? Si on considère son évolution sur plusieurs mois (pour éliminer les effets d'humeur journaliers des cambistes influencés par les mille événements de l'actualité) ne doit-on pas y voir le reflet du jugement, bon ou mauvais, que des milliers d'opérateurs nationaux et étrangers — banquiers, directeurs financiers des firmes engagées dans le commerce international, particuliers — portent sur la situation économique et financière d'un pays ?

ROLE * MOREAU SPÉCIAL PÉTROLE * MOREAU SPÉC

APRÈS "DOSSIER F..."
COMME FRAUDE FISCAL"

ET "DOSSIER B..."
COMME BARBOUZES"

LA PREUVE DU RACKET
PAR LES DOCUMENTS OFFICIELS

PHILIPPE SIMONNOT

Le Complot Pétrolier

ANALYSE

PAR L'AUTEUR D' "L.T.T. L'ÉTAT SOUVERAIN"

TOUT SUR LES MULTINATIONALES DU PÉTROLE

LES RAPPORTS DE COMPLÉMENT ENTRE L'ÉTAT ET LES GRANDES COMPAGNIES PRIVÉES

COMME RACKET PÉTROLIER

EN FRANCE

ALAIN BOCCO

AU JOUR LE JOUR

La partie de cartes

Pour avoir usé de ce franc-parler qui fleurit sur les passerelles de commandement, l'amiral Sanginetti n'a pas été envoyé à fond de cale, mais, en quelques sortes, balancé par-dessus bord.

Dans les circonstances actuelles, on peut se demander si l'amiral Sanginetti n'a pas retrouvé pour le ministre de la défense les mots qu'Espartero destinait à César : « La marine française, elle te dit... » À ces cinq lettres, M. Bourges ne pouvait que répondre : « Antoine, tu me fends le cœur ! » D'autant que le contradictoire ne voulait pas se tenir à carreau.

Ce qui signifie que, dans la grande muette, il est toujours interdit de jouer à la parlante, surtout si c'est pour dire quelque chose.

BERNARD CHAPUIS.

QUALITÉ ET AUDIENCE

Les bonnes notes du petit écran

La première quinzaine de juillet marque une période importante pour les sociétés de programme issues de l'éclatement de l'O.R.T.F. C'est en effet ces jours-ci — et ces jours-ci seulement — que le système de répartition de la redevance instauré par les services de M. André Rossi (système dont la porte-parole du gouvernement rappelle page 19 les buts et le mécanisme) va pouvoir pleinement être apprécié par les responsables de chaînes, dans sa pratique et ses effets.

On se rappelle en effet (« le Monde » du 1^{er} juillet 1975) que le dispositif mis en place par la loi du 7 août 1975 — commission de la qualité, commission de la répartition de la redevance, organisme chargé des sondages — avait tardé à fonctionner, et que la redevance de radio-télévision, pour l'exercice allant de septembre 1974 à mai 1975, avait été répartie sans arbitrage de la qualité.

Il n'en sera plus ainsi désormais : les vingt-sept membres qui, sous la présidence de M. Jean-Claude Parier, composent la commission de la qualité ont passé, entre le mois de juin 1975 et le mois de mai 1976, un maximum d'heures devant leurs récepteurs, de façon à pouvoir donner une note à chaque société.

ANNE REY.

Lire la suite page 19 ainsi que « QUALITÉ ET CITOYEN »

par ANDRÉ ROSSI

Sanguinetti est rayé des cadres par mesure disciplinaire

Le général Sanguinetti, chef de l'armée italienne, a été rayé des cadres de l'armée italienne par mesure disciplinaire. Cette décision a été prise par le conseil de guerre militaire. Le général Sanguinetti a été accusé d'avoir commis des actes de violence contre des civils pendant la guerre en Italie.

Le major général... et l'inquiétude

Le major général... et l'inquiétude. Les tensions politiques et militaires continuent de peser sur la situation en Italie. Les autorités militaires s'inquiètent de la stabilité du régime et de la sécurité du pays.

M. Jean Sanguinetti pourrait prendre la direction générale de Rhodé-Pour

M. Jean Sanguinetti pourrait prendre la direction générale de Rhodé-Pour. Cette nomination est attendue avec intérêt par les milieux politiques et militaires.

EXAMEN D'ENTRÉE

EXAMEN D'ENTRÉE. Les candidats à l'entrée des écoles militaires doivent passer un examen d'entrée. Les épreuves comprennent des tests de logique, de culture générale et de physique.

APRÈS L'OPÉRATION D'ENTEBBE

Le Conseil de sécurité va examiner la plainte des pays africains contre Israël

La réunion du Conseil de sécurité, qui devait se tenir ce jeudi 8 juillet à la demande de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) pour débattre du raid israélien à Entebbe, en Ouganda, a été reportée à vendredi soir. Le ministre des affaires étrangères de l'Ouganda, qui a été chargé de présenter au Conseil la requête du gouvernement de Kampala contre Israël, n'arrivera en effet à New-York que ce jour-là. Israël participera cette fois-ci aux débats, et le chef de l'Etat ougandais aura, dit-on, l'intention de venir en personne devant le Conseil de sécurité, au moment du vote.

En prévision des débats, le groupe africain de l'ONU a préparé un projet de résolution qui condamne vigoureusement l'agression israélienne contre l'Ouganda ainsi que la violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Ce texte

« exige » que le gouvernement israélien « fasse droit aux justes demandes du gouvernement ougandais d'une pleine indemnisation pour les dommages et destructions infligés à l'Ouganda ».

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni opposeront sans doute leur veto à ce texte et s'efforceront d'obtenir que le Conseil de sécurité traite de façon positive le problème du terrorisme international en fonction précisément de l'affaire d'Entebbe.

Quant au secrétaire général de l'ONU, il est actuellement l'objet d'une violente campagne de dénigrement, et notamment du Congrès juif américain, qui réclame sa démission. En déclarant que, dans l'affaire d'Entebbe, il y avait eu effectivement « violation de la souveraineté d'un Etat membre de l'ONU », M. Waldheim aurait, selon eux, commis « un acte partisan choquant ».

Le raid israélien et la charte de l'ONU

La charte des Nations unies n'a pas prévu les problèmes que posent le terrorisme et les prises d'otages, mais les Etats membres de l'ONU sont liés par les principes fondamentaux qu'elle proclame et sur lesquels reposent en principe la paix et la sécurité dans le monde : aucun Etat ne doit se faire justice lui-même ni intervenir dans les affaires des autres Etats ; ensuite, dans tout conflit opposant à un autre Etat, il doit recourir à des méthodes pacifiques et s'adresser si nécessaire au Conseil de sécurité.

La reconnaissance de ces principes a constitué un énorme progrès par rapport au droit international précédent, qui n'aurait permis que d'assurer un équilibre précaire entre les plus grandes puissances. Elle assure aux petits pays une protection relativement efficace dans la mesure même où, soucieux d'éviter une nouvelle guerre dont ils pressentent le caractère suicidaire, les grandes puissances ont accepté de se soumettre à certaines règles communes et même à un certain contrôle de l'ONU.

Il est naturel que les opinions publiques, révoltées surtout par l'odieuse prise d'otages innocents, dont la vie est menacée sans la moindre justification, se soient efforcées de la libération de ces otages et de l'annihilation de terroristes. Il est surprenant, en revanche, sinon inouï, qu'aucun des dirigeants occidentaux n'ait émis la moindre réserve sur une action de force faite incontestablement en violation de la charte et qui revient à réinstaurer dans les relations internationales le droit du plus fort.

Pour justifier une violation de la souveraineté ougandaise, on invoque le droit de tout Etat de protéger ses ressortissants, droit que certains juristes ont appelé « protection d'humanité ». Cependant, laisser l'appréciation d'un tel droit à chaque Etat est non seulement contraire aux engagements contractés par les Etats membres de l'ONU, mais encore extrêmement dangereux. On oublie d'autre part qu'une négociation menée par la diplomatie française était en cours, qu'elle avait donné déjà des résultats non négligeables et qu'elle n'était pas rompue — comme Paris l'a reconnu lorsque les Israéliens ont entrepris leur raid sur Entebbe. Mandaté par tous les Etats intéressés, la France entendait poursuivre cette négociation jusqu'à son terme et n'aurait pas manqué d'établir les responsabilités en cas d'échec.

Les Israéliens accusent le chef de l'Etat ougandais de complicité avec les terroristes qui ont détourné l'Airbus. Il leur appartient de fonder devant le Conseil de sécurité une

par JEAN SCHWABEL

accusation qui est évidemment de nature à justifier leur action. Il ne leur sera pas facile cependant de l'établir par des preuves certaines et décisives. Si une complicité morale du maréchal Amin Dada avec les terroristes est loin d'être exclue, elle s'est accompagnée dans les faits d'une extrême prudence. Des témoignages en sa faveur ne manquent pas. Celui de la diplomatie française notamment, qui a reconnu que le chef de l'Etat ougandais lui avait apporté une aide précieuse : celui aussi de plusieurs otages qui ont exprimé au chef de l'Etat ougandais leur reconnaissance d'avoir contribué à l'adoucissement de leur sort à Entebbe.

Même si la complicité du maréchal Amin Dada était établie, le raid israélien à Entebbe n'en comporterait pas moins un grave danger : celui de justifier dans l'avenir d'éventuelles actions similaires de la part des pays arabes, à Naplouse par exemple, pour assurer la protection de certains de leurs ressortissants dont la vie est manifestement en danger. Aucun de ces pays, dira-t-on, n'a la force et la capacité d'organiser des raids aussi audacieux que ceux des Israéliens. Faut-il admettre alors que le droit de « protection d'humanité » n'appartient qu'aux Etats militaires forts et ne peut être exercé, en fait, que contre les pays les plus faibles ? On voit difficilement, en tout cas, qu'Israël entreprenne une opération du même genre à Amsterdam ou à Paris, si d'aventure un avion détourné par des terroristes et transportant des Israéliens parvenait à se poser à Schiphol ou à Orly. Le ministre canadien des affaires étrangères, et dans une certaine mesure les membres du gouvernement, ont en se rejoignant de la libération des otages et en affirmant leur volonté d'améliorer les moyens de lutte contre le terrorisme, se sont gardés, pour leur part, de tout triomphalisme dans l'affaire de l'Airbus et de toute approbation du raid israélien. Ils ont sans doute ainsi sauvegardé les chances d'un nouvel ordre international.

En dépit des accusations qui sont portées et des pressions qui sont exercées sur eux, les dirigeants français, et dans une certaine mesure les membres du gouvernement, ont en se rejoignant de la libération des otages et en affirmant leur volonté d'améliorer les moyens de lutte contre le terrorisme, se sont gardés, pour leur part, de tout triomphalisme dans l'affaire de l'Airbus et de toute approbation du raid israélien. Ils ont sans doute ainsi sauvegardé les chances d'un nouvel ordre international.

leur a permis, sous le prétexte d'assurer la sécurité et la défense des droits des citoyens de leurs ressortissants d'étendre leur domination (coloniale) sur la presque totalité du monde. Les Rhodésiens et les Sud-Africains, qui ont sablé le campagnon en apprenant le succès du raid israélien, ne s'y sont pas trompés. Ils ont, en tout cas, manifesté de la sorte leur espoir que l'Occident, retrouvant ainsi le sens de la mission et utilisant enfin pleinement sa supériorité militaire, se décide, enfin, à mettre un terme aux prétentions égoïstes — qu'il juge abusives — de la majorité des pays arabes de développement et à la domination que ces pays exercent désormais au sein des Nations unies.

Prudence de Paris et de Londres

C'est là, sans doute, la conséquence la plus grave du raid israélien à Entebbe, qui risque de peser lourdement sur les relations entre les pays riches et les pays pauvres au moment même où ils s'efforcent de nouer entre eux un dialogue pour jeter les bases d'un nouvel ordre économique mondial. Pour donner des résultats positifs, un tel dialogue suppose l'établissement entre les participants d'un climat de confiance. C'est précisément le climat que, à Paris, au sein de la conférence sur la coopération économique internationale, qui reprend ses travaux jeudi, des hommes lucides et de bonne volonté essaient de créer et de consolider.

En dépit des accusations qui sont portées et des pressions qui sont exercées sur eux, les dirigeants français, et dans une certaine mesure les membres du gouvernement, ont en se rejoignant de la libération des otages et en affirmant leur volonté d'améliorer les moyens de lutte contre le terrorisme, se sont gardés, pour leur part, de tout triomphalisme dans l'affaire de l'Airbus et de toute approbation du raid israélien. Ils ont sans doute ainsi sauvegardé les chances d'un nouvel ordre international.

En dépit des accusations qui sont portées et des pressions qui sont exercées sur eux, les dirigeants français, et dans une certaine mesure les membres du gouvernement, ont en se rejoignant de la libération des otages et en affirmant leur volonté d'améliorer les moyens de lutte contre le terrorisme, se sont gardés, pour leur part, de tout triomphalisme dans l'affaire de l'Airbus et de toute approbation du raid israélien. Ils ont sans doute ainsi sauvegardé les chances d'un nouvel ordre international.

LONDRES S'INQUIÈTE DU SORT D'UNE OTAGE QUI AVAIT ÉTÉ HOSPITALISÉE A KAMPALA

M. Ted Rowlands, ministre d'Etat Foreign Office, a annoncé mercredi soir le disparition inexpliquée du seul otage d'Entebbe demeuré en Ouganda. Mme Dora Bloch, qui avait été transportée le 2 juillet à l'hôpital de Kampala (le Monde du 7 juillet). Le gouvernement de Jérusalem avait demandé à la Croix-Rouge internationale et à la Grande-Bretagne de veiller sur le sort de cette personne qui est âgée de soixante-quinze ans, et possède la double nationalité, anglaise et israélienne. M. Rowlands a indiqué qu'un membre du haut-commissariat britannique en Ouganda avait vu Mme Bloch, la soirée du 5 juillet à Kampala, et qu'il n'avait pu depuis avoir de nouveaux contacts avec elle. En réponse à une note du haut-commissariat, les autorités ougandaises avaient répondu mardi qu'elles ignoraient où se trouvait Mme Bloch, et que le gouvernement ougandais « avait cessé d'être responsable des sort des otages à partir de l'opération israélienne ». Mercredi, un porte-parole du ministère ougandais de la santé a déclaré que l'intéressée avait rejoint les autres otages sur l'aérodrome d'Entebbe avant l'expiration de l'ultimatum des pirates de l'air.

Le gouvernement britannique, qui a exprimé mercredi devant la Chambre des Communes sa « grave préoccupation », a donné ordre au Haut-commissaire britannique en Ouganda, actuellement en vacances en Grande-Bretagne, de rejoindre son poste pour faire ensuite un rapport à Londres. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

La tension s'aggrave entre l'Ouganda et le Kenya

De notre correspondant

Nairobi. — La crise entre l'Ouganda et le Kenya a sans doute atteint le point de non retour. Mercredi 7 juillet, à la suite des accusations portées par le président Amin (le Monde du 8 juillet), qui ont provoqué un élan d'indignation du gouvernement kenyan dénonçant le gouvernement ougandais.

En début de matinée, Radio-Kampala avait annoncé qu'une flotte de trente avions américains ou israéliens, en provenance du Kenya, avait été détournée par radar, que les services hospitaliers ougandais avaient été mis en état d'alerte, et que la population était invitée à donner son sang.

Le Kenya a démenti catégoriquement l'information de Kampala, tout en trouvant sur l'écran de cette prétendue armée aérienne. Une déclaration gouvernementale, diffusée dans la soirée, a traité le maréchal Amin de « dictateur fasciste, imprévisible et privé de tout sens ».

« Jamais lassé de faire couler le sang, le sadique Amin en est arrivé avec le Kenya au point où la tolérance n'est plus de mise », dit également le texte, qui accuse le « belluaire ougandais » de « sauvagerie, torture et assassinat en masse d'innocents ».

Ougandais dont le seul crime est de se trouver à la mer et les forces armées ougandaises lorsqu'elles se déchaînent. Le premier pas de ce gouvernement a été l'assassinat et la liquidation des intellectuels ougandais qui avaient permis à leur pays de prendre sa place légitime dans la civilisation du vingtième siècle, déclare également le gouvernement kenyan, en exprimant sa « sympathie » au peuple ougandais « épris de paix et qui se trouve actuellement sous la botte du plus grand dictateur de l'histoire moderne ».

Depuis la dégradation des relations entre les deux pays, qui s'est amorcée il y a plusieurs mois, c'est la première fois que Nairobi sort officiellement de sa relative réserve à l'égard du maréchal Amin.

Un moyen de pression efficace

Dans un message adressé mercredi aux deux autres chefs d'Etat de la communauté de l'Afrique orientale — MM. Nyerere et Kenyatta — le maréchal Amin déclare que le raid israélien sur l'aéroport ougandais d'Entebbe a été entrepris « à l'entière connaissance » du président kenyan. Il exprime « sa surprise » devant le renforcement de la surveillance à la frontière ougandaise par l'armée kenyane, et accuse cette dernière d'avoir « pénétré dans certains points, jusqu'à 5 kilomètres à l'intérieur du territoire ougandais ».

Le gouvernement kenyan a décidé, cette fois, de relever le défi. On fait remonter ici que le Kenya dispose d'un moyen de pression efficace sur le maréchal Amin : il pourrait en effet fermer sa frontière et interdire ainsi aux Ougandais l'accès au port de Mombasa et à sa raffinerie d'essence. L'économie ougandaise, déjà bien mal en point, serait alors menacée d'asphyxie, car ce pays enclavé ne dispose d'aucun autre débouché sur l'océan.

La possibilité d'un conflit armé entre les deux pays n'est pas retenue dans l'immédiat. Les affirmations de Kampala, selon lesquelles la Libye serait prête à fournir quarante Mirage au maréchal Amin, son accueil ici avec la plus grande réserve. Desormais, l'armée ougandaise ne semble pas capable d'entreprendre une action au-delà de ses frontières, mais face à la petite armée kenyane.

Le Daily Nation de Nairobi rapporte jeudi matin que quatre employés de la communauté de l'Afrique orientale, affectés aux radars ougandais, ont été fusillés à la suite du raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe. Les techniciens, qui seraient de nationalité ougandaise, auraient été convoqués pour « maintenir » par la police ougandaise, et toujours selon le quotidien kenyan, leurs corps auraient été retrouvés plus tard criblés de balles.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le commandant de l'Airbus : les Ougandais ont fourni aux passagers l'aide matérielle nécessaire

M. Bacos, commandant de bord de l'Airbus, détourné vers Entebbe, a tenu, mercredi 7 juillet, une conférence de presse au siège d'Air France, en compagnie de plusieurs membres de l'équipage.

Interrogé au sujet de l'attitude du maréchal Amin et d'une conclusion éventuelle entre les autorités ougandaises et les passagers de l'air, il a répondu : « Il y a eu une collision, mais il n'y a pas de preuve. Nous n'avons affaire qu'à deux terroristes, nous ne sommes pas en présence d'une véritable prise d'otage. Les membres du commando nous l'ont accordée et ne sont jamais revenus sur ce point ».

Un membre de l'équipage, M. Courtiol, chef principal du cabine, a répondu à une question de presse : « Les membres du commando nous l'ont accordée et ne sont jamais revenus sur ce point ».

« La liste des passagers libérés a été leur pour la première fois comme pour la seconde sous le contrôle du chef du commando. Les membres du commando avaient, en effet, confié les passagers de tous les passagers. Ils ont fait le choix à leur guise.

et nous n'avons pu que suivre leurs instructions. La seule chose que nous avons demandée en tant qu'équipage était de rester avec le dernier passager qui aurait été libéré. Les membres du commando nous l'ont accordée et ne sont jamais revenus sur ce point ».

Un membre de l'équipage, M. Courtiol, chef principal du cabine, a répondu à une question de presse : « Les membres du commando nous l'ont accordée et ne sont jamais revenus sur ce point ».

Commentant la déclaration faite dimanche soir par l'équipage, et qui rendait hommage au président Amin, le commandant Bacos a assuré qu'elle avait été rédigée d'un commun accord avec tout l'équipage en « maintenant l'essentiel ». Indiquant que certains des termes n'avaient peut-être pas été pesés avec tout le soin nécessaire, mais il a répété que la plupart des passagers comme s'ils avaient pu constater que les autorités ougandaises leur avaient fourni l'aide matérielle et sanitaire qui était alors absolument indispensable.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

M. BOUCINE AIT AHMED, l'un des anciens dirigeants de la révolution algérienne, qui anime le Front des forces socialistes, parti d'opposition, démission, dans un communiqué remis mardi 6 juillet à la presse et diffusé par l'A.F.P., la « déclaration » du régime algérien.

« Aujourd'hui, quatorze années après l'indépendance », écrit M. Boucine Ait Ahmed, l'évolution fascisante du régime a atteint un stade insupportable. A visage découvert, la dictature recourt sans pudeur aux méthodes électorales honteuses du colonialisme pour tenter de camoufler ses échecs dans tous les domaines ».

M. Ait Ahmed affirmait auparavant : « Le 5 juillet 1962, l'Algérie accédait à la souveraineté nationale. Les espoirs qu'avait suscités dans le monde entier la révolution algérienne étaient à la mesure des sacrifices consentis par tout un peuple. Une révolution nationale devait naître de la libération des individus et leur participation réelle à l'exercice de responsabilités nouvelles dans une Algérie indépendante (...) ».

Angola

LE MINISTRE ANGOLAIS DE LA DÉFENSE, le commandant Teó Carrera, a déclaré le 7 juillet que « la lutte armée n'était pas terminée en Angola ». « La situation à nos frontières n'est pas calme », a-t-il ajouté. Les forces sud-africaines organisant des provocations dans le Sud, et des

agents de toutes sortes s'infiltrant au Nord et à l'Est. » « Pendant longtemps encore, si l'ennemi, nous devons faire face à ce danger », a-t-il conclu. — (A.F.P.)

Argentine

LA LUTTE CONTRE LA SUBVERSION s'exercera dans tous les domaines « sans se cantonner au domaine strictement militaire », a déclaré mercredi 7 juillet, à Buenos-Aires, le général Jorge Videla, chef de l'Etat argentin.

Devant quelque cinq cents officiers supérieurs des trois armes réunis pour le traditionnel dîner à la veille du jour anniversaire de l'indépendance nationale, le général Videla a affirmé que, « dans la culture, les moyens de communication, l'économie, la politique et le syndicalisme, aucune action dissolvante et antinationale ne sera permise ». — (A.F.P.)

Corée du Sud

UN ETUDIANT, M. Kang Jong Hon (vingt-cinq ans), accusé d'espionnage au profit de la Corée du Nord, a été condamné à mort mercredi 7 juillet à Séoul. Le condamné, un groupe nord-coréen basé au Japon, il aurait tenté de susciter une révolte étudiante contre le gouvernement de Séoul, après avoir fait un voyage secret en Corée du Nord en août 1973. Quatre autres étudiants de l'université de Séoul, accusés d'être les complices de M. Kang, ont été condamnés à des peines de prison. Neuf autres per-

sonnes ont été condamnées à des peines de prison avec sursis et remises en liberté. — (A.F.P.)

Inde

UNE CONFERENCE MINISTRIELLE DES PAYS NON ALIGNES s'est ouverte, jeudi 8 juillet, à New-Delhi, pour examiner un projet de création d'un pool des agences de presse des nations membres de ce mouvement. (A.F.P.)

Tanzanie

HUIT MILLE PRISONNIERS qui ont eu une bonne conduite, ou auxquels il reste moins de six mois pour purger leur peine, vont bénéficier d'une amnistie. Celle-ci a été annoncée le 7 juillet à l'occasion du vingt-quatrième anniversaire de la fondation du parti au pouvoir, le TANU. — (A.F.P.)

Uruguay

LE COMITÉ DE DÉFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES en Uruguay a lancé à Paris un appel pour la libération de Mme Elena Quintana, une institutrice de trente ans, qui précède la comitè et a été arrêtée le 29 juin à Montevideo par les forces conjuguées de l'armée et de la police. Mme Elena Quintana avait déjà été arrêtée à plusieurs reprises, en 1971, en 1972 et en 1973, en raison de ses activités militantes dans la Résistance ouvrière étudiante de l'Ecole normale, le Syndicat des enseignants et la Commission des familles de prisonniers politiques en Uruguay.

Les bagages nylon de Lancel.



575 F 360 F 375 F

LANCEL

Opéra (parking Paramount)
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot - Paris 2 - Vélizy 2 - Créteil
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice
Dépositaires officiels - Liste sur demande

مكتبة النحل

EUROPE

LA COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT ESPAGNOL

PORTRAITS

M. Marcelino Oreja

Le bras droit de M. Arellano

« Je n'aurais pas accepté d'entrer dans le gouvernement Suarez si je n'avais pas obtenu la certitude que la réforme démocratique allait être poursuivie ; il fut clair qu'elle allait être poursuivie et, en outre, que la réforme démocratique allait être poursuivie. M. Marcelino Oreja, nouveau ministre des affaires étrangères, a bien conscience que sa promotion risque de susciter des commentaires divers. Il ajoute : « Il y a dans l'équipe une demi-douzaine d'hommes, parmi les nouveaux promus, qui partagent mes convictions. C'est une garantie... »

La nomination de M. Marcelino Oreja, connue dès mercredi matin à Madrid, a provoqué des réactions plutôt favorables. M. Oreja, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères depuis décembre 1975 et le plus proche collaborateur de M. de Arellano, ministre sortant, ne saurait être suspecté de trahison.

Ce Basque vit et travaille depuis quarante et un ans, né le 13 février 1935, docteur en droit de l'université de Madrid, est entré dans la carrière diplomatique à l'âge de vingt-trois ans. Il a été directeur du cabinet technique du ministre des affaires étrangères de 1962 à 1970. De janvier à

M. Ignacio Garcia Lopez

Un liquidateur du « Mouvement » ?

M. Ignacio Garcia Lopez, ministre, secrétaire général du Mouvement, est un Madrilène de cinquante-deux ans. Il se lance très jeune dans la vie politique, à partir du syndicat étudiant et fut successivement secrétaire général du syndicat espagnol universitaire (SEU), puis des Jeunesses phalangistes. Il fut ensuite conseiller national du Mouvement, et à ce titre membre des Cortes comme représentant de la province de Santander. En 1970, il fut nommé gouverneur civil de la province de Pontevedra, en Galice, puis de la

M. Enrique de la Mata

Un prix de courtoisie

M. Enrique de la Mata Gorostiza, nouveau ministre des relations syndicales (quarante-quatre ans), est né à Teruel (Aragon). Entré par concours dans l'organisme du registre de la propriété, sa vocation le mena rapidement à occuper diverses charges politiques : chef de la commission centrale d'assainissement, puis secrétaire général de la santé publique. En 1968, il est élu comme représentant des chefs de famille de sa province natale de Teruel aux Cortes. Il est réélu en 1972. Les « procuradores » des Cortes par représentation familiale le désignent comme leur représentant au sein du Conseil du royaume, dont il a été jusqu'à maintenant le secrétaire. Depuis novembre 1969, il était également

Parmi les ministres

M. JOSE LLIADO.

Ministre du commerce, né le 29 mars 1914 à Madrid. Docteur en sciences chimiques. Nommé directeur général des industries chimiques et de la construction en 1968. A été nommé, le 5 mars 1976, sous-secrétaire au ministère du commerce. Procureur aux Cortes, vice-président du conseil supérieur de la recherche scientifique.

M. ALVARO RENGIFO.

Né à Madrid, en 1932. Licencié en droit de l'université de Madrid, technicien commercial de l'Etat depuis 1956. Nommé, en 1961, attaché commercial à l'ambassade d'Espagne de Bogota. Directeur général, depuis 1964, de l'Institut espagnol d'émigration au ministère du travail. Désigné, en 1968, directeur général de la promotion sociale au même ministère.

M. EDUARDO CARRILES.

A une excellente réputation dans les milieux d'affaires. Né à Santander, le 28 novembre 1923. Avocat de l'Etat. Il a été conseiller juridique de la présidence du gouvernement. Actuellement directeur général de la plus grosse société d'assurances du pays, l'Union et le Phénix. Conseiller de l'éditeur catholique qui publie, en particulier, le journal Ya.

M. FERNANDO ABRIL MARTORELL.

Né le 31 août 1936, à Valence.

M. ANDRES REGUERA.

Né le 16 novembre 1930, à Séville. Licencié en droit de l'université de Madrid, avocat de l'Etat. Conseiller technique du ministère des travaux publics de 1965 à 1968. Professeur assistant à la faculté de droit de Madrid, chargé de la chaire de droit administratif de l'université de Deusto, à Bilbao. Conseiller des chemins de fer espagnols et de la Banque de crédit local. A été également procureur aux Cortes, en représentation du groupe de la famille, pour la province de Séville.

M. AURELIO MENENDEZ Y MENENDEZ.

Né le 1^{er} mai 1927. A gagné la chaire de droit de commerce à l'université de Saint-Jacques-de-Compostelle, en 1957. Il a ensuite été nommé professeur à l'université autonome de Madrid et directeur du département de la faculté de droit de cette université. Il appartient au conseil d'administration de la maison d'édition Cénit. Il est lié à la tendance démocrate-chrétienne modérée de M. Silva Munoz.

Le cabinet

Président du gouvernement : M. Adolfo Suarez ;
Premier vice-président : le lieutenant-colonel Fernando de Santiago y Diaz de Mendivil ;
Deuxième vice-président et ministre de la présidence : M. Alfonso Osorio ;
Affaires étrangères : M. Marcelino Oreja (déjà dans le précédent gouvernement comme secrétaire d'Etat) ;
Justice : M. Landelino Lavilla ;
Armée : général Félix Alvarez-Arenas ;
Marine : amiral Pita de Saiz ;
Air : lieutenant-général Carlos Franco Iribarnegaray ;
Economie et finances : M. Eduardo Carriles ;
Intérieur : Rodolfo Martín Villa ;
Travaux publics : Leopoldo Calvo Sotelo ;
Education : Aurelio Menéndez y Menéndez ;
Travail : Alvaro Rengifo ;
Industrie : Carlos Perez de Bricio ;
Agriculture : Fernando Abril Martorell ;
Commerce : José Lliado ;
Information et tourisme : Andres Reguera ;
Logement : Francisco Lozano ;
Ministre-secrétaire du Mouvement : Ignacio Garcia Lopez ;
Relations syndicales : Enrique de la Mata.

M. Suarez a obtenu le concours de jeunes démocrates-chrétiens

(Suite de la première page.)

La « ligne de pente » n'allait pas, ces dernières semaines, vers une accélération aisée du processus de démocratisation des institutions. La complexité du plan de réforme constitutionnelle a d'ailleurs paradoxalement permis aux opposants de concentrer leurs efforts de barrage. Et c'est une grande surprise que le véritable climat qui s'est établi, le 30 juin, au conseil national du mouvement.

Cette Chambre, où siègent la majorité des « hiérarches » frangistes, émettait un avis défavorable à la réforme parlementaire. En outre, elle soulevait maintes fois les vœux de certains ministres, le groupe des quarante conseillers à vie nommés par Franco, les Ayete (1).

M. Torcuato Fernandez Mirand, l'homme du roi, président des Cortes et du Conseil du royaume, a un talent glacé qui est loin de séduire tous les membres des Cortes ou du Conseil national. Il faisait, ce jour-là, difficilement front à l'orage. Le lendemain, M. José Antonio Giron, l'un des chefs de file de l'extrême droite, conseiller national à vie, procureur et membre du Conseil du royaume, adressait un message au général Milans del Bosch, commandant la division blindée de Madrid. Ce message, dit-on dans les milieux informés, proposait des consultations entre officiers généraux « soucieux de respecter la voie hiérarchique ». Le roi, alerté par cette « agitation », décida alors de mettre immédiatement en application son plan de renouvellement, en remplaçant un chef de gouvernement controversé.

Le Conseil du royaume, chargé de présenter des candidats à la succession de M. Arias Navarro, élimina M. de Arellano de la liste soumise au roi. Le ministre des affaires étrangères, apparemment certain de pouvoir compter sur la confiance de Juan Carlos, en a conçu une amertume d'autant plus grande qu'il était persuadé, selon ses intimes, d'être

(1) Ayete, du nom du palais de San Sebastian où Franco recevait en été les conseils des ministres.

appelé à la tête du gouvernement. La nomination de M. Adolfo Suarez a accru le mécontentement des ministres de l'aile libérale, qui déclarent sans M. Calvo-Sotelo, qui prétend après réflexion rester « à la disposition du roi » — de ne pas participer au nouveau gouvernement.

Le retrait des « locomotives » libérales a incité les conseillers du roi à rechercher le contact avec des représentants de l'opposition modérée de gauche et du centre. Non sans succès. Des socialistes-démocrates, des personnalités de l'opposition catalane, des hommes très proches de la gauche démocrate-chrétienne, ont envisagé un moment d'entrer dans le gouvernement Suarez. Et le « oui » accordé par de jeunes politiciens membres du groupe Tactico, dont les convictions démocratiques sont au moins aussi fermes que celles de plusieurs des ministres libéraux démissionnaires, donne une couleur un peu inattendue à la nouvelle équipe.

Pourtant, la majorité des nouveaux promus sont des inconnus, même dans la classe politique. Leur commun dénominateur est d'être jeunes, d'appartenir à cette génération d'Espagnols qui rejette les tabous et les rançunes de la guerre civile, et qui souhaite la plus importante que leur « carrière » politique, mais elle n'est pas suffisante, même si elle les rend, dans une certaine mesure, plus proches des jeunes avocats qui dirigent certaines des formations de la gauche.

Une équipe provisoire ?

Les premières réactions de ces derniers sont d'ailleurs mesurées. « Nous ne jugeons pas avant de connaître le programme... » Ce leitmotiv des dirigeants de l'opposition démocrate depuis vendredi dernier se maintient. Et la présence aux affaires étrangères de M. Marcelino Oreja, démocrate-chrétien libéral et le plus proche collaborateur de M. Arellano, est généralement considérée à gauche comme un indice « plutôt positif », ainsi que la nomination à l'intérieur de M. Martín Villa, ancien gouverneur de Barcelone.

L'expérience de M. Suarez et de la plupart des nouveaux ministres, l'ampleur des problèmes, incitent pourtant à penser que la nouvelle équipe ne peut être que provisoire. C'est aux actes que la droite conservatrice et l'opposition démocrate, qui pourraient recevoir le rapport de personnel des « conservateurs », vont juger un gouvernement qui se lance dans l'ère des « ténors » se sont plus rapidement « brûlés » qu'ils ne le prévoyaient eux-mêmes. Et c'est aussi une indication de brève durée que M. Suarez a donnée mercredi soir en parlant lui-même du gouvernement qui devrait « à l'avenir être issu de la libre volonté de la majorité des Espagnols ».

MARCEL NIEDERGANG.

Après les entretiens franco-allemands de Hambourg

UN COMMUNIQUÉ DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Le ministère de l'Industrie a publié, le mercredi matin 7 juillet, à la suite des entretiens franco-allemands de Hambourg, le communiqué suivant : « Le ministre fédéral (ouest-allemand) de l'économie et de la recherche ont évoqué les difficultés qui ont affecté les industries européennes de l'acier, durant l'année dernière. »

« Ils ont constaté, d'un commun accord, que les projets d'organisation, au sein de cette industrie, ne devaient pas conduire à une cristallisation du marché européen de l'acier, qui serait contraire aux

principes du traité CEEA. Afin de limiter les risques graves qui pourraient être la conséquence de cycles conjoncturels et qui pourraient affecter l'équilibre et la compétitivité de la sidérurgie communautaire, la France et la République fédérale souhaitent que la Commission des communautés européennes fasse une analyse de la situation et des tendances de développement du marché sidérurgique, en vue de présenter des propositions avant la fin de l'année, qui seront examinées par les Etats membres, et une étude sur le fonctionnement de la CEEA. »

ETIENNE BALIBAR
Sur la dictature du prolétariat 35,00 F
« une contribution à la discussion, désormais ouverte, dans le Parti communiste français ». Louis Althusser



COLLECTION THEORIE
dirigée par Louis Althusser

DOMINIQUE LECOURT
Lyssenko 35,00 F
Histoire réelle d'une « science » prolétarienne
« La stupéfiante affaire Lyssenko » Le Monde

FRANÇOIS
MASPERO

1, place Paul Painlevé, 75005 Paris



LOUISE MICHEL
Mémoires 35,00 F
VICTORINE B
Souvenirs d'une morte vivante 35,00 F
LIUIS MONTAGUT
J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole 50,00 F
MARTIN NADAUD
Léonard maçon de la Creuse 45,00 F



LA MEMOIRE DU PEUPLE
« cette collection tente de rétablir l'équilibre en donnant la parole à ceux qu'on passe d'ordinaire sous silence »
Yvan Audouard - Le Canard Enchaîné



JOHN BERGER
et JEAN MOHR
Le septième homme
un livre d'images et de textes sur les travailleurs immigrés 45,00 F

« Le livre de John Berger ne ressemble à aucun autre... il se situe au plus haut niveau de l'expérience poétique. Il va très au-delà de la réalité "livre". Il est un acte politique complet... »
Michel Cournot - Le Nouvel Observateur

FERNAND DELIGNY "l'expérience Deligny"

Les vagabonds efficaces 12,00 F
Nous et l'innocent 25,00 F
Adrien Lomme roman 35,00 F



JOHN WOMACK
Emiliano Zapata et la révolution mexicaine 60,00 F

FRANÇOIS
MASPERO

1, place Paul Painlevé, 75005 Paris



EUROPE

Grande-Bretagne

M. David Steel est élu à la tête du parti libéral

De notre correspondant

Londres. — L'élection de M. David Steel à la tête du parti libéral constitue une innovation dans les mœurs politiques anglaises. Traditionnellement, seul le groupe parlementaire — représentant les électeurs et non les militants — est qualifié pour choisir l'homme qui dirigera un parti, et qui est un premier ministre potentiel. Pour la première fois, les libéraux ont résolu de « démocratiser » ce choix en permettant à un collège électoral de vingt mille militants de se prononcer. Ainsi, M. David Steel l'a emporté, mercredi 7 juillet, par 12 541 voix contre 7 032 à M. John Pardoe.

En fait, cette innovation n'est peut-être pas une réussite. Ce qui devait être un débat sur l'avenir du parti s'est réduit à un conflit personnel entre deux candidats qui ont seulement proposé aux électeurs des styles contradictoires. La bataille n'a d'ailleurs pas été très éblouissante. Cependant, l'issue de la confrontation aurait probablement été la même, si le groupe parlementaire libéral avait gardé le privilège de désigner le chef du parti. Au « cow-boy » Pardoe, toujours prêt à dégaucher pour « décrier le système », les libéraux ont préféré le « tireur d'élite » David Steel, beaucoup plus calme et calculateur. Mais cette décision ne met pas fin au drame dans lequel le troisième parti se débat depuis que M. Thorpe a été contraint de démissionner.

Portrait

Modeste mais décidé à réussir

Une lourde tâche attend M. David Steel, qui cède à la tête du parti libéral à l'âge de trente-huit ans. Ecrasé par un système électoral qui favorise actuellement les conservateurs et les travaillistes, le parti libéral a été à deux doigts d'une renaissance en février 1974, lorsque six millions d'électeurs se prononcèrent en sa faveur, mais dès le mois d'octobre de la même année, le reflux était déjà amorcé.

Fils d'un prédicateur écossais, M. Steel vint jeune au Kenya, où il eut l'occasion d'être choqué par les discriminations raciales. Il fit plus tard, en Ecosse, de brillantes études dans des domaines aussi différents que les mathématiques et la métaphysique, tout en jouant déjà un rôle d'animateur au sein du parti libéral d'Edimbourg. Puis il prit un poste très modeste dans l'administration du parti tout en travaillant à la télévision, où il se révéla comme un reporter et un intervieweur de grand talent.

Dès ce moment-là, sa personnalité paraît établie. A l'approche de la quarantaine, son visage garde quelque chose d'enfantin et il semble à première vue qu'il ne « fait pas le poids » en face des vieux routiers de la politique. Toutefois, cette impression se dissipe très rapidement : peu de gens combinent à un tel degré une modestie apparemment authentique et la détermination de réussir, la prudence et la ruse, le respect d'autrui et l'art de faire prévaloir ses décisions. C'est un « libéral tranquille ».

Elu à Westminster dès l'âge de vingt-six ans, il fut le plus jeune

député à la Chambre des communes, où il se distinguait par ses prises de position en faveur des émigrants du Commonwealth. Il réussit la tour de force, assez exceptionnelle pour un parlementaire n'appartenant pas à un grand parti, de faire approuver un projet de loi libéralisant l'avortement. Ce qui lui valut l'hostilité de nombre de catholiques membres de son parti.

Son courage politique fut également mis en évidence quand, en 1970, l'équipe de rugby sud-africaine vint faire une tournée en Grande-Bretagne. Un match contre la sélection écossaise devait avoir lieu dans sa circonscription. Il prit la tête des manifestations contre les Sud-Africains, ce qui lui fit perdre plusieurs milliers de voix aux élections suivantes. Aujourd'hui la menace vient d'ailleurs : les nationalistes écossais se sont engagés sur le sentier de la guerre ; même les libéraux sont menacés par cette offensive.

L'ambition dont il fait preuve pour lui-même comme pour son parti ne l'empêche pas de reconnaître que les libéraux ne sont pas encore sur le point d'entrer à Downing Street. Aussi estime-t-il, pour l'instant, que le libéralisme doit constituer essentiellement une « attitude ». A ses yeux, la tâche du parti n'est pas de prétendre jouer le rôle d'un gouvernement fantôme, mais d'offrir aux citoyens l'image d'une société plus libre, plus spontanée, dans laquelle l'individu sera moins écrasé par les « gros bataillons » et la bureaucratie.

J. W.

Norvège

UN SOUS-MARIN INCONNU S'ÉCHAPPE D'UN CHALUT

Oslø (A.F.P.). — Un chalutier norvégien a pris dans ses filets, le week-end dernier, un sous-marin dans la zone de pêche, au large de Novaya Zemlia. Indiqué-t-on mardi 6 juillet à Oslo. Selon le capitaine du chalutier, le sous-marin, qui a brisé le câble et disparu dans la mer, ne portait aucun signe permettant de l'identifier.

L'incident s'est produit au nord de l'important complexe naval soviétique de Mourmansk, mais on ne peut affirmer qu'il s'agisse d'un sous-marin soviétique, des bâti-

ments occidentaux naviguant également dans ces eaux.

Un journal d'Oslø, le « Vardens Gang », a précisé, mardi 6 juillet, à ce propos, que les Soviétiques ont construit un important système d'échouage sous-marin dans la mer de Barents, entre l'île de l'Ours et la côte norvégienne, et qu'un navire soviétique surveille en permanence la région. Il a pour tâche de recueillir des bandes magnétiques ayant enregistré les ondes sonar des sous-marins étrangers qui passent dans cette zone stratégique.

POLITIQUE

LA RÉFORME DU CODE ÉLECTORAL AU PALAIS-BOURBON

Mercredi 7 juillet, l'Assemblée a terminé, sous la présidence de M. Claudius-Petit (rép.), la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral. La réunion du groupe U.D.R. ayant entraîné une modification de l'ordre du jour et une suspension de séance, l'opposition a protesté, estimant que l'Assemblée n'avait pas à subir les conséquences « des marchandages et des difficultés de la majorité ».

A l'article premier (relatif au régime des élections législatives), réservé mardi par le gouvernement, le groupe communiste reprend un amendement, retiré par la commission, qui refuse de porter de 10 à 15 % des inscrits le nombre de voix exigé pour accéder au second tour. Au scrutin public, l'amendement est repoussé par 290 voix contre 183 sur 473 votants.

L'Assemblée examine ensuite un amendement du gouvernement, qui subordonne à l'obtention d'au moins 12,5 % des électeurs inscrits les candidatures au second tour des législatives. Accepté par la commission, l'amendement est adopté par 282 voix contre 189 sur 473 votants. L'article premier est adopté, l'opposition et M. Fanton (U.D.R.), rapporteur, votant contre.

Lorsque les députés U.D.R. s'étaient séparés, mercredi 7 juillet, à une heure du matin, après plusieurs heures de marchandages, on pouvait se demander si le groupe gaulliste ne s'apprêtait pas à conduire une nouvelle fronde contre le gouvernement. Plusieurs élus, comme par exemple M. Fenton ou Foyer, proclamaient leur résolution de ne pas accepter le compromis proposé par M. Fontanille sur la loi électorale (le Monde du 8 juillet).

Lorsque, le même jour, à 15 heures, ils se sont séparés, après un déjeuner dans un restaurant en plein air du bois de Boulogne, M. Claude Labbé, président du groupe, pouvait affirmer sans aucun humour apparent que « le groupe était totalement uni et parfaitement solide du premier ministre ». Et, de fait, quelques instants après, à la quasi-unanimité, les députés U.D.R., avec

A l'article 5, également réservé mardi par le gouvernement, l'Assemblée adopte un amendement de ce dernier, qui étend la règle des 12,5 % aux élections municipales pour les communes de plus de trente mille habitants.

Dans les explications de vote, M. L'HUILLIER (R.P.) observe que, « se conformant à une règle bien connue, le gouvernement, à la veille d'élections difficiles, propose de modifier un système électoral, pourtant déjà hautement

les autres élus de la majorité, adoptaient le « compromis Fontanille » baptisé des lors « arbitrage Chirac ».

Car c'est bel et bien le premier ministre qui a obtenu ce retournement d'attitude si total et si subtil. Pour cela, M. Chirac, revenu dans la soirée de mardi, du « sommet » franco-allemand de Hambourg, n'a pas ménagé ses interventions. Toutefois il ne s'est pas livré à une analyse de sciences électorales pour soulever les avantages respectifs de la barre à 15, à 12,50 ou à 12 %. Il a préféré utiliser des arguments plus simples, plus brèves, plus percutants et plus politiques. Et chacun a compris que l'intérêt de l'U.D.R. était de ne pas ouvrir dès maintenant une crise politique.

C'est une sorte de service personnel, une manière de confirmer leur confiance en lui que

favorable à la majorité, afin de fausser les résultats du scrutin populaire. Son groupe, précisait-il, « cherchait seulement à désamorcer cette machine de guerre contre la gauche, mais, après de multiples marchandages, la majorité s'est inclinée, permettant au gouvernement de réussir son numéro de domptage du Parlement ». Il indique pour terminer que son groupe votera contre le projet.

« Nous venons de vivre comme un raccourci du débat sur les plus-values », note M. ALPONS (rad. de gauche), qui se déclare déçu par ce débat « affligeant ». Après avoir relevé « une accélération des crises au sein de la majorité », il annonce que son groupe votera également contre ce texte.

L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié, est adopté par l'Assemblée.

Territoire français des Afars et des Issas

L'Assemblée aborde ensuite la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à la nationalité française dans le Territoire français des Afars et des Issas.

Ce texte permettra aux personnes qui y sont nées et qui ont atteint leur majorité avant la promulgation de la loi de se voir reconnaître la nationalité française, à condition que l'un de leurs parents soit né sur le territoire ou qu'elles puissent justifier y avoir eu leur résidence au cours des cinq années ayant précédé leur majorité.

M. FOYER (U.D.R.), rapporteur, retrace l'évolution de la

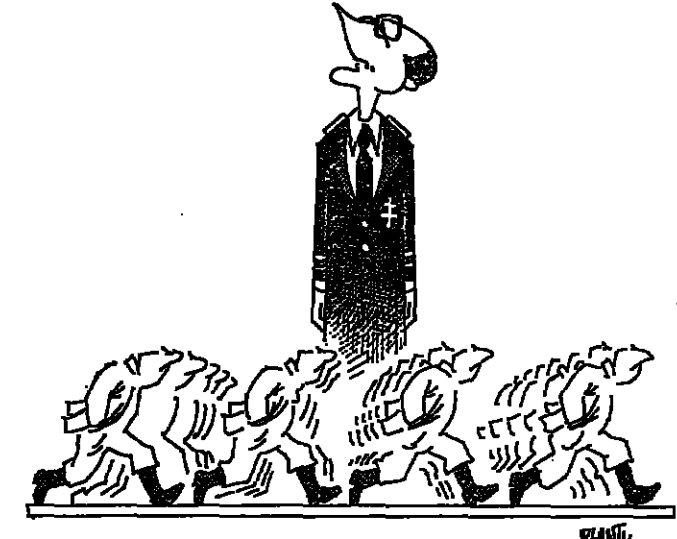
législation fixant les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française dans ce territoire et présente les modifications proposées par sa commission. « Ce texte, conclut-il, entend créer les conditions d'une paix durable dans ce territoire lorsque la France n'y sera plus souveraine ».

M. STIRN, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, observe que « le consensus de toutes les tendances politiques représentatives du territoire sur l'accession à l'indépendance s'est concrétisé à la fin de l'année 1975, l'indépendance devenant le vœu de la majorité de la population. Les principaux mouve-

L'analyse du scrutin

Voici le détail du scrutin sur l'amendement du gouvernement à l'article premier du projet de loi modifiant le code électoral (un candidat aux élections législatives ne peut se présenter au second tour de scrutin que s'il a obtenu au premier tour un nombre de suffrages représentant 12,5 % au moins du nombre des électeurs inscrits).

222 DEPUTES ONT VOTE POUR :	2 U.D.R. : MM. Cres-sard et Le Douarec.
160 U.D.R. (sur 174) ;	15 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :
69 R.I. (sur 70) ;	9 U.D.R. : MM. Couve de Murville, Dahalati, Fanton, Mine de Haute-cloque, MM. Lacagne, Le Tac, Mohamed, Pal-lowski et Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale ;
46 réformateurs (sur 50) ;	3 non-inscrits : MM. Du-villard, Ribière et Zel-ler ;
7 non-inscrits (sur 15) ;	2 réformateurs : MM. Commenay et Clau-dius-Petit, qui prési-dait la séance ;
188 DEPUTES ONT VOTE CONTRE :	1 R.I. : M. Cornat.
105 socialistes et radicaux de gauche (sur 106) ;	1 DEPUTE ETAIT EXCUSE :
Les 74 communistes ;	M. Duroure (socialiste).
5 non-inscrits : MM. Al-douy, Brun, Chauvel, Cornut-Gentille et Dra-pier ;	
3 U.D.R. : MM. Messmer, Yves Michel et Robert Vivien ;	
2 réformateurs : Dronne et Duhamel.	
2 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT :	



(Dessin de Plantu.)

La réunion des députés U.D.R. au Bois de Boulogne

M. CHIRAC S'ADRESSERA AUX AGRICULTEURS

An cours de la réunion des députés U.D.R. au Bois de Boulogne mercredi 7 juillet, M. Chirac a évoqué les effets de la sécheresse dans leurs départements. M. Chirac a longuement traité des mesures arrêtées par le gouvernement au cours des récentes élections à la présidence de la République.

Il a également mentionné qu'il s'adresserait personnellement aux agriculteurs dans les jours prochains. Plusieurs députés ont suggéré le lancement d'un « emprunt vert ». L'un d'eux, M. Charles Signon, député de la Somme, a même déposé une question écrite au ministre de l'Agriculture, dans laquelle il souhaite que soit lancé un emprunt national de 10 milliards de francs à quinze ans. « Cet emprunt, écrit-il, appa-rait comme le complément nécessaire des subventions et primes et même des dégrèvements fiscaux

et reports d'échéances qui devraient être suffisants pour permettre à tous les exploitants de faire face à leurs engagements et d'attendre la récolte de 1977 ».

Rendant compte de cette réunion, M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. s'est félicité de l'action des élus gaullistes dans les débats parlementaires puis-qu'ils ont permis de « transformer des textes importants en loi ». Il a souhaité que désormais la concertation avec le gouvernement s'établisse avant le dépôt des projets de loi de celui-ci. Il a souligné enfin que les députés U.D.R. faisaient des propositions nouvelles, notamment en matière fiscale et qu'ils se préoccupaient des grands problèmes de la société tels que l'inflation, les investissements, « qui n'ont pas encore repris », et la sécheresse.

Ne pas jouer à l'apprenti sorcier

(Suite de la première page.)

Il est le relais nécessaire entre le chef de l'Etat, le gouvernement et le Parlement. Pour obtenir des ministres dynamiques et cohésion dans leur action commune, il doit disposer d'un pouvoir d'arbitrage ; pour obtenir de la majorité adhésion et soutien, il a besoin d'autorité sur les partis et d'une certaine liberté dans la manœuvre. Les lui refuser conduit au relâchement des liens et des efforts et, par voie de conséquence, à l'affaiblissement de l'action présidentielle.

— Au niveau des partis composant la majorité, s'imposent non seulement le respect d'autrui dans son originalité et la loyauté dans l'action de chacun des partenaires ; mais surtout l'existence d'un parti dominant, qui entraîne par son poids la majorité dans le sillage du président. Tel a été le rôle de l'U.D.R. à l'égard du général de Gaulle, qui pouvait compter sur un soutien inconditionnel de sa part.

— Sur le plan électoral enfin : un accord préalable aux consultations doit être établi. La majorité doit aller une à combat, en faisant taire les ambitions de chaque parti, pour servir le président. La candidature unique doit être la règle, les primaires l'exception. Ainsi les affrontements à l'intérieur du même camp peuvent être évités. Les partis de la majorité mettent au-dessus de tout l'octroi d'une investiture qui ne bénéficie qu'à un seul par cir-

conscription, peut être attribuée dès le premier tour.

Pour que le système fonctionne, il faut donc que, à des candidatures uniques au premier tour s'ajoute l'existence soit d'un premier ministre autonome, soit d'un parti présidentiel dominant.

Les modifications accomplies ou envisagées dans notre système politique ne vont-elles pas créer une situation où ces deux conditions ne sont plus réunies ?

La « présidentialisation » du régime, c'est-à-dire la concentration de l'exécutif entre les mains du président de la République, tend à réduire l'autonomie, comme l'autorité, du premier ministre. Comment celui-ci pourrait-il dominer l'action du gouvernement dès lors qu'il n'est que le premier des ministres ? A plus forte raison, coordonner la majorité parlementaire dont il n'est pas réellement le chef ? Cette évolution comporte un risque : les partis sont davantage livrés à eux-mêmes, les liens se distendent, non seulement entre eux ou, en eux, mais aussi, si paradoxal cela soit-il, entre le président et eux. Ce risque est accru par l'absence d'un parti dominant, dont les membres se considèrent comme étant au service du président de la République ; le fonctionnement du système est rendu plus difficile. Certes, les républicains indépendants ont la vocation de l'indépendance, mais ils ne la pratiquent pas tous et sont insuffisamment nombreux pour la rendre efficace. Le comportement de l'U.D.R., partagée entre les par-

tisans de l'adhésion, de la fronde et de l'opposition, mettant au-dessus de tout le maintien de son unité, celui des centristes, qui n'ont pas encore assimilé la règle du jeu majoritaire, donne à la majorité parlementaire une indépendance qu'elle n'avait pas connue du temps du général de Gaulle.

Celle-ci pourrait être renforcée si l'on décidait de généraliser les élections primaires. Faute de pouvoir accorder son investiture à trois ou quatre candidats se réclamant de lui au lieu d'un seul, le président, absent dans le scrutin, verrait son influence diminuer, celle des partis se renforcer. Cette évolution est d'autant plus marquée que le projet d'assurer l'unité de candidature entre R.I. et réformateurs parviendrait à se réaliser. L'U.D.R., isolée, aurait alors tendance à développer son autonomie, sinon à reprendre sa liberté. Menacée de voir sa représentation parlementaire compromise, elle pourrait même, à son tour, renoncer à ce dont elle se considère comme la gardienne : le scrutin majoritaire à deux tours.

Cependant, l'adoption de la représentation proportionnelle développerait un tout autre type de relations entre les partis et le président : l'indépendance plus grande des partis à l'égard du président de la République, comme des uns à l'égard des autres. Ainsi, dans l'opposition, le parti socialiste ne dépendrait plus du parti communiste pour l'élection de ses parlementaires. Ainsi,

à l'U.D.R., l'originalité et l'autonomie plus grande revendiquées par certains pourraient conduire éventuellement à une attitude d'opposition, tout en maintenant l'existence d'un groupe parlementaire important. On serait alors dans une autre République. L'ère de l'instabilité ministérielle et, à coup sûr, de l'impuissance gouvernementale, serait sans doute à nouveau ouverte. Il ne resterait qu'une voie au président pour s'échapper : libérer la fonction qu'il exerce de toute dépendance à l'égard du Parlement et des partis. Bref, un système à l'américaine, où deux pouvoirs doivent coexister sans pouvoir agir l'un sur l'autre. On sait les inconvénients que ce système peut avoir dans un pays où la fronde est érigée en institution, et où le pouvoir est de plus en plus centralisé. Le problème serait déplacé, non résolu : la guerre permanente entre les deux pouvoirs conduirait au blocage de la vie politique et administrative.

En politique, rien n'est impossible, ni insurmontable, ni insoluble. Mais tout doit être analysé et pesé dans ses conséquences avant d'être entrepris. La tentation agitée des partis de la majorité d'agir en ordre dispersé peut entraîner beaucoup plus loin et dans une tout autre direction que ne se l'imaginent ceux qui s'y livrent. Que chacun prenne garde de ne pas jouer à l'apprenti sorcier !

ALBIN CHALANDON.

116, bd Malesherbes, 75017 PARIS

ECONOMIA

LE MENSUEL DE L'ACTUALITE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

MÊME EN JUILLET L'ACTUALITÉ NE PREND PAS DE VACANCES

- le phénomène navigation de plaisance
- dialogue Nord-Sud : 5 interviews des principaux acteurs
- dossier: la nouvelle mode des zones franches

et ce mois-ci 60 pages de notes d'actualités, de rubriques et de chroniques.

كتاب النظم

ouveaux eff

Les Temps Modernes

SPAGNE 1976

DOSSIER

NUMERO SPECIAL

compagn

choisit l'a

M. Chirac demandait ainsi aux députés U.D.R. Dès lors, il y eut à bon droit apparence que le président de la République la veuille que la cohésion de la majorité et la justice du groupe U.D.R. ont été assurées par lui, ainsi qu'il l'avait déjà fait, en intervenant en extrême pour le vote du projet de loi sur la tanzation des plus-values. L'intervention du premier ministre pour l'adoption de la loi électorale était d'autant plus nécessaire que, de bonne foi, les députés U.D.R. pouvaient croire que M. Chirac et le gouvernement étaient prêts à se rallier à la solution de la commission des lois fixant le seuil à 10 % du nombre des électeurs inscrits et non à 15 %, comme le prévoyait le projet du gouvernement. Mais il ne semblait pas que M. Chirac ait voulu engager une bataille aussi risquée sur ces pourcentages. Mais il semble bien qu'à Hambourg, d'où M. Pompidoukaki est revenu avant M. Chirac, le président de la République ait

indiqué au premier ministre et au ministre de l'intérieur qu'il n'entendait pas voir le gouvernement céder trop largement sur ce point ni offrir à l'U.D.R. une sorte de revanche, après son recul relatif dans le débat sur la plus-haute. Il importait pour le chef de l'Etat que là aussi le pouvoir ne reculait pas trop.

A la veille des vacances parlementaires, la sérénité s'est donc d'apparence au sein du groupe U.D.R., où des angoisses électorales commencent à apparaître et des tendances à se manifester. Lorsqu'on demande au gaulliste quelle sera à la rentrée d'octobre leur attitude à l'égard du gouvernement, ils répondent par une question reconvenationale : « Quel gouvernement ? » C'est le secret du prince et l'énigme de l'été.

ANDRÉ PASSERON.

« Les personnes nées depuis le 1^{er} août 1945 qui, en l'absence des dispositions de la loi du 8 juillet 1963 auraient été ou auraient pu devenir françaises par application des articles 23, 24, 44 et 53 du code de nationalité française, pourront réclamer la nationalité par déclaration non soumise à enregistrement. Un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions auxquelles les administrateurs de l'Etat français compétentes pour recevoir les déclarations et les formes selon

M. PAPON (U.D.R.), rapporteur général, a analysé les différentes rectifications apportées au rapport annexé au projet de loi après l'examen du Sénat en première lecture (*Le Monde* du 12-1-68, p. 10). Il a insisté tout particulièrement sur les modifications concernant l'agriculture, les collectivités locales et les programmes d'action prioritaires.

et réclamé, une nouvelle fois, l'organisation d'un débat au Parlement.

Après l'intervention de M. DURAFOUR, ministre du travail, M. PIERRE JOXE (P.S.) a regretté le rejet des amendements et des propositions de son groupe, qui, a-t-il annoncé, maintiendra le vote négatif qu'il avait émis à l'issue de la première lecture.

Réunie le 6 juillet, la conférence des présidents a fixé comme suit l'ordre du jour de la session extraordinaire à l'Assemblée nationale :

- Jeudi 8 juillet : nouvel examen du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Vendredi 9 : repos compensateur et plus-values ;
- Samedi 10 : nationalité française dans le Territoire français des Antilles et des Indes ; réforme du code électoral et nœuvres diverses.

ments politiques de ce territoire angari marqué leur volonté de voir déterminer le développement de l'accès à la nationalité française, celle-ci devant permettre - plus tard l'accès à la nationalité du nouvel Etat, le gouvernement, déclare M. Stirn, a estimé devoir viser droit à cette requête. Tel est l'objet du texte en discussion qui vise à donner à la nationalité de l'Etat qui existait, l'attribution de la nationalité française, par la seule naissance dans le territoire, et aboutit à ce que ce texte lui a été donné par le gouvernement français, ce qui est le cas de la loi de 1927.

M. ALFARO : Les gouvernements des adhérents à la communauté.

M. MAISONI : L'estime que le français s'est tenu compte de la dépendance des pays qu'il n'en a pas fait, le contenu de la loi réclame la électorale.

qui a été fait
phobie » par le
gouvernement local,
« l'empêcher tous
jours » (P.C., 18re).
(P.C., 18re).
gouvernement
contraint de
volonté d'in-
ter et des lésés »
toute pas moins
pour réduire le
dépendance et
vision des listes

M. Stirn reproche à M. Fran-
ceschi d'entretenir « des po-
tiques mutiles et déplacées » à
rencontre du plan du gouverne-
ment et à M. Mammia de ne
se rejouer « bruyamment » lors-
qu'un territoire réclame son indé-
pendance.

Dans la discussion des articles,
l'Assemblée adopte un amende-
ment de la commission, précisant
que l'article 161 du code de la
nationalité française cesse de
produire ses effets en ce qui

Intervient dans la discussion M. XAVIER DENIAU (app. U.D.R.), GARCIN (P.C.) et PLANTIER. Ce dernier estime scandaleux d'accorder la nationalité française au rabais ». M. Foyer s'élève contre ces propos. L'article unique ainsi modifié et l'ensemble du texte sont adoptés par l'Assemblée.

Patrons, francs-maçons et juges

territoire.
« Il s'agit, précise-t-il, de régulariser la situation de quatre mille à cinq mille personnes qui, si nous fusions pas des citoyens français, seraient considérées du droit de votre lors de la prochaine consultation. »

Dans la discussion générale, M. FRANCESCO (P.S., Val-de-Marne), dénonce l'usage « systé-

M. PLANTIERE
nées-Antillaises
gique de confédération
française « à des
savons pertinents
répétier du d
c'est pour. Les
« nous, nous
sont moyens. »
Il précise qu'il
texte.

M. Jacques Delhalle, député U.D.R. de l'Aube, rapporteur du projet de loi instituant un rap-

Réunie mercredi 7 juillet à l'Assemblée nationale, la commission spéciale sur les libertés a procédé, sous la présidence successive de MM. Foyer et Garbet, à plusieurs auditions.

qui n'a pas de colonne vertébrale: l'indépendance du juge est en lui, affirme-t-il avant d'ajouter : « S'il n'a pas le sentiment de son individualité, de sa responsabilité, de son rôle, toutes les garanties du monde n'en feront pas un juge indépendant.

Monde du 2 juillet, que les effets du système proposé par sa commission et adopté par l'Assemblée (le repos compensateur obligatoire est égal à 20 % du temps de travail accompli en heures supplémentaires au-delà de quarante-quatre heures) ne seront pas sensiblement différents en moyenne du système gouvernemental initial.

Après avoir souhaité une répartition plus équitable des richesses mondiaire, il plaide en faveur d'une information claire à la portée de tous, estimant urgent un nouveau code de déontologie qui garantirait l'indépendance des médias de réponse et de rectification et empêcherait qu'il soit assorti de commentaires déformants. L'indépendance des médias ne peut être tronquée ou truquée sans risque pour le journaliste, auteur de cette pratique. « Le journalisme doit être un lieu de laboratoire d'idées progressistes. Il n'est pas un parti politique, mais il n'est ni apolitique ni neutre ».

Constatant que les juristes plient sous l'abondance des lois, il estime que le grand nombre de dispositions pénales discrédite la justice. Contre qui conserver les libertés ? demande ensuite l'orateur qui répond : « Contre la police et l'administration. La première, précise-t-il est indispensable mais il faut veiller au recrutement et à la formation des policiers et s'assurer que la police soit placée sous le contrôle judiciaire. » Pour terminer, il renvoie dos à dos les grandes sociétés et les syndicats qui se jugent dispensés d'appli-

Il n'en va pas de même, relève M. Delhalle, du sous-amendement soutenu par M. Boudet au nom des réformateurs et dont l'adoption limite le champ d'application du texte aux entreprises de plus de dix salariés. Accepté par le gouvernement, ce sous-amendement avait été adopté par la commission, contre l'avis du rapporteur, qui estimait *« dangereux et injuste de faire deux catégories de salariés »*. M. Boudet avait craint, quant à lui, que le projet ne complique beaucoup la gestion des petites entreprises.

ment d'élargir son préambule
 à la notion de la nation, de
 vouée aux poubelles de l'État, le
 patronat d'aujourd'hui, estime
 M. Ceyrac, se confond avec la
 nation tout entière. Mais la
 nation tout entière n'est pas
 celle que la nation tout entière
 qui est frappée, dans la mesure
 où elle est l'élément majeur des
 transformations économiques et
 sociales, représente que quelques
 millions d'individus, il en représente
 plusieurs millions ».
 Après avoir observé que la
 notion d'individu suppose et
 protège d'autres libertés (celle des
 consommateurs, celle des travail-
 leurs, celle du droit de grève, celle
 du droit de manifestation, etc.),
 le rapporteur rappelle que la
 notion de la nation suppose, en
 elle-même, la notion de la liberté
 individuelle. « La nation n'est
 autre que la nation libre », dit-il.
 M. Ceyrac termine par une
 citation de M. de La Fayette :
 « La nation n'est autre que la
 nation libre ».

que l'ad. la discussion qui s'instaure ensuite. M. Foyer (U.D.R.) ne se déclare pas hostile à la réforme de la Cour de sûreté d'Etat. Puis M. Merxandeau (P.S.) rappelle que le C.P.T. est un groupe Citroën où le personnel d'encadrement a recours à l'intimidation, à la violence et aux pressions, pour briser les organisations syndicales. Il appelle à la direction, c'est-à-dire toutes les fois que le C.P.T. est saisi par le C.F.T. Pour M. Ceyrac, les cas où le C.P.T. se conduit ainsi ne peuvent se compter sur les doigts d'une main. Il appelle à la déviation de l'action syndicale. A son avis, les responsabilités sont partagées dans ce domaine, car les syndicats ont également parfois une attitude abusive et intolérable.

LE DERNIER
PARKINSON

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

BIG

BUSINESS

ARTHAUD

« Évoquant, pour terminer, l'indépendance de la magistrature, il met en garde contre une justice de caste qui dicterait ce qu'elle veut. Il rappelle que la magistrature de la France d'un mécanisme judiciaire permettant aux juges d'être les plus indépendants possible tout en étant les plus responsables possibles ».

Après avoir été cinquante ans magistrat, M. Maurice Roland, président de chambre honoraire à la Cour de cassation, estime qu'on

M. Masson (R.I.) ayant évoqué le problème de la détention préventive, M. Rolland explique que la prolongation de cette détention est souvent due à l'absence de moyens. Pour M. Claudius-Petit (réf.), qui aimerait mieux que l'on parle de société du risque que de société répressive, la France est une démocratie libérale, mais son administration est de type colonial : elle occupe le terrain et la tentative de réforme.

DIRECTEUR: JEAN-PAUL SARTRE

NUMERO SPECIAL

LE DERNIER
PARKINSON
★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★
BIG
BUSINESS
ARTHAUD

**La compagnie qui connaît l'Afrique du Sud
(SAA)
choisit l'avion qui plaît aux passagers
(le 747 B)**

Depuis le 2 avril, les liaisons régulières Paris-Johannesburg de South African Airways sont toutes réalisées en Superjets Boeing 747 B.

Tous les passagers de SAA peuvent ainsi profiter de la fiabilité, du confort et de la rapidité de ce luxueux quadiréacteur.

Et ils bénéficient pleinement des services exclusifs de SAA, "Gold Medallion" en classe économie et "Blue Diamond" en première classe, services à l'image de la traditionnelle hospitalité sud-africaine, avec projection de films, musique stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains.

Si vous devez vous rendre en Afrique du Sud, souvenez-vous que

chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, un 747 B de SAA décolle d'Orly-Sud pour vous conduire à Johannesburg, avec une seule escale, dans les meilleures conditions. Et SAA vous offre 18 vols par semaine au départ des principales villes d'Europe.

Et n'oubliez pas que SAA, c'est également un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.

**Personne ne connaît l'Afrique du Sud
aussi bien que South African Airways**

*Moyennant un léger supplément.



South African Airways
Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS-TEL. 261.57.87
49 RUE DU PRESIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON-TEL. 37.85.80

POLITIQUE

LA TAXATION DES PLUS-VALUES AU PALAIS DU LUXEMBOURG

Le Sénat, poursuivant à un rythme accéléré l'examen du projet de taxation des plus-values, a déjà apporté au texte issu de la seconde délibération de l'Assemblée nationale des modifications substantielles qui vont toutes dans le sens de l'exonération du plus grand nombre possible de contribuables. Il approuve l'inspiration qui a guidé les auteurs de cette réforme fiscale et ne fait aucun procès politique au gouvernement (du moins dans sa majorité), mais entend rassurer la quasi-totalité des Français en instituant des mécanismes et des « seuils » patrimoniaux qui les placent hors du champ d'application de la loi.

Après avoir repoussé une série d'amendements communistes visant notamment à instaurer une nouvelle progressivité de l'impôt sur le revenu, au détriment des « grandes fortunes », et un impôt sur le capital, les sénateurs discutent un amendement du groupe socialiste, défendu par M. AMIC (P.S.) et tendant à supprimer, à l'article premier, toute distinction de durée pour l'imposition des plus-values.

« Il ne nous paraît pas utile, déclare M. Amic, de faire intervenir une notion de délai pour assouplir les plus-values à des revenus des lors que le projet se propose de les taxer à ce titre. Ceux que le gouvernement prétend viser, ce sont ceux qui vivent de plus-values. Or il s'agit, en fait, de gains en capital. Alors, pourquoi un critère de durée ? »

Le rapporteur, M. COUDU DU FORESTO, se déclare « né de la réforme », et ne peut que constater l'abandon du principe de la taxation de la plus-value par celui d'un élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu.

« Celui qui vend un jour un bien qui est à lui depuis longtemps, ne vit pas habituellement de plus-values », répond le ministre M. Amic. Finalement, l'amendement socialiste est repoussé par 160 voix contre 114.

Les amendements suivants sont ensuite votés :

ARTICLE PREMIER. — M. COUDU DU FORESTO et MONORY (Un. centr.), défendent un important amendement de la commission des finances, visant à substituer dans l'ensemble du projet le terme de « bénéfices » à celui de « plus-values ». La plus-value est une notion statique, estime M. Monory, rapporteur général, tandis que le bénéfice est une notion dynamique. Il apparaît avec la réalisation de la vente et offre l'avantage d'être défini, contrairement à la plus-value, à l'article 35 A du Code général des impôts.

Le ministre de l'économie et des finances oppose quatre argu-

ments à ceux du rapporteur général : « Primo, déclare M. FOURCADE, le bénéfice est le solde d'un compte d'exploitation. Secundo, la plus-value telle que définie au Petit Larousse correspond bien à ce que nous voulons. Tertio, la plus-value figure déjà dans notre législation fiscale. Quarto, cette notion est d'usage courant dans les législations fiscales européennes. Je souhaiterais donc le retrait de l'amendement, sinon je m'y oppose. »

Mais le Sénat passe outre aux objections du ministre et adopte, à main levée, l'amendement de la commission et ceux qui en sont la conséquence. Ainsi l'intitulé du projet devient-il « ... imposition de certains bénéfices », le terme « plus-values » disparaissant du projet.

ARTICLE 2 A (nouveau). — Cet article, voté par l'Assemblée nationale sur proposition de sa commission des finances, détermine l'assiette de toutes les plus-values (« bénéfices ») dans la terminologie introduite par le Sénat. L'article adopté par l'Assemblée nationale avait déjà réduit ce délai de quarante à vingt ans. Le ministre s'est contenté de dire, après le vote : « Jusqu'à présent ? », et d'ajouter, approuvé par M. AMIC : « A fond, le délai n'est pas la question essentielle, ce qui compte, c'est le montant de la plus-value. »

ARTICLE 5. — Cet article traite des exonérations.

Un long débat de procédure s'est institué autour de quatre amendements ayant un objet voisin : celui de limiter à six mois, au lieu de dix, le délai d'application de la loi la plus grande nombre de contribuables. La commission des finances proposait, sur l'initiative de son rapporteur général M. Monory, d'exonérer tous les contribuables dont le patrimoine n'excède pas 500 000 F. M. DE BOURGOING (Ind.) tirait un plancher à par préférence au revenu déclaré du contribuable : 15 000 F de revenu annuel autre que professionnel. Les socialistes (M. AMIC) et les communistes (M. GAUDON) défendaient un système se référant au montant de la transaction (du bénéfice résultant de la cession d'un bien).

M. Amic introduisit une réforme entre résidence principale et résidence secondaire. M. Gaudon ne se référait qu'à la résidence principale.

Il s'agit d'un débat de savoir lequel de ces amendements serait le premier mis aux voix. Le règlement accorde la priorité à l'amendement dont les dispositions sont les plus élogieuses du texte discuté. On commença, après maints débats, par celui de M. MONORY, défendu par son auteur. Cet amendement, adopté par la commission unanime, vise à exonérer totalement de toute taxation l'ensemble des contribuables dont le patrimoine total ne dépasse pas 500 000 F. Il répond, dit M. Monory, à plusieurs

idées : chaque Français doit pouvoir accéder, au cours de sa vie, à un patrimoine minimum et peu importe le délai ; il importe de rassurer les gens modestes que cette réforme a traumatisés.

Réponse de M. Fourcade : « Je suis d'accord sur l'objectif : rassurer le public et permettre à chacun d'accéder à un patrimoine minimum. Mais, en mettant dans la même ensemble résidence principale et résidence secondaire, il crée une difficulté psychologique. D'autre part, les embarras inhérents à la déclaration du patrimoine sont considérables. »

L'amendement Monory est finalement adopté par 164 voix contre 94 (P.S. et une partie des indépendants).

Il insère, avant le premier paragraphe de l'article 4, la disposition suivante :

« Dans la mesure où ils n'étaient pas déjà taxables avant l'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions de cette loi ne s'appliquent pas aux bénéfices réalisés par les contribuables dont la valeur du patrimoine total y compris le cas échéant les biens de communauté et les biens propres de leur conjoint et de leurs enfants, ne dépasse pas 500 000 F ; cette somme est majorée de 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième enfant. Cette valeur s'apprécie à la date de réalisation du bénéfice et fait l'objet d'une déclara-

tion estimative de la part du contribuable intéressé. Cette déclaration doit être déposée dans les deux mois de la réalisation du bénéfice, faute de quoi l'intéressé sera réputé avoir renoncé à la présente exonération. »

Les amendements de MM. AMIC et GAUDON sont ensuite repoussés par, respectivement, 162 voix contre 107 et 166 voix contre 109. En séance de nuit, un très grand nombre d'amendements sont retirés par leurs auteurs ou déclarés irrecevables.

Sont, en revanche, adoptés : Les amendements de MM. DAILLY (Gauche dém. Seine-et-Marne) et XVES DU-BAUD (non inscrit, Vendée) qui étendent le champ d'exonération, prévue (en partie) par l'Assemblée nationale, aux actions de l'entreprise et aux parts des fonds communs acquises dans le cadre de la législation sur la participation et l'actionnariat, ainsi qu'aux plans d'épargne d'entreprises (accord du ministre) ;

Un amendement de M. DE MONTAIGNE (R.P.) tendant à exonérer les terrains agricoles du secteur local en vue de protéger les exploitations en fermage ;

Deux amendements communistes, défendus par M. GAUDON, sont adoptés, qui exonèrent : les rentiers rivaux (limite de 500 000 F) et les adultes handicapés. — A. G.

Le Sénat veut rassurer et protéger les contribuables

Rédigé par M. Giscard d'Estaing

LE DOCUMENT SUR LA SOCIÉTÉ LIBÉRALE NE SERA PUBLIÉ QU'EN SEPTEMBRE

Le document sur la société libérale avancée, à la rédaction duquel le président de la République travaille depuis plus de trois mois, ne sera sans doute pas rendu public avant le mois de septembre.

Au cours de son entretien télévisé du 16 juin, M. Giscard d'Estaing, montrant le manuscrit de cet ouvrage, avait indiqué qu'il était « actuellement avancé à peu près aux deux tiers » et il avait ajouté qu'après la rentrée, à la fin de l'été, il serait « à peu près terminé ». Il verrait à ce moment-là quelle est la bonne date pour le faire paraître (Le Monde du 18 juin, page 9).

M. Jacques Chirac a installé jeudi 11 juillet, M. Armand Achille-Fould, ancien député (Centre démocratique et progressif) de la Gironde, ancien secrétaire d'Etat, dans le poste de directeur de la rédaction de l'ouvrage interministériel de coordination de l'action en matière d'administrations (GICAMA).

M. STERN VEUT ENCOURAGER L'INDUSTRIALISATION DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Olivier Stern a annoncé mercredi 7 juillet à Paris qu'un projet de nouveau statut allait être préparé pour la Nouvelle-Calédonie. Le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a ajouté, sans autres précisions, que ce statut « a été conçu et qu'il marquera le début de la Nouvelle-Calédonie avec la France » — serait soumis au Parlement en octobre.

M. Stern, qui vient de recevoir à Paris les membres d'une délégation de huit membres de Nouvelle-Calédonie, a précisé que les problèmes les plus urgents de la Nouvelle-Calédonie sont : le déficit du budget du territoire et la dégradation de l'environnement. Les problèmes de développement industriel seraient encouragés. Un régime fiscal dérogatoire, l'octroi de nouvelles entreprises a été mis en œuvre et le gouvernement annonçait en octobre un projet d'industrialisation.

Le vice-président du conseil général en Martinique, M. Dick Ukwé, s'est déclaré très satisfait de ces promesses. Elle a été reçue par M. Michel Renard (U.D.R.), maire de la commune de Saint-Pierre, première fois qu'une délégation de Nouvelle-Calédonie rencontre le président de la République.

La notion de secret administratif va-t-elle être assouplie ?

Le gouvernement étudie une réforme du système du secret administratif et une réglementation des documents administratifs. Avant la fin de l'année, il choisira la procédure (loi ou décret) et le champ d'application de cette réforme.

Un groupe de travail a remis en mars dernier au premier ministre un rapport dans lequel sont envisagées diverses hypothèses qui, selon le gouvernement, pourraient être adoptées. Le rapport du secret qui pèse sur les textes administratifs. Le gouvernement n'a pas encore choisi entre deux voies.

Une loi qui poserait le principe de la publication des documents, mais l'assortirait d'une liste d'exceptions ; Des décrets autorisant les administrations à communiquer des documents expressément désignés ou répondant à certains critères.

En décembre 1974, une commission présidée par M. Francis de Baecque, conseiller d'Etat, avait remis à M. Chirac une série de propositions (1). La loi posait le principe de la publication des documents administratifs sous réserve de protéger l'administration contre elle-même, de contrebalancer ses prérogatives, de tirer profit de l'information permise par la transparence administrative.

être gardés secrets dans l'intérêt de la défense nationale et de la politique étrangère ; les fichiers personnels et médicaux détenus par les administrations, ainsi que les informations pouvant constituer une atteinte à la vie privée. Toutefois, les citoyens ont droit à la communication de la justice et des informations relatives à des procédures engagées devant les tribunaux.

Au même moment, M. Bolo, député de Loire-Atlantique, et le groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale ont déposé une proposition de loi comparable qui s'inspire notamment du rapport dans lequel le médiateur, M. Aimé Faquet, insistait sur l'importance de la transparence administrative. Le droit à l'information permettrait de protéger l'administration contre elle-même, de contrebalancer ses prérogatives, de tirer profit de l'information permise par la transparence administrative.

U.D.R., qui demande que « la communication soit la règle et le secret l'exception », classe dans ces exceptions les documents susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale, à la sécurité publique, à l'indépendance économique de la nation ; au secret commercial et aux droits de propriété industrielle ; à la vie privée.

Selon cette proposition, les élus, les représentants d'associations et de syndicats doivent avoir directement accès aux documents, alors que les simples citoyens pourraient y accéder par voie d'avocats, d'officiers publics.

Les refus des communications pourraient être déférés, selon les cas, à la juridiction administrative ou au médiateur.

La réforme du secret administratif, si elle est suffisamment importante, peut avoir de grandes et bénéfiques conséquences sur le fonctionnement de l'administration. — A. P.

(1) Edité par la Documentation française. Commission de la coordination de la documentation administrative (1975).

LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

CONVENTION FRANCO-MAROCAINE

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 7 juillet. Le communiqué suivant a été publié à la fin de ses travaux :

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant daté du 22 janvier 1976 à la convention générale franco-marocaine sur la coopération de deux emplois de magistrats chargés des fonctions judiciaires postulat pour tout enfant résidant en France, quelle que soit sa nationalité. En deuxième lieu, le projet de loi autorise le ministre de la Justice à signer, pendant la période, renouvelable une fois pour la même durée, pendant laquelle un travailleur détaché dans l'autre pays par son entreprise peut rester affilié au régime de sécurité sociale du pays d'origine.

AU MINISTRE DE LA JUSTICE

« Un projet de décret portant approbation et création d'emplois au ministère de la justice a été adopté. Afin d'accroître les effectifs de l'inspection générale des services judiciaires et lui permettre ainsi de mieux assurer sa mission, ce projet prévoit la création de deux emplois de magistrats chargés des fonctions d'inspection. Cette mesure est gérée budgétairement par la suppression de deux postes de magistrats au tribunal de Paris.

INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Le secrétaire d'Etat chargé des industries alimentaires a exposé au conseil des ministres la situation de ces industries et les grandes lignes de l'action que le gouvernement entend mener pour donner une impulsion à l'alimentation l'impopulaire, la qualité et la compétitivité correspondant aux possibilités qu'offre notre agriculture.

Afin d'accroître la recherche d'une meilleure qualité des produits, la création et l'équipement de laboratoires destinés au contrôle de l'enseignement et de la recherche seront encouragés. Les programmes d'enseignement et de recherche interministérielle étudient la réforme des enseignements supérieurs et de la formation des cadres et ingénieurs des industries alimentaires. La vocation industrielle de l'INRA sera affirmée et une part croi-

sante de son budget affectée à la recherche dans cette branche.

Les mesures envisagées tendent d'autre part à renforcer l'efficacité des interventions financières de l'Etat. Les aides attribuées au titre de la prime d'orientation agricole sont, en outre, notamment au profit de projets conformes aux programmes d'orientation qui seront arrêtés pour certains secteurs. Elles pourront également être attribuées pour des opérations de reconstruction financière et de regroupement (surtout à faire accéder ces entreprises à une taille compatible avec les nécessités d'une économie concurrentielle largement ouverte sur les marchés extérieurs. Cette politique de reconstruction sera marquée par le souci de maintenir l'équilibre entre les entreprises de tailles différentes, afin que les petites et moyennes entreprises puissent continuer à jouer leur rôle propre.

Les efforts pour développer nos exportations seront intensifiés ; en particulier une aide financière pourra être attribuée aux entreprises effectuant des investissements techniques et commerciaux nécessaires à leurs activités à l'étranger.

Un comité national des industries alimentaires sera créé. Cette instance de réflexion et de concertation réunira des fonctionnaires, des industriels, des coopératives, des agriculteurs, des consommateurs, ainsi que les représentants des organismes intéressés au financement des actions.

SOMMET FRANCO-ALLEMAND

Le ministre des affaires étrangères ainsi que les ministres qui l'accompagnent ont quitté Paris ce matin pour se rendre à Bonn. Les conditions dans lesquelles s'est déroulée la réunion franco-allemande des 5 et 6 juillet à Bonn.

A ce propos, le président de la République a déclaré : « L'amitié et l'entente entre l'Allemagne et la France, développées depuis des siècles, demeurent un élément fondamental de l'unité de l'Europe. Cette amitié et cette entente s'affirmeront d'autant mieux que nos deux pays disposeront d'une puissance économique comparable, ce qui nous induit à poursuivre la direction des efforts à poursuivre. »

Le prochain conseil des ministres se réunira le jeudi 15 juillet. (Voir page 5.)

LA BAGAGERIE

"Prix Vacances"

la valise 55 ou 60 cm 350F
la valise 65/70 ou 75 cm 395F
les 2 valises (1 petite + 1 grande) 595F



Paris : 13, rue Tronchet 75008
61, rue du Four 75006-74, rue de Passy 75016
Tour Maine-Montparnasse 75015
Lyon : La Part Dieu
Envie votre commande
13, rue Tronchet 75008 Paris

A VENDRE IMPORTANT PALAIS PATRICIEN
Centre Rome - Situation exceptionnelle
Convient pour ambassade, banque, bureaux
haute représentation. Disponible immédiatement.

Ecrire à PUBLICITAS : 964/76 via E. FILIBERTO 4
20149 MILAN (Italie), qui transmettra.

DRIT SC. ECO.

Préparation intensive
Septembre
Revue scientifique Sc. Eco.
Novembre
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
Enseignement par Prof. de Fac.
Groupes de 15 étudiants
IPEC 45 Bd St Michel
693.81.23 039.45.87

مكتبة النظم

RESIDENCE
DU CHEF DE JEAN



JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

Le professeur Huguenard est condamné pour avoir diffamé le docteur Krier

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a condamné, mercredi 7 juillet, à trois amendes de 300 francs, plus trois amendes de 200 francs, le professeur Pierre Buguenard, directeur du service d'assistance médicale urgente (SAMU) pour le Val-de-Marne. Celui-ci était poursuivi pour diffamation envers le docteur Alain Krier, appartenant à l'organisation « S.O.S. Médecins » après la mort d'un enfant d'Israël. Selon le petit Didier qui n'avait été ramené ni par ce praticien ni par le SAMU alerté ensuite, le requérant obtient des dommages et intérêts d'un montant global de 12 000 francs.

avons été prévenus puis rét. L'enfant aurait été étre sauvé? Cette démonstration est d'ailleurs moins effectuée que la propre famille du jeune Didier, étonnée de la présentation des événements, a tenu à rappeler que le docteur Krier, arrivé à Ivry, avait constaté l'absence de phonique au S.O.S., a pratiqué injections et massages cardiaques, puis, lorsque la voiture du SAMU fut venue et repartie, a rédigé le constat de décès et est resté un moment puis est reparti. Il faut donc un justificatif n'a donc été rapporté par le professeur Eugénard au soutien de sa cause.

LES « MARDIS » DE L'ÉCOLE DES PARENTS

trouille comment on peut encore se faire plaisir en France, en 1979, quand on veut affirmer sa virilité ? Le 8 avril trois jeunes gens, âgés de 22, 23 et 24 ans, se présentent à la police, sous le nom de profession, marié, un enfant ; un homme, Jean-Marie Barbet, vingt-quatre ans, sans emploi, deux enfants et une femme, Jacqueline Barbet, vingt-trois ans, sans emploi, deux enfants et une fille, se présentent au commissariat de police de Marseille, dans un appartement dans un immeuble délabré, appartenant à la ZUP de Mulhouse, ramassés, défaits, dans une attitude qui laisse penser à la main-d'œuvre.

On leur propose de se déshabiller : ils invitent une jeune fille de vingt ans, Claudine, à se joindre à eux. Ils se dirigent vers la chambre et de sortir d'un foyer de jeunes filles inadaptées. Après avoir été déshabillés, ils se présentent à la femme de service dans un restaurant de Mulhouse, sous le nom de couple Micolet pour garder leur identité. Peu de temps après, Claudine, n'aura pas eu de difficulté à faire admettre par le tribunal correctionnel de Mulhouse, que les trois hommes, sous la coupe d'Assises, Môme si, à leur tour, à la lettre de la loi, il n'y a pas eu de viol (celui-ci suppose la pénétration sexuelle). Claudine, épouse, venant après celle d'Alexandre, en Provence (le Monde du 5 février), est peut-être l'indice d'une généralisation possible de la justice à l'égard des violences exercées contre des femmes et des résultats des campagnes féministes, d'inspiration marxiste, et la tentative de viol, reste considérée comme un crime. Elle donne surtout une image déformée de la violence sexuelle contre le corps de l'autre, considérée comme un jouet.

BRUNO FRAPPAT.

Le docteur Erier assurait que son désintéressement, son sang-froid et sa compétence avaient été justement mis en cause dans ses déclarations du professeur Guignenard, reproduites le 9 février dernier par l'Agence France-Presse, le lendemain par France-Presse et le 18 février par un article du Quotidien du Médecin.

**RÉCLUSION ET EMPRISONNEMENT
POUR TROIS POLICIERS ET
LEUR COMPLICE AUTEURS DE
PLUSIEURS HOLD-UP.**

elle entre au service du
de la Zambet qui l'hébergera
unissant des ménages.
Après une demi-journée de tra-
vaux, les trois gaillards proposent à
Madame de passer chez l'un d'eux
à boire. A peine arrivés, les
hommes entraînent un
procréateur de la jeune fille,
coupeur de coupe de poing et de
sauf analyse, le pour, elle ne
quand par la suite, elle se
en sa pose. Conduite à la salle
bains, on la débarrasse de
« On ne fait des photos
d'elle, dit elle. Le saigneur
gaspille d'un glacé, on la
dresse, le dit, alternativement,
l'eau et hors de l'eau. Pour
leur que les cris de la jeune
ne soient perçus par le volon-
taire, on met en marche l'élec-
trone.

Le tribunal déclare notamment :
Il appartenait au professeur Hu-
nemann de démontrer qu'il avait
informé le public dans un esprit
de totale impartialité, en vérifiant
avec précision et l'exactitude de ses
informations sans céder à la ten-
sion compréhensible de la
confiance excessive en soi (si nous

Quatre malfaiteurs ont été condamnés mercredi 7 juillet par la cour d'assises de Paris, après une série d'agressions contre des banquiers et des commerçants.

Gérard Pardis a douze ans de réclusion, Yves François a neuf ans de la même peine; d'autre part, Michel Clerc, directeur de la banque de son frère de Gérard, et Michel Clerc ont été condamnés à cinq ans d'emprisonnement. Ces peines ont été prononcées avec celles qui furent infligées à deux autres malfaiteurs, les 11 décembre par la cour d'assises des Alpes-Maritimes pour d'autres attaques de banques commises sur la Côte d'Azur.

Il faut compléter leurs traitements que les gardiens de la paix Gérard Pardis et Yves François avaient décidé de commettre, en 1934, à l'occasion d'un grand effet du concours de Michel Clerc, un ancien collègue retrouvé pour une affaire de monnaie. Celui-ci les avait abandonnés le jour où ils se trouvaient en examen au Palais d'Appel, sous le nom de Claude Fournier, l'avait remplacé.

A la Cour de sûreté de l'État

[illegible]

SERGE CACCIARI AVAIT ACHETÉ SA CARABINE EN VUE D'UN SAFARI

Meurtrier de Mohamed Diab

LE SOUS-BRIGADIER MARQUET SERA RENVOYÉ AUX ASSISES

Le onzième chambre de la Cour d'appel de Paris a confirmé ce mercredi 7 juillet, le jugement du tribunal correctionnel de Versailles du 4 octobre 1975, « n'est pas contraire aux faits établis par les juges » sur les faits imputés au sous-brigadier Robert Marquet; celui-ci avait tenté, le 29 novembre 1972, de tuer un pistolet à la main, un policier du 10^e arrondissement de Paris, le Mohamed Diab, d'une rafale de pistolet-mitrailleur.

La cour a estimé que M. Marquet n'a pas agi involontairement, qu'il n'a pas eu conscience de ses faits sont donc de nature à entraîner une peine criminelle, la cour d'appel n'ayant pas plus qualité que le tribunal correctionnel pour modifier la peine infligée. Le sous-brigadier n'est ni en état de légitime défense. Le ministère public est donc invité à entamer une nouvelle procédure.

Le policier doit revenir aux assises.

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

LE DERNIER DES SIX

De notre envoyé spécial

Fon-Romén, six avant d'aborder les Pyrénées, six coureurs — Van Impe, Zoetermelk, Poullidor, Thévenet, Galdos, Bertoglio — ont été sélectionnés pour le départ et c'est de cette sélection restreinte que devrait logiquement sortir le coureur qui franchira le col de Maïa. L'heure du choix on constate que chacun de ces favoris suscite des réserves, à commencer par Zoetermelk, le détenteur du maillot jaune.

tagé par la nature du terrain. De même, les précédents échecs de Zoetermelk dans le Tour donnent à réfléchir. Pour s'approprier la victoire, il devra donc, comme le champion des Pays-Bas devra non seulement reprendre 7 secondes à Van Impe, mais aussi lui résoudre quelques problèmes qu'il devra également éviter les contre-attaques de l'Espagnol Gaitero, qui sera l'un des favoris les plus efficaces, et de l'Italien

Il ne suffit pas, en effet, d'être un grimpeur d'une qualité exceptionnelle pour dominer une épreuve aussi influencée du facteur excessive pour le magazine. Il faut être aussi capable de supporter le poids de la course, de la diriger au lieu de la subir, et de faire face le cas échéant à des coalitions naturelles nées d'intérêts communs.

Le Beige sera-t-il ce capitaine de route avisé auquel on demandera de franchir les cols en tête, mais aussi d'effectuer un parcoures sans fautes ? Son comportement passé nous oblige à nuancer notre pronostic, encore qu'il soit avan-

De solides appuis

FAITS DIVERS

● Le violent séisme qui s'est produit le 28 juillet, dans une zone occidentale (dans une sous-région de la Nouvelle-Guinée) aurait entraîné la mort de plusieurs milliers de personnes. Mais il est très difficile de dresser un bilan exact de la catastrophe : des dix ou quinze villages touchés par le séisme, seuls deux ont été visités, dans une région d'accès très difficile... (A.F.P., U.P.I.).

TENNIS

Cédant à « la pression amicale » des dirigeants des soixante-dix pays réunis à Monaco à l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération internationale de lawn-tennis, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne ont renoncé à boycotter la coupe Davis. Les trois pays avaient décidé de ne pas participer à la compétition de 1977 pour protester contre l'attitude des équipes nationales qui refusent d'en rencontrer les autres pour des motifs politiques (le Monde du 3 juillet).

Les Etats-Unis avaient annoncé leur retrait définitif, la France et Grande-Bretagne s'en tenant à un boycottage d'un an. Tous trois ont accepté de surseoir à leur retrait en 1971 « à condition que politique n'intervienne plus dans le sport ».

Par vingt-cinq voix contre vingt-deux, l'assemblée générale a voté la résolution demandant la réintégration de l'Afrique du Sud de la fédération internationale et a adopté une résolution demandant le retour du tennis dans les disciplines olympiques.

ATHLÉTISME

**VALERY BORZOV
A COLOMBES**

Valeri Borzov, champion olympique du 100 m. et du 200 m., sera à la tête de la sélection soviétique qui rencontrera l'équipe de France les 9 et 10 juillet au stade de Colombes. D'autres champions comme Saneev, Lusis, Ilych et Bondartshouk font partie de cette équipe soviétique. Il fera à Paris une ultime mise au point avant les Jeux olympiques.

Après des heurts avec l'UNI

Après une chauffourée avec
des poulx d'attache de l'Union
nationale interuniversitaire
(UNI) qui s'éteint produite le
24 avril dernier vers 0 h 30 près
du lycée Stéphane-Mallarmé
à Paris, Jean-Jacques Lamy et
Gérge Mazaud avaient été condam-
nés, mercredi 7 juillet, respecti-
vement à un an d'emprisonne-
ment ferme et à deux mois d'in-
terdiction de séjour pour avoir
occupé la troisième chambre correctionnelle,
pour violences avec armes (une
pierre de fer et des pierres). Deux
autres prévenus poursuivis en
vertu de la « loi anticasseurs »

En appel, après les plaidoiries de M^{re} Yves Jouffr et Antoine Comte, la dixième chambre de la cour a condamné M^{me} Lanyani et Masoué à un an d'emprisonnement avec sursis et elle a confirmé, malgré l'appel à minima du parquet, la relaxe des deux autres personnes poursuivies.

« **Le Journal du dimanche**,
a été condamné à verser 50 000 F
de dommages et intérêts à
Mme Maria Callas par un juge
ayant rendu mercredi 7 juillet de
la première chambre civile du tri-
bunal de Paris. Une photographie
publiée dans le numéro du
11 avril dernier de cet hebdoma-
daire, représentait la cantatrice,
affondrée, au cours d'une répéti-
tion parce qu'elle n'avait pu pré-
senter le journal « **citadine** de
bouture ». »

Le jugement devra être inséré
dans le **Journal du dimanche**,
à l'insertion d'un paysan dans
l'insertion d'extrême droite, lui-
même au choix de la deman-
deresse.

EN BORD DE SEINE A CHATOU

dans le cadre
de la Rénovation Urbaine
(2^e tranche).

Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse,
Rue du Docteur Rochefort, Rue de la Liberté

à la sortie du Pont de Chateau...
à proximité de l'Hôtel de Ville,
à 20' de l'Étoile.
à 25' de l'Opéra (par le RER - Station Chateau)
à 17' de St Lazare (SNCF gare de Chateau).

**RESIDENCE
DU CHEF ST JEAN**

à vendre
appartements neufs

Studio 2, 3, 4, 5 et 6 pièces et 5 pièces en duplex
Livraison : 2^e semestre 1976

le m² de 3500 à 4600 F

Renseignements
bureau de vente
et appartement-terrain
sur place tous les jours
de 14 heures 30
à 18 heures
rue de la Paroisse.
Tél. 966.03.38



SEMICLE
Société d'Économie Mixte
pour la Construction de
Logements Économiques
6, av. Berthelot-Alexandre
75008 Paris

76655176

Jean Lescroart Publications Consolet 14

Femmes éditeurs et écrivains

Une solidarité concrètement vécue

VOILA deux ans qu'apparaissent dans les librairies des livres différents des autres, plus canons, mieux rognés, mieux « faits » pour tout dire, avec des couvertures plus accueillantes à l'œil et au toucher. Par exemple, celui qui portait pour titre *Du côté des petites filles* et qui montrait sur sa première page de toutes jeunes personnes vêtues de rose, dans un paysage de campagne, armées de rubans et de diabolos surannées. L'auteur, Elena Gianini Belotti, une éducatrice italienne d'avant-garde, y expliquait que, chez ces petites héroïnes, les phénomènes qui fondent culturellement la différence des sexes étaient déposés depuis la toute première enfance comme des graines par les parents, l'école, la société, les mœurs, et qu'ainsi ces fillettes devenaient des femmes, selon les conditionnements prévus.

Libération de la parole

Or voilà que ces femmes s'interrogent, se découvrent, se remettent en question, s'organisent et vont même jusqu'à publier des livres. La maison d'édition qui leur permet de s'exprimer ne porte pas en effet d'autre nom, d'autre sigle que « des Femmes ». Et il est parfaitement clair que, sociologiquement, littérairement, politiquement, son apparition est un événement de notre temps. L'avenir dira si la deuxième moitié du vingtième siècle a été ou non marquée véritablement par cette libération de l'expression des femmes, cette décolonisation de leur pensée et de leur écriture. Pour l'instant, les livres sont là, ils sont diffusés, répandus.

Une des raisons possibles du succès ? Que le problème soit posé dans son ensemble, ce qui écarte la séparation des genres. Les livres sont très divers, ils touchent à des sujets très différents, ils sont publiés à un rythme serré — surtout ces derniers mois — mais ils ne donnent pas l'impression de « diverger » : ils appartiennent tous à la même famille, ils sont tous complémentaires les uns des autres, qu'ils soient fiction, réflexion, analyse ou document. Cette unité de projet — qui fait tomber bien des cloisons de la littérature instituée — s'explique sans doute d'abord par une unité de lutte.

Que cette lutte soit celle du M.F. ou de groupes qui entendent associer les armes de la politique et de la psychanalyse, importe moins que le sentiment d'un combat plus large où tous les problèmes de la femme sont pris en compte. Ce qui limite, contraindrait ou étouffait cette parole. Ce n'est pas un hasard si les thèmes de l'hôpital, de la prison, de la folie, de la sexualité aliénée, se rencontrent avec insistance dans nombre de livres des éditions « des Femmes ». Ils disent avec une force singulière ce que peut signifier : « être exploitée » — selon le titre d'un autre des tout premiers ouvrages, collectif celui-là, de la série pour une catégorie qui entend d'abord renverser les règles du jeu par son témoignage, c'est-à-dire par son récit.

C'est sans doute ce qui rend si beaux et émouvants des ouvrages comme *Hosto-Blues*, où Victoria Théme, dans un langage haletant et fracturé, dit l'horreur et la folie des nuits bleues de l'hôpital, le terrible livre des « femmes battues » (*Crie moi les torts des autres*), de la série pour une catégorie qui entend d'abord renverser les règles du jeu par son témoignage, c'est-à-dire par son récit.

Un congrès comme une « première »

L'ASSOCIATION internationale des femmes écrivains vient de tenir à Paris son premier congrès sous la présidence de Marie-Thérèse Guichard, assistée de Benoitte Gronki, Marie Cardinal et Gisèle Halimi. Quinze pays étaient représentés. Que veulent les femmes écrivains ? Se reconnaître pour se connaître ; comprendre leurs conditions de travail, organiser la défense de leurs droits, et, pour cela, mettre en commun leur expérience, dans un esprit de fraternelle solidarité : voilà pour l'aspect pratique de l'association. Mais aussi, elles veulent s'interroger sur l'écriture des femmes, ce qu'elle est et ce qu'elle sera, puisque, pour la première fois, leur voix se fait entendre, non plus au prix d'une victoire individuelle (et l'on cite toujours la plume que fut George Sand), mais dans un mouvement qui se manifeste à travers le monde entier, pour toute une génération.

Ms Gisèle Halimi, sur le thème de « la femme créatrice, porteuse de valeurs nouvelles », a lu un sommaire tableau de la situation d'oppression des femmes, privées de tout moyen d'expression, réduites aux tâches subalternes. Il s'agit aujourd'hui de briser l'isolement de la femme, qui commence seulement à prendre conscience de son identité. Ainsi les problèmes concrets qui se posent à l'écrivain ont-ils été évoqués avec précision : « Comment se faire éditer ? Comment vivre de sa plume ? » « Le statut de l'écrivain ».

Une matinée a été consacrée à un dialogue avec de grands éditeurs français : Robert Laffont, Christian de Bartillat, qui dirige les éditions Stock, ont répondu aux livres questions d'une centaine de femmes. La seule femme éditeur en France, Régine Deforges, a exposé son point de vue sur la censure telle que notre société l'exerce encore sur la femme, dont on attend qu'elle se

Un style neuf

Ce qui ne peut manquer de frapper l'observateur, au cours de tels débats, c'est le style neuf qu'ont trouvé spontanément les femmes entre elles : pas de désordre, mais une grande liberté, le caractère direct des interventions, l'abandon des vieilles rhétoriques et de l'académisme universitaire à quel séminaire et colloques nous ont accoutumés.

JOSANE DURANTEAU.

Vient de paraître

- Romans**
JACK THIEUJOLY : *Le Geste de Femphé*. — Le dernier roman de ce grand écrivain de l'écrivain qui obtint, en 1975, le prix de l'Académie Goncourt. (Ed. Grasset, 396 p., 49 F.)
PAUL BONNECARRE : *Le Triangle d'or*. — Des trafics, des trahisons, des crimes, de l'action. (Rayard, 383 p., 39 F.)
Critique
JEAN-FRANÇOIS CAMBÉ : *Les Structures fondamentales de l'écriture littéraire*. — Une étude théorique de la poésie de George Milton. (Didier, Boudes anglaises, 512 p., 120 F.)
Histoire
PIERRE SALINGER : *La France et la Nouvelle-Monde*. — L'ancien port-parole de J.F. Kennedy a réuni en volume les croquis qu'il fit à France-Inter pour raconter aux Français quatre siècles de relations franco-américaines. (Laffont, 346 p., 39 F.)
GUY THUILLIER : *La Vie quotidienne dans les ministères au dix-neuvième siècle*. — Une gestion familiale de l'État au temps où les « bureaux » n'étaient pas plus de trois mille employés. (Échever, 256 p., 36 F.)
Littérature étrangère
COLONEL TRINQUIER : *Les Maquis d'Indochine*. — Dans les années 50, les missions spéciales du « service action » de l'armée française. Le bon temps du baron autrichien. (Ed. Albin, 262 p., 40 F.)
SOLANGE ET DANIEL LECOMTE : *Rochambeau*. — Un vieil homme, issu d'un vieux régime, a hâté l'indépendance américaine en gagnant la bataille de Yorktown. (Levanelle, 175 p., 38 F.)
R.L. STEVENSON : *Le Pénitencier de cadaver*. — Petits contes macabres et singuliers, inédits en français par l'auteur de *Docteur Jekyll et M. Hyde*, mort en 1894. Traduits de l'anglais par François Rivière. (Jacques Glénat, 6, rue du Lieutenant-Chanaron, 38000 Grenoble. Collection Marginalia, 93 p., 18 F.)
SAX ROHMER : *Le Colère de Fu Manchu*. — Quatre nouvelles, parmi les dernières de l'écrivain anglais mort en Amérique en 1959. Traduit de l'anglais par Michael Brouner et François Rivière. (Jacques Glénat. Collection Marginalia, 127 p., 18 F.)
CHAIM POTOK : *As au commencement*. — Par l'auteur juif et new-yorkais de *Le mappou Asher Lev*. Traduit de l'anglais par Nicole Tisserand. (Buche-Chastel, 410 p., 44,80 F.)

Jacques Laurent Histoire Egoïste

« Un livre qui rend un son unique et surprenant, comme un chant solitaire tiré d'un monstrueux fracas... »
Kisber HAEDENS
Jacques Laurent présente cet intérêt si rare et saisissant d'être resté logique avec lui-même.
François NOURISSIER
« Rien ne pèche Jacques Laurent, à l'inverse de tant d'autres, du lire les adversaires et d'en penser, d'en dire, du bien... »
Bertrand POIROT-DELPECH
« C'est dans le regard des autres que se trouve la droite ou la gauche — le tout est de savoir de quel côté on a le cœur, et c'est l'histoire "égoïste" qui ne se raconte pas... »
un lecteur de la deviner entre les lignes
Mathieu GALE
EDITIONS DE LA TABLE RONDE

Les saisons de la vie...

Michel Dard Irréversibles

POÈMES 25 F
Par l'auteur de Juan Maldonne (Prix Femina 1973)

Suite à l'information donnée ici même par J.-M. Théodores et à l'abondant et sympathique courrier qu'elle lui a valu, Max-Ph. Delat est à préciser que — s'il ferme bien sa librairie de la rue de la Pompe — il s'installe à 150 mètres de là, 15, rue Gustave-Courbet. Il abandonne les livres que l'on trouve partout, mais conserve les activités qui lui sont propres : recherche d'ouvrages épuisés, catalogues d'éditions originales modernes, souscriptions, livres d'art, grandes collections, œuvres complètes, poésies, curiosités. Il s'efforcera d'améliorer encore les services qu'il peut rendre à sa fidèle clientèle et espère ouvrir fin septembre. Son numéro de téléphone reste le même : 533-70-83.

LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ PASSE AUSSI PAR LE REVE, LE DÉSIR ET L'IMAGINAIRE.

Flammarion.



La vérité est précieuse comme l'émeraude. Pour la découvrir Mario Soldati a choisi le rêve. Son imagination prophétique vagabonde sur une terre où la notion de pays et de civilisation paraît de façon inquiétante remise en question. La barbarie y côtoie le raffinement ; la politique, l'armée. Mais c'est le 21ème siècle.

L'émeraude de Mario Soldati chez Flammarion.

broché, 344 pages, 38 F.



3 livres inoubliables pour réussir vos vacances



Nouvelles traductions de Hegel

LE SAVOIR ABSOLU ET LA POLITIQUE

VICTOR COUSIN, dans sa jeunesse, avant de devenir l'austère maître d'œuvre de l'instruction publique du dix-neuvième siècle bourgeois, écrivait à Hegel que celui-ci aurait intérêt, s'il voulait avoir quelque espoir d'influer sur l'intelligence française, à présenter à cette dernière une version simplifiée de sa pensée. Le maître de Berlin n'accéda point à cette demande naïve. Il en fut bien puni. Si l'on excepte

le bref intermède des années 1860, au cours duquel l'italien Augusto Vera présenta l'hégélianisme et adapta certains de ses textes en français — avec une élégance plus fidèle, il est vrai, à l'esprit qu'à la lettre, — il fallut attendre la période précédant tout juste la deuxième guerre mondiale (avec la traduction de la *Phénoménologie de l'Esprit*, par Jean Hyppolite, et les morceaux choisis de N. Guterman et H. Lefebvre) pour que commence à se dissiper, pour ceux qui ne lisent pas l'allemand, le mystère d'une œuvre dont on n'avait cessé depuis un siècle de proclamer l'importance.

Depuis quelques années, des éditeurs courageux et des traducteurs zélés nous ont livrés des textes qui permettent maintenant de prendre une connaissance plus sérieuse de celui qui s'est voulu et qui a été réellement le dernier des grands penseurs spéculatifs. Certes, la philosophie demeure — et avec combien de vigueur — depuis 1951. Mais, désormais, elle ne saurait se situer dans la même perspective : il est difficile de contester qu'avec la *Science de la logique* est achevé le temps des grandes doctrines systématiques enfermant le tout de l'être et du connaître entre la première et la dernière page du livre : ce livre-là est le *Système* qui, à l'avenance, englobe tous les autres, passés, présents et à venir. Pour penser philosophiquement depuis, il faut sortir de Hegel — avec lui, contre lui, à partir de lui, peu importe. C'est bien là ce qu'on

compris, et Marx, et Nietzsche, et Heidegger, chacun avec sa violence et sa profondeur propres.

L'enseignement de Platon

Cette puissance de l'hégélianisme apparaît de façon surprenante dans le dernier de ces textes traduits, les *Leçons sur Platon*. Ce sont, précisément, des « leçons » dans le double sens où, d'une part, elles administreront des connaissances grâce auxquelles on peut saisir, en soi, la pensée du premier grand doctrinaire spéculatif, et où, d'autre part, elles dégagent les enseignements que l'on peut tirer des dialogues, pour Hegel, pour nous, en tant que ceux-ci constituent la problématique de l'entreprise spéculative. Apparaît ainsi une autre histoire de la philosophie, comme le souligne J.-L. Vieillard-Baron, différent à la fois des descriptions approximatrices auxquelles se livrait le dix-huitième siècle et des intégrations, à la manière d'Aristote, auxquelles procédait encore Kant à propos de Berkeley et de Descartes dans sa *Critique de l'idéalisme*. L'optique hégélienne permet en même temps — dans la continuité de la même démonstration — de présenter l'auteur étudié comme tel et de le placer comme figure éminente, ou comme point fort de l'Esprit (que nous appelons aujourd'hui culture).

Un rapprochement de ces *Leçons* avec la *Science de la logique* est saisissant. La dialectique platonicienne se donne comme le premier moment d'une aventure grandiose dont le savoir absolu hégélien est la réalisation ultime. Platon pose les problèmes exacts et définit avec rigueur le champ au sein duquel ceux-ci peuvent être résolus ; cependant, les solutions qu'il met à jour ne sont que des esquisses qui, pour ainsi dire, en se déposant dans le devenir du savoir, se dissolvent et deviennent ainsi des énoncés partiels, unilatéraux, des « erreurs ». La *Science* ou savoir absolu est la recollection systématique de tous ces discours partiels, qui sont

simultanément les diverses théories ou manières de se montrer de l'Être : elle est ainsi, de par son contenu et son organisation, le discours total qui clôt la parabole de la métaphysique comme doctrine et qui, désormais, s'appelle légitimement la science. En cette matière, affirme Hegel, rien ne peut advenir qui soit réellement nouveau. Bref, si tout n'est pas fait — l'Etat mondial — tout est dit — par exemple, l'idée de l'Etat mondial.

Ce qu'il faut bien voir et ce sur quoi Hegel insiste, notamment dans cette admirable sonate qu'est la *Préface de la Phénoménologie de l'Esprit*, c'est que la réalisation de la science est « fille de son temps ». Elle est liée non seulement à une certaine

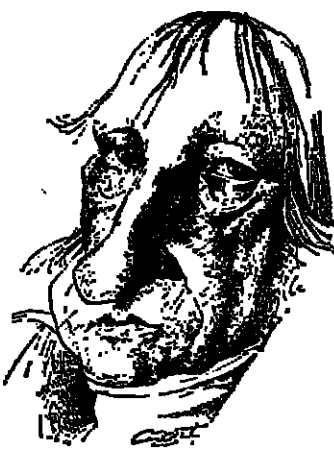
forme moderne se caractérise par le fait que la réalité économique — le système des besoins — y possède une place capitale. Cette réalité est traversée de contradictions violentes, fructueuses économiquement et dommageables politiquement, dans la mesure où elles risquent de briser la communauté.

L'Etat et les citoyens

C'est pourquoi s'impose le pouvoir absolu de l'Etat qui, étant souveraineté sans limite et raison en acte, est seul capable d'assurer l'unité et la sauvegarde de la nation.

On sait que l'Etat aux yeux de Hegel a pour fonction d'éduquer les citoyens, de calculer l'intérêt général et d'y soumettre les volontés particulières. Il n'y parvient que si sa souveraineté est exercée par un corps de fonctionnaires, détenteurs de la rationalité, spécialistes de l'universel et recrutés en fonction de leurs compétences. Tel est l'Etat moderne, celui qu'a pressenti Napoléon Bonaparte, et qui préfigure l'Etat mondial.

L'analyse politique achève et justifie historiquement la science philosophique qui en est le fondement théorique. La critique de Marx va être critique de l'une et de l'autre : et la véhémence antidiagnostique de Nietzsche s'expliquera tout autant par la fureur du philosophe devant la prétention du logicien à quadriller le discours que par la chaleur de l'artiste face à l'exaltation de l'Etat, « de tous les monstres froids, le monstre le plus froid ». La force de Hegel est telle qu'elle ne peut provoquer que cette adhésion qui a conduit Alexandre Kojève, au lendemain de la guerre, à se faire, sur le conseil hégélien, « fonctionnaire de l'humanité », c'est-à-dire diplomate et économiste dans les hautes instances internationales, ou la rupture qui entraîne bientôt à récuser



★ Dessin de J.-P. Cognat

la philosophie comme système spéculatif.

La lecture de ces traductions pose, avec vigueur, le problème qu'on étudie en général et à laquelle pourraient être définies l'étude théorique et la perspective politique adéquates : que, face à question de l'Etat, Hegel et Marx ensemble raison. Car, comme E. Weil le faisait remarquer il y a vingt ans, la description hégélienne de l'Etat, faite il y a plus d'un siècle et demi, comme organisation « monarchique », technocratique, rationalisatrice, se réclame formellement de la liberté et de sécurité des citoyens, correspond de mieux en mieux. Capable comme l'affirmait Marx, et contrairement à ce qu'espérait Hegel, les citoyens sont, dans leur majorité, contents. Ils sont de moins en moins citoyens, et lorsqu'ils ne sont dans la misère matérielle, ils se brisent dans l'apathie ou s'engagent dans la révolte. Et cela est parce l'Etat n'est pas « la raison en acte » mais l'apanage d'une classe ou d'un caste qui utilise les applications de la rationalité pour asservir ses peuples et faire de nos sociétés un treillement de servitudes. Héli dans les déclarations politiques aujourd'hui, il est peu fréquent que ces deux constats opposés soient conjointement pris comme point de départ de la réflexion.

FRANÇOIS CHATELET.

Julien Sorel, c'est moi.

« Je suis mort d'avoir été trop aimé...
Ma seule chance de me justifier à vos yeux, c'est de vous faire relire *Le Rouge et le Noir*... »

Dans la collection « L'ESSENTIEL », découvrez Julien Sorel et toute la passion des personnages de STENDHAL.

« L'ESSENTIEL », plusieurs romans en un seul volume. Les grands classiques sont tellement plus passionnants que les best-sellers.

Editions MENÉGES

JEAN-JACQUES SCHUHL

TELEX N°1

« Je me suis égaré de quelques flashes éblouissants, dont je vous dis toute mon admiration... »

Jacques Almira

« Un auteur étrange venu d'ailleurs »

Maurice Achard Nouvelles Littéraires

GALLIMARD

On m'appelle Rastignac.

« Je traîne une image détestable d'aristocrate et de « jeune loup » sans scrupules.
Et si j'étais quelque un d'autre ? »

Dans la collection « L'ESSENTIEL », découvrez le vrai Rastignac et les fascinants personnages de la Comédie Humaine de BALZAC.

« L'ESSENTIEL », plusieurs romans en un seul volume. Les grands classiques sont tellement plus passionnants que les best-sellers.

Editions MENÉGES

configuration intellectuelle globale, mais encore à la nature de la vie éthique contemporaine, avec ses divers aspects moraux, économiques, sociaux et politiques. C'est pourquoi on doit saluer la traduction de textes — en quelque sorte préparatoires — antérieurs à 1900, date de publication du premier tome de la *Phénoménologie de l'Esprit* : la *Constitution de l'Allemagne* et le *Système de la vie éthique*, ainsi que de l'œuvre décisive de 1821, dont la critique a déterminé la formation du marxisme de Marx, les *Principes de la philosophie du droit* et de fragments importants, du même registre, consacrés à la *Société civile bourgeoise*. Par là se trouve balisé avec plus d'exactitude le champ qui nous retient peut-être plus intensément aujourd'hui : celui de la politique de Hegel.

La « Sittlichkeit »

Cette politique, nourrie d'une réflexion critique minutieuse de la morale kantienne, de l'économie politique de Stuart, d'Adam Smith et de Ricardo, des conceptions politiques de John Locke et de Jean-Jacques Rousseau, ne saurait être comprise dans son réalisme foncier sans référence à la notion de vie éthique (*Sittlichkeit*). Chaque peuple a sa « Sittlichkeit » : elle intervient dans le devenir de l'humanité, à son tour et avec ses caractères originaux. Ceux-ci se manifestent, à chaque fois, comme moralité positive organisant, selon une configuration singulière, les mœurs, les pratiques économiques, les structures sociales, les dispositions juridiques, l'ordre politique, la religion, les activités artistiques... La *Sittlichkeit*

Je suis le Père Goriot.

« Vieux, j'avais pour mes deux filles un amour démesuré. Elles ont repoussé ma tendresse et pris ma fortune.
Sur mon lit d'agonie, j'attends malgré tout leur venue... »

Dans la collection « L'ESSENTIEL », découvrez le Père Goriot et les fascinants personnages de la Comédie Humaine de BALZAC.

« L'ESSENTIEL », plusieurs romans en un seul volume. Les grands classiques sont tellement plus passionnants que les best-sellers.

Editions MENÉGES

ROBERT LAFFONT

Dans la grande tradition du roman picaresque.

MARCELLO MATHIAS Pablo la nuit

roman traduit du portugais par M.-Th. Planadevall

Grand Prix de l'Académie française
« Rayonnement français »

Collection « Pavillons »

Le Monde de l'éducation

Numéro de juillet-août

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS

Quelles sont les académies où les taux de réussite au CAPES et à l'agrégation sont les plus élevés ? Quelle est l'importance des activités de recherche menées par les universités dans chaque discipline ? Quel établissement conseiller à un étudiant désirant faire des études de troisième cycle en sciences sociales ou en sciences humaines ?...

La domination de Paris dans l'enseignement supérieur n'est pas aussi considérable qu'on pourrait le croire.

Egalement au sommaire :

Une interview de Raymond Deves ; l'enseignement à Cuba ; les écoles de cirque ; la réforme de l'enseignement de l'économie ; les bibliothèques pour enfants ; vacances pour les jeunes.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) :

50 F. • Etranger : 68 F - Par avion : tarif sur demande.

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09 - C.C.P. 4207-23

Lisez "TOUT NU" en vacances

« un nouvel humoriste est né »
PIERRE DANINOS



un livre formidable qui nous a beaucoup fait rire
JACQUES MARTIN

ABIN MICHEL

هكمان النحل

37.1.1976

Le courrier de l'histoire

Volontaires ou réfractaires

LES AFRICAINS DEVANT ROME

LA RESISTANCE AFRICAINE
A LA ROMANISATION, de Marcel Benabou. Ed. François Maspero. Textes à l'appui, 628 p., 120 F.

EN 1965, un jeune historien algérien, Mohamed Sahli, publiait un petit livre, *Décoloniser l'histoire* (1). Les intentions étaient bonnes. Les discours, un pamphlet, dénonçaient les « préjugés idéologiques » sur lesquels s'est bâtie l'histoire coloniale.

Cinq ans plus tard, le Marocain Abdelhak Laroui publiait un essai de synthèse, *l'Histoire du Maghreb* (2) : une lecture nouvelle et pertinente est faite du passé de ce Maghreb, qui a été si maltraité par l'historiographie classique et coloniale. La simple dénomination de Sahli (qui était nécessaire) fut ainsi dépassée.

Marcel Benabou, avec le travail qu'il nous propose aujourd'hui, veut aller encore plus loin, car, constate-t-il, « une histoire décolonisée n'a pas encore véritablement vu le jour. Ce qui, pour l'instant, n'est rien d'autre que l'appel à une histoire nationale (allusion à Laroui), qui, trop souvent, se contente encore d'opposer, sous forme d'explications, des contre-mythes aux mythes de l'histoire coloniale... ». Il revendique l'histoire dans sa pureté et qu'il veut soustraire du désir apologétique et idéologique. La question qu'il pose, sans être tout à fait nouvelle, est importante : comment faire pour retrouver l'histoire de ceux dont on ne fait pas l'histoire d'habitude ? Pour répondre à cette question, Marcel Benabou a pris la période impériale qui va d'Auguste à Dioclétien, soit les trois premiers siècles de l'ère chrétienne, période qui correspond au processus de la romanisation du continent africain. C'est à travers les textes et documents laissés par ceux-là mêmes qui occupèrent l'histoire des peuples dominés qu'il a entrepris de faire une lecture de la résistance africaine. Cette lecture attentive est aussi sélective. Marcel Benabou, tout en retraçant l'histoire de ces trois siècles, procède à une analyse rigoureuse des sens multiples et réels du phénomène de la romanisation qui n'est à confondre ni avec la conquête, ni avec la colonisation, ni avec l'impérialisme. La romanisation est une étape dans un processus de contact et de transfert où ces trois formes de rapport et de domination se retrouvent à des degrés divers et à des moments différents. Ainsi la romanisation est contemporaine du transfert de civilisation comme, par exemple, la création de cités nouvelles ou l'installation de populations nouvelles et la modification des conditions de vie des Africains. C'est ce mode de production nouveau (Benabou évite d'utiliser la terminologie marxiste) qui commence à se mettre en place et provoque la romanisation.

Face à ce contrôle subtil et diffus de Rome sur l'Afrique, les peuples de ce continent ont opposé une résistance sur les plans aussi bien militaire que culturelle. Mais cette résistance, constate l'auteur, n'a pas été quelque chose de compact et d'unique : « il y a une diversité à l'intérieur de l'Afrique, ce qui n'a pas toujours été perçu par les historiens, fait remarquer Benabou. Les résistances étaient multiples et jamais tout à fait homogènes. Il y a une complexité, surtout au niveau culturel. De même, il n'y a pas eu de romanisation totale et il n'y a pas eu un refus total comme on veut le faire croire... ». Ce qu'il y a eu, c'est un processus en perpétuel recommencement. La romanisation a fonctionné comme une pompe aspirante :

(1) Maspero.

elle attirait les Africains vers les Romains et ce, avec lenteur, sans les avaler et sans qu'ils perdent la totale connaissance de leur appartenance. Les Africains n'ont choisi dans ce rapport que les traits qui s'accordaient avec leur propre héritage. Les Romains n'étaient pas non plus pressés de transformer les Africains en Romains. C'est en ce sens qu'on peut parler de tentative d'harmonisation, ce qui a donné trois genres de « romanisés » dans la société africaine : les volontaires et

réceptifs, les réfractaires, et les romanisés partiels. Ce dernier groupe, le plus important en nombre, sera déterminant pour le destin de l'Afrique romaine.

Le mérite du travail de Marcel Benabou est d'avoir évité de s'engager dans une vision idéologique, tout en réduisant et d'avoir eu à décrire dans cette complexité et cette multitude d'histoires partielles une réflexion lucide et ouverte.

TAHAR BEN JELLOUN.

La musique napoléonienne en Sorbonne

Faut-il réhabiliter Jean-François Lesueur ?

COINCIDENCE entre les grandes fêtes civiques de la Révolution et l'œuvre de Berlioz, la musique du Premier Empire n'a pas très bonne réputation. Son chef de file, Jean-François Lesueur, est même tombé dans un oubli total. Nulle scène, nul orchestre, ne l'a inscrit à son programme depuis la mort du compositeur, survenue en 1837.

On mesure ainsi l'ampleur du travail accompli par M. Jean Mongrédien dans sa tentative de réhabilitation de ce grand oublié de l'histoire de la musique. Résultat : une thèse de plus de mille pages dactylographées soutenue en Sorbonne. L'auteur avait déjà retracé, en 1967, la musique composée à l'occasion du sacre de l'Empereur.

D'origine modeste, maître de chapelle sous l'Ancien Régime dans plusieurs églises de Paris, inspecteur du Conservatoire, puis travaillé avec son directeur Sarrette, Lesueur peut croire que la gloire se refuse à lui, lorsqu'il connaît, en 1804, un triomphe instantané grâce à son opéra *Les Bardes*. Il y exploite la vogue des poèmes de pseudo-Ossian écrits en réalité par Macpherson, dont l'influence fut considérable tant sur la littérature (Baudouin-Lormand, Fontaines) que sur la peinture (rappelons l'exposition du Grand Palais en 1974). Choix de peintures et de dessins illustrant les poèmes d'Ossian. Le Panoramix de Goscinny n'est-il pas le dernier avatar du mythe ?

La vaste fresque guerrière que proposait Lesueur suscitait l'enthousiasme du public. Napoléon adressait au compositeur une lettre avec cette inscription : « L'empereur des Français à l'auteur des *Bardes* ». Fontaines, président du Corps législatif, lui écrivait : « Monsieur, vous avez été malheureux et persécuté comme tous les hommes de génie. Le jour de la justice est enfin arrivé. Le fâcheux enfin peintre qui portait votre nom

et dont vous obtenez la gloire dans un autre genre n'est pas le bonhomme d'après si bien vengé. Napoléon. J'ai mieux que Louis XIV. » Seule fausse note : Stendhal dans son *Journal*. Il y observe : « Musicien qui ne déplaît pas par la bruyante mais qui n'intéresse par aucun chant ».

Les rapporteurs de la thèse de Jean Mongrédien, MM. Jacques Chailley et François Lesure, n'ont guère montré à leur tour de chaleur pour les Bardes. Qui croit ? L'Institut Napoléon et les Amis de la bibliothèque Marmottan ont organisé, dans le charmant décor de l'ancien hôtel de Marmottan à Boulogne-Billancourt, une représentation des Bardes, quelques jours avant la soutenance de la thèse. L'œuvre parut souvent bien mineure et ne fut soumise que par quelques beaux airs.

Jean Mongrédien ne défend guère le Triomphe de Trajan (1807), œuvre de circonstance qui concourt, avec le catéchisme impérial, la colonne Vendôme et les bulletins de la Grande Armée au culte de l'Empereur, mais il se montre un défenseur convaincant de la Mort d'Adam, dont le troisième acte serait, selon lui, sublime. La création de Berlioz, élève de Lesueur, emporte l'adhésion.

Elles ! la politique subit par l'Opéra de Paris interdit d'espérer le prestige (grand musicien et grand interprète) condamné à l'obscurité Lesueur, Spontini, Grétry ou Méhul, auquel l'Institut Napoléon (1) consacrerait un prochain concert. Il est temps de rappeler que la musique napoléonienne, ce n'est pas seulement le Rigodon des manchots ou la Marche des bonnets à poil, mais Joseph de Méhul, ou la Vestale, de Spontini.

JEAN TULARD.

(1) Ecole pratique des hautes études, Sorbonne, 46, rue des Ecoles, Paris-5.

Une lecture à la loupe de « Archipel du Goulag »

UN HOMME EN TROP, de Claude Lefort. (Seuil, coll. « Comètes », 235 p., 35 F.).

Il a lu les trois volumes de l'Archipel du Goulag ? Pas autant de gens, sans doute, que ceux qui portent un jugement sur l'œuvre de Soljenitsyne. Du moins Claude Lefort, qui pose cette question, peut-il y répondre positivement pour ce qui le concerne. Non seulement il a lu l'Archipel crayon en main, mais il n'a lu que cela de Soljenitsyne. Ou plutôt il ne commente que cela dans son livre, qui se veut un ensemble de « réflexions » sur l'Archipel du Goulag et rien d'autre.

On pourra donc contester certaines affirmations sur des sujets qui n'étaient qu'esquissés dans l'Archipel, mais que Soljenitsyne a traités plus au fond ailleurs. Par exemple sur les thèmes de Marx, de Trotsky, de la révolution d'Octobre, à propos desquels Claude Lefort semble tirer Soljenitsyne un peu plus « à gauche » que ne le voulait l'intéressé lui-même, si l'on en juge par la « lettre aux chefs » ou par les discours de l'an dernier aux Etats-Unis. Toutefois, Claude Lefort a raison de montrer que Soljenitsyne ne saurait être classé « à droite » dans le contexte soviétique. En tant que porte-parole du « Zek de base », du dominé, du « trimour », l'auteur de l'Archipel regarde non seulement les camps, mais toute la société soviétique « d'en bas » et dénonce les « bien-pensants » de tout poil.

Il serait plutôt, selon l'auteur, une sorte de libertaire, dans la mesure où il se refuse à ramener tous les problèmes du socialisme à ceux d'une minorité d'intellectuels opprimés. Il est même révolutionnaire lorsque, après le « tournant de l'assassinat des mouchards », dans le tome 3, il formule une théorie de la révolte et montre l'importance de l'émulsion de Novotcherkassk, en 1922.

A l'ouest aussi, c'est être un peu révolutionnaire que de formuler des vérités qui dérangent, dans ce livre qui « interpelle le siècle ». Claude Lefort, après bien d'autres, s'interroge sur les raisons de l'indulgence de principe accordée à l'U.R.S.S. par une bonne partie de l'intelligentsia de gauche en France. Il égratigne au passage quelques-uns de ses représentants, de Jean Daniel de l'Albuser en passant par Sartre. Il se lance surtout dans une longue analyse du phénomène stalinien, du totalitarisme, de la psychologie du despote devenu « égocrate », de l'idéologie devenue instrument de terreur, et, par ce biais, outil économique. Ces questions n'ont pas fini de fasciner les auteurs. Mais, pour le grand public, moins férus de théorie, la ceinture n'est-elle pas entendue ?

M. T.

Brigands et parpaillots du Massif Central

(Suite de la page 11.)

Les camarades, eux, sont de solides paysans, profondément intégrés à la vie familiale et villageoise. Ils pratiquent entre eux la communauté des biens, mais non des femmes. Néanmoins, ils ne songent point à contester l'ordre social ni le régime fiscal.

Le terrorisme qu'ils pratiquent est souvent odieux, mais ils sont quelque peu excusés par les méthodes atroces dont use à l'égard de leur peuple le régime louis-quatorzien. Avec les moyens du bord, ils luttent pour la liberté de conscience et pour le rétablissement de l'Edit de Nantes. Tout intolérants qu'ils soient dans leur être intime, ils se font, sans le savoir, les champions de la tolérance religieuse, dont Voltaire, en un style différent, sera l'apôtre au

dix-huitième siècle. On ne viendra à bout de leur révolte que par les voies de douceur et de trahison qu'expérimenta avec succès sur eux le maréchal de Villars, qui succéda à l'inepte Montreuil comme commandant de l'armée royale.

Le petit livre de Jourdain sort d'une grosse thèse (encore manuscrite). Fondé sur les archives et sur une enquête orale parmi les Cévenols actuels, il est bordé de textes, parfois un peu longs, souvent très beaux. Admirables surtout quand ils émanent des huguenots celtiques, qui écorchent la langue française à grands coups de serpe : ils lui donnent une puissance et une verdeur, traduites d'oc, qu'elle n'a pas toujours au naturel.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

LA PENSÉE UNIVERSELLE
NOUVEL EDITION
PARIS RIVE GAUCHE
RECHERCHE D'URGENCE
POUR
CREATION ET DEVELOPPEMENT DE
NOUVELLES
COLLECTIONS

MANUSCRITS INEDITS DE ROMANS,
POESIE, ESSAIS, THEATRE, LES
OUVRES RECHERCHES PERIODIQUES
ET L'UN LANCER PAR PRESSE
RADIO ET TELEVISION. CONDITIONS
D'EDITION FAVORABLES. NOTRE
NOTRE CONTRAT HABITUEL EST
DEFINI PAR L'ARTICLE 40 DE LA
LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA
PROPRIETE LITTERAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. A
M. LE DIRECTEUR GENERAL DE
LA PENSÉE UNIVERSELLE
241, RUE AUX FLEURS 75004 PARIS
TEL. 375 65 44

Les romans chez Robert Laffont

TITRES	AUTEURS	EDITEURS	Changement précédent	Nbre de rééditions
1 La saison des loups	Bernard Clavel	Laffont	1	15
2 La Palais des Fêtes	Max Gallo	Laffont	2	11
3 Va voir maman, papa travaille	Françoise Dorin	Laffont	4	6

Premiers sur la liste des best-sellers de L'EXPRESS

Pour vous installer facilement et rapidement venez visiter à
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
A.T.P. - 61, rue Froidevaux 75014 PARIS
son exposition de
MEUBLES RUSTIQUES
Spécialités Exclusives

Très nombreux modèles vitrés juxtaposables, superposables permettant des installations très variées.

Description générale : Montants en panneaux de particules. Esagères en multilam. Placages traités ébénisterie. Verres mat satiné, teints noyer. Frontons, dessus et socles débordants avec moulures de style en bois massif. Pieds en forme. Vitres claires coulissantes avec onglets, bords doux.

DU MEUBLE INDIVIDUEL

BIBLIOTHEQUE
Haut. 155 - Larg. 98 cm
Prof. 32 cm
Contenance 180 vol. club (livrés montés)

SECRETAIRE
partie basse : 2 portes ouvrantes porte secrétaire : ébatement de 85x52 cm équipé de bras amovables télescopiques (livrés montés)

AU GRAND ENSEMBLE

Juxtaposition de modèles rustiques grande profondeur permettant l'installation d'un poste de télévision. (livrés montés)

Haut. 203 cm - Larg. 242 cm - Prof. 42 cm
Contenance : 300 gros volumes environ, peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes librairie.

Comment juxtaposer nos modèles rustiques

D'un simple geste, les modules de côté des meubles peuvent être enlevés, les côtés étant alors parfaitement recouverts. Les meubles sont juxtaposés par simple pose côte à côte.

De nombreux accessoires

Quart de rond : encombrement hors tout de chaque élément : 34 cm

Portes pliantes ouvrantes ou coulissantes, 1/2 tablettes librairie, ébatement Secrétaire, etc... (nous consulter)

UN GRAND CHOIX DE MODELES (également juxtaposables)

TOUTS FORMATS
Haut. 105 - Larg. 78 ou 94
Prof. 42/27,5
Contenance 120 vol. club, 40 gros vol. ou 94 de large (livrés montés)

GRAND MOBILE
Haut. 203 - Larg. 116
Prof. 32
Contenance 210 vol. club, divers livres montés

BIBLIOTHEQUE GRANDE PROFONDEUR
Haut. 203 - Larg. 78 ou 94
Prof. 42
Contenance 180 gros vol. env. ou 94 de large (livrés montés)

PRIX IMBATTABLES

Des modèles classiques standard
Des meubles contemporains
Des meubles de style
Département sur mesure
De nombreuses installations
Livraison franco

Visitez son exposition, 61, rue Froidevaux
Magasin ouvert tous les jours de 9 h à 19 h sans interruption, même le samedi.
Autobus : 28 - 39 - 58 - 68
Métro : Galté - Edgar Quinet

Expositions en Province à :
Amiens - Bordeaux - Clermont Ferrand - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Montpellier - Nice - Rennes - Strasbourg - Toulouse - Toulon.

catalogue illustré GRATUIT
par téléphone : 633.73.33
(répondeur automatique 24h sur 24) ou par écrit :

à retourner à :
BON LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
61, rue Froidevaux 75014 PARIS

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRES juxtaposables tous modèles, hauteur, largeur, profondeur, bois, contenant, prix, demande de devis, etc.

M
à
à

LETTRES ÉTRANGÈRES

TROIS frères amis. Tous écrivains espagnols nés de Barcelone, appartenant à cette génération dite « du demi-siècle », parce qu'elle émerge dans les années 50. La génération des Barro, Castellet, Brasso, Tapiés, Sempurn, grande pendant la guerre civile et contrainte de s'épanouir dans ce désert culturel qu'est l'Espagne de la restauration.

Pour échapper au larmage, aux stérilités du franquisme, elle ne dispose que de deux planches de salut : l'engagement politique (dans une opposition clandestine) ou la création (en milieu hostile). Sans compter, bien sûr, l'ad. Elle atteint aujourd'hui la cinquantaine. Les frères Goytisolo en sont les parfaits représentants.

Leur famille paternelle est richissime. Voir la demeure familiale, Torrentbo, très prestigieuse, très peu catalane, érigée à la mesure de leur écart par ceux qu'on appelait « les colons » et qui revendirent chez eux, au milieu du siècle dernier, fortune faite ailleurs, en l'occurrence à Cuba. Côté maternel : intellectuelisme et raffinement.

La mère meurt dans un bombardement de Barcelone par l'aviation musulmane en mars 1938. José Agustín a dix ans, Juan sept et Luis trois. Les voilà marqués par le même traumatisme originel. Leur destin est joué. Dans les greniers labyrinthiques de Torrentbo, dans sa chapelle fraîche ou sur les rayons de sa bibliothèque, c'est elle qu'ils chercheront, qu'ils recréeront. A travers ses livres — elle aimait Gide, Proust — et les leurs. A l'absence, au silence familial, et national, ils opposent la littérature.

José Agustín, l'aîné, deviendra poète. D'eux tous, c'est celui qui a le registre le plus large. Plusieurs recueils importants d'une poésie qu'on pourrait dire « sociale » sont suivis actuellement d'une critique de cette même poésie, faite avec beaucoup d'humour et d'ironie. José Agustín écrit les chansons de Paco Ibáñez. Il est le traducteur en espagnol de Pavese, Pasolini et Quasimodo. Il traduit aussi du catalan en castillan : il est l'auteur d'une « Anthologie de la poésie catalane du XX^e siècle ». Il est lié au « Taller » de l'architecte Bofill, ce groupe d'une quarantaine de chercheurs dont il est, en quelque sorte, l'écritain.

Luis fait, depuis le début, figure de benjamin des lettres espagnoles contemporaines. Son premier roman « Los Afueras », traduit aux Éditions du Seuil sous le titre « Du côté de Barcelone », lui valut dès sa parution, en 1958, le prix Biblioteca Breve. Il avait vingt-huit ans.

« Du côté de Barcelone », qui mettrait en scène le petit peuple catalan mal cicatrisé de ses blessures de guerre, ce pourrait être le titre, aussi, de « Recuento », une somme de six cents pages, plus « muslin » que « pros-

Les trois Goytisolo



★ Dessin de Calot

tième », le maître livre de Luis, écrit de 1963 à 1974, interdit en Espagne jusqu'en janvier de cette année, et maintenant « best-seller ».

Il n'est pas étonnant que des trois Goytisolo, ce soit Luis, le plus âgé dans sa ville, la plus attaché à ses racines, qui ait donné ce qui est considéré en Espagne comme le meilleur roman écrit sur Barcelone. Un de ces romans « totalisants », comme « Marella », de Cortázar, « Paradiso », de Lessana Lima, ou « Cant ans de solitud », de García Márquez, qui se chargent au fur et à mesure de symboles, de références, de parodies. « Recuento » offre, en un cheminement qui va du « réalisme » des premiers chapitres à l'« abstraction » des derniers, une réflexion sur la naissance d'une vocation d'écrivain. Et au-delà, une vision cruelle — ou lucide — comme on voudra, d'une vision globale de la Catalogne et de ses rapports avec l'Espagne. « Recuento » est sans conteste un événement littéraire dans son pays. Souhaitons qu'il soit traduit bientôt.

S'il n'a jamais été emprisonné, à la différence de Luis, Juan n'en était pas moins jusqu'à ces derniers mois, interdit de publication dans son pays. Edités en langue espagnole, ses livres n'étaient, comme c'est souvent le cas, diffusés qu'en Amérique latine. La situation a changé et le voilà du coup, lui aussi, « best-seller » malgré lui. « Pléiade d'identité » (1966) vient d'apparaître à la récente foire du livre de Madrid. Et on annonce, pour septembre, « Don Julian », publié à Mexico en 1970, à Paris en 1971.

Mario Vargas Llosa a dit ici même à quel crime passionnel se livrait Juan, dans cette imprécation éblouissante où, de Tanger, le narrateur assimilé à Don Julian (le traître gouverneur de Ceuta qui ouvrit les portes de l'Espagne wisigothe aux musulmans) se livrait à la destruction rituelle d'un pays, d'une culture, d'une langue. Véritable « mythoclaste », Juan ébranlait avec virulence et virtuosité ce qu'il est convenu d'appeler l'« hispanité ».

Il récidive avec « Juan sin tierra » (Juan sans terre), non encore autorisé outre-Pyrénées. Plus nomade que jamais, Juan erre, sollicité par ses tentations et ses fantasmes (la tentation de l'arabe, ou du noir, ou du juif), réglant ses comptes à une culture gelée, s'inventant des utopies scandaleuses, où toujours, qu'il soit politique ou sexuelle, l'hétérodoxie triomphe. Nous publions un extrait de ce très beau livre — annoncé en français pour le début de l'année prochaine — où l'on verra Juan se livrer à un hispanicide verbal particulièrement réussi.

Juan qui, comme ses frères, prouve par son talent très agressif que les lettres espagnoles, contrairement à ce qu'on croit, sont loin d'être en léthargie.

FRANÇOISE WAGENER.

Un extrait de « Juan sin tierra »

Au milieu du lit nuptial avec sa courtisane assise, tu contempleras longuement ton implacable ennemi le surplombant le regard le fécond

Jeune Couple Reproducteur toutes les nations, sans distinction d'idéologies ni de croyances, cultivent son mythe, églises et gouvernements, unanimes, chantent ses louanges, les différentes techniques d'information publient à des fins publicitaires ou promotionnelles : son image emplit l'écran panoramique des cinémas, se répète obsédante à chaque page de journal, surgit le long des autoroutes et des couloirs de métro, se multiplie jusqu'au désir dans l'œil cyclopéen de la petite lucarne : la parfaite blancheur et l'absence parfumée de la pâte dentifrice soulignent son harmonie naturelle, crèmes faciales et rasoirs électriques contribuent à son bien-être, l'arôme mentholé des cigarettes la stimule et la grise, les appareils électro-ménagers renforcent la solidité de ses liens, les détergents miracle lui assurent un bonheur radieux : compagnies aériennes et agences de tourisme l'intègrent dans un vaste et suggestif déploiement de plages, paysages et monuments : étendu sur le dos, il rebrousse de sa sveltesse la décoration tentée d'une île paradisiaque : mer transparente et bleue, cocotiers élancés et parsemés, sable fin et douillet, cabanons tropicaux en forme de chapeau vietnamien, pêcheur indigène et souriant décor d'un collier de fleurs à la Gauguin : une exquise boisson en apaise délicieusement sa soif, un baume antistress adoucit sa peau dorée, la musique andalouse d'Andalucía d'un transitoir berce ses rêves de bonheur, la disposition symétrique des corps favorise l'extase et la fétidité mutuelle sous la protection d'énormes lunettes fumées : photographié dans un encadrement de nobles ruines, en pleine et diaphane possession de sa panoplie pierrescardinesque ou clubméditerranéenne, il offre l'image d'une joie sans nuage, à la portée de toutes les bourses : pulls et chemisiers unisex, pantalons aux couleurs harmonieusement combinées, aide chronométrique de l'industrie horlogère suisse, caméra dernier modèle, prodige de la féconde imagination japonaise : des navets du tiers-monde passent au loin, à dos d'âne ou de chameau, et vont se perdre dans les palmiers ou les oliviers, derrière des collines argentées ou des dunes de miel : car tout, tout contribue à sa splendeur singulière et pare de touches délicates et subtiles sa paradijmatique beauté : rouges à lèvres, kleenex, déodorants, coca-cola, bière glacée, whisky on the rocks, frigidaire, autoréchauffeur, automobile : voyages, psychiatrie, cartes de crédit : gymnastique, diète, cure de relaxation : et au lieu de vieillir, de se flétrir, de tomber malade ou de mourir d'accident, il rayonne, prospère, se perfectionne inlassablement et, rempli d'admiration envers lui-même, cherche le moyen de se perpétuer, conformément aux canons du rite sacramentel : la gamme de modèles est très variée : garantissant la faste, la somptuosité de la cérémonie : la mariée est ravissante dans sa robe de crêpe blanc et son voile de tulle illusion retenu par une couronne simple et originale : accompagnée par son père, elle arrivera à l'église dans un artistique carrosse tiré par de superbes coustiers et, après

l'émouvante bénédiction nuptiale, elle se rendra au bras de son élégant époux jusqu'au célèbre restaurant où un chef renommé a préparé des agapes succulentes et raffinées : et devant les vitrines des Galerías Preciados, de Mayas ou de Bloomingdale's, la foule dense et bigarrée qui envahit les trottoirs junglasphaltés dans la hâte et la bousculade des rush hours s'arrêtera pour observer avec envie le lit grand luxe et grand modèle dont l'usage doit assurer à l'heureux couple longue vie, bonheur et prospérité dans l'harmonie préservée du foyer : un extrafin lace-tied mattress that assures proper support and lasting comfort : venue au coupant où à crédit : completed with matching balanced foundation boxspring : n'hésitez pas une seconde : la construction provides sleeping easy : vos rêves deviendront réalité : this week only at savings that are terrific : décidez-vous, que diable ! : this quilted, extrafin favorite is for you ! : les cœurs se

de poèmes t'offrent aimablement leur muse et tu en ouvriras un au hasard : baises un peu l'abandon, veux-tu ? Nous serons mieux. C'est dans l'ombre que les cœurs caissent, et l'on voit beaucoup mieux les yeux quand on voit un peu moins les choses : cette lecture l'arrache des cris d'enthousiasme et la voix aiguë de Vok t'incitera à continuer : vas-y, petit, une fois que tu as attrapé le rythme, ça va tout seul : mais le Jeune Couple est déshabillé et les glorieux événements du lit conjugal réclament maintenant toute ton attention : assis sur ton coin du lit et sous la double protection de la Madone et du Rédempteur, les époux liront à voix haute une sélection des encyclopes traitant des sacrements du mariage et de leur signification avant de consulter l'édition illustrée du Précis de vie sexuelle vertueuse qu'avec la bénédiction très aggrandie du Grand Mage on autorise aux jeunes mariés d'aujourd'hui : pour assurer un accord harmonieux qui, sans négliger

disposition : peu ostensibles à première vue, peut-être en vertu d'une puissante maîtrise caractéristique de ceux qui imposent à leur corps la discipline rigoureuse du yoga : calme, apparemment sûr de lui, il répètera une heure durant les mouvements inspiratoires-expiratoires qui assoupissent les muscles et favorisent l'affluence sanguine à l'instant crucial optimum : pourtant, malgré les signes d'une fatigue croissante et un début de nervosité chez la mariée, le flux tumulaire ne se produira pas : aucun symptôme de dilatation n'apparaît à l'extrémité de l'aine et le visage enfantin du marié exprimera bientôt un curieux mélange de honte et de détresse : manuel, encyclopédie, gymnastique et yoga se révèlent insuffisants : sans succès, il essayera d'autres mouvements respiratoires, scrutera les planches en couleur du livre, épuchera les doctrines conciliaires : la perspective de ses cuisses restera ignominieusement dégaîtée et, à mesure que le présent de l'indicatif s'enlise et que l'espoir d'un futur s'éloigne, la conjugaison d'amour passera à la mélancolie des temps conditionnels et glissera tristement vers le plus-que-parfait du subjonctif

si j'aurais tu aurais
si tu avais tu aurais
si nous aurions nous aurions
si nous aurions nous aurions
la voix passive et les modes composés n'ont pas leur place dans le paradigme nuptial et, faute de nihil obstat, tu devras les éliminer : la déconvenue du Jeune Couple fait pitié, en vain ils répéteront en géronatifs et impératifs : Irrégulier, presque déficient, le verbe ne se dressera point : et tandis qu'ils sanglotent à l'unisson l'irréparable participation, la confusion et l'abandonnement qui se lisent sur leurs visages impressionneront le public du trottoir et combineront peu à peu l'énorme population de la ville : les exorcismes de ton florilège de poésies ne produiront pas le moindre effet et tu te jetteras dans la ruisselle la plus proche : pendant quelques instants tu te sentiras complètement perdu et tu marocheras au hasard, tête basse, au milieu de la foule de Manhattan : mais le destin ne t'abandonne pas et, en levant les yeux vers le ciel alors que tu es arrêté à un carrefour, tu seras le témoin bienheureux d'une soudaine et fulgurante apparition.

(Traduit de l'espagnol par Aline SCHULMAN.)

« LE JEUNE COUPLE REPRODUCTEUR »

bousculent de l'autre côté de la vitre, tu te frayeras un chemin à l'intérieur des cordes et tu examineras toi aussi, le nez collé à la vitrine, les éléments qui composent cette superbe chambre à coucher : un canapé et deux fauteuils en cuir luxueux, un lustre vénitien à six branches, deux tables de nuit avec leur lampe de chevet, une adorable coiffeuse, une console ornée d'un énorme bouquet de tubéreuse et de lis blancs : une reproduction virginale de Murillo ajoutée à l'ensemble une note élégante et, lui faisant pendant, une statuette du Rédempteur qui poursuit qu'on ne le contemple de son regard triste, affligé et douloureusement muet préside la scène au-dessus du lit nuptial : le marié en jaquette et chapeau haute forme porte dans ses bras la mariée qui, sous la finesse du voile, laisse voir un visage délicatement coloré par l'émotion : gravement, il la déposera au milieu de l'édredon où, ad majorem dei gloriam, aura lieu la procréation sanctifiée : les soupirs des partenaires soulignent l'importance transcendante de l'acte tandis qu'innocentes et pudiques ils se tournent mutuellement le dos pour se désirer : de chaque côté du lit magnifique ils vont poser sur le fauteuil correspondant les vêtements symboliques qui les parent et les protègent : l'émotion qui les agite est évidente et, malgré la distanciation brechtienne de la vitre, elle va gagner le public qui tentonne et l'apporter l'illumination : tous les poètes ont chanté le miracle génésique tandis que toi, malheureux ! : amours stériles, plaisirs infamants, copulations abjectes, et j'en passe ! : l'heure est venue de te renier et de faire vibrer harmonieusement la lyre : les adjectifs les plus élogieux de notre langue viendront en masse sous ta plume et feront de toi le nouveau et nobélisable barde de la paternité : les lecteurs soupçonneront de sous-jugement les critiques l'approuveront, les manuels de littérature avec orgueil proposeront à l'admiration passionnée des générations futures la sincère humanité de tes sentiments : l'aura de la responsabilité historique te subjugue et tu regarderas autour de toi en quête d'inspiration et de conseils : plusieurs florilèges

l'objectif générateur, permette aux futurs parents une satisfaction douce et honnête : les gravures en couleur offrent un large éventail de postures propices à une fécondation assurée, et le Jeune Couple les étudiera avec un soin indulgent et compréhensible : radieux, ému, troublé : pressentant déjà la légèreté, la minuscule pénétration qui orientera le gène le long du périphe habituel et comblera au bout de neuf mois leurs aspirations stériles : les positions trois, seize et vingt-quatre semblent relativement accessibles, et ils décideront de les mettre en pratique avec précision et méthode : accomplis, l'un en face de l'autre, ils exécuteront différents exercices gymnastico-respiratoires dans le but d'alléger leur tension nerveuse et de faciliter la relaxation propice des tissus : la riche expérience du manuel doit leur permettre une conjugaison exemplaire du verbe d'amour, et les regards de la foule surveilleront impatiemment l'angle où convergent les cuisses bergasolées du marié, attendant les signes irréfutables de sa

RICHARD ADAMS LES GARENNES DE WATERSHIP DOWN.

Fable? Oeuvre de moraliste? Livre de sagesse ? Non, Richard Adams s'en défend bien : il a simplement raconté une histoire, mais en lui prêtant une telle fraîcheur, une telle poésie et tant de mystérieux échos que nous croyons reconnaître une odyssée venue du fond des siècles.

"Fuyez les hommes et rejoignez "les garennes de Watership Down." Vous comprendrez pourquoi, dès sa parution outre-manche, ce livre est devenu en même temps un classique et un best-seller."

Annette COLIN-SIMARD. *Journal du dimanche*

"Le lecteur se laisse entraîner avec passion dans toutes ces aventures où les braves petits lapins font face aux plus terribles épreuves. L'auteur manie à merveille le "suspense."

Watership Down est un roman pour tous."

Tony CARTANO. *Les nouvelles littéraires*



410 pages, 50 F.

chez Flammarion.

DOCUMENT

PHILIPPE PETAIN*

**JUGEZ SUR PIÈCES EN LISANT...
LE TEXTE INTEGRAL DES MINUTES DU PROCES**

La polémique rebondit, aujourd'hui, sur le rôle, l'action et la responsabilité de Ph. Pétain de la première à la deuxième guerre mondiale. De nombreuses personnes — pour ou contre — expriment des idées courtes et définitives, trop souvent sans réel fondement.

Un document original et authentique vous permet de forger votre propre opinion. Grâce au texte intégral des minutes du procès Ph. Pétain, devant la Haute Cour de Justice, vous jugerez sur pièces.

* 480 pages. Reliure toile. Format 21 x 29,7. Edité par les Éditions Louis Portefaix.

Je désire recevoir LE PROCES DU MARECHAL PETAIN

Nom et prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Je joins la somme de 142 F réglée par :
- chèque postal ☐ - chèque bancaire ☐ à l'ordre de : _____

DIFFUSION PLUS
34, Champs-Élysées 75008 PARIS

مكتبة النخيل

SOMMES	1	2	FINALES		SOMMES
--------	---	---	---------	--	--------

LOTO 5 19 27 32 34 45
NUMERO COMPLEMENTAIRE 15

PROCHAIN TIRAGE MARDI 13 JUILLET 1976 ATTENTION VALIDATION JUSQU'AU
LUNDI 12 JUILLET APRES-MIDI

les transmettre accompagnés du règlement correspondant, une semaine au moins avant leur départ, en rédigeant les noms et adresses en lettres majuscules.

هكذا من الأصل

75.10.11.12

ARTS ET SPECTACLES

rémunérations des personnels de l'informatique

Mise à jour au 30.06.1976 des rémunérations par poste, expérience et type de matériel. Paraissant deux fois par an, ce document s'appuie sur les données statistiques d'un échantillon de 100 utilisateurs et sur les tendances recueillies auprès de la clientèle et du personnel d'Ordina, première organisation française indépendante de services informatiques. Comprend également des fiches techniques de définition de fonctions et des fiches documentaires sur les formations à l'informatique. Prix: 535 FF TTC.

Ordis
15 RUE AUBER
75009 PARIS - TEL. 742.42.50

M.....
Firme.....
Adresse.....
.....
.....
.....
commande exemplaire(s) du rapport Rémunération des Personnels de l'Informatique au prix unitaire de 535 FF TTC dont règlement joint; facture à établir en exemplaires.

Culture

Après les restrictions pour le théâtre...

● L'Association des maires de France devait faire connaître ce jeudi matin sa position sur les mesures de restriction affectant certaines compagnies dramatiques, mesures annoncées mardi soir par M. Michel Guy : les maires envisageraient de venir en aide à certaines compagnies en difficulté et de ne pas engager des dépenses auprès du secrétaire d'Etat à la culture.

● M. Jacques Chabaz, député de Paris, membre du bureau politique du P.C.F., a notamment déclaré :

M. Michel Guy vantait, on s'en souvient, les vertus d'un « budget d'imagination ». On voit aujourd'hui où conduit cette démagogie : à la liquidation de nombreux foyers de création.

● Le gouvernement s'est évertué à opposer Paris et la province. Mais c'est en province comme à Paris qu'il porte ses coups.

● Il a cherché à déviser les hommes de culture, selon leurs disciplines. Mais les politiques accentuent ses effets destructeurs à la télévision comme au théâtre, à l'opéra comme au cinéma.

● M. Jack Lang, ancien directeur du Théâtre national de Chaillot, a notamment affirmé : « Il est accablant de constater que l'Etat décide de laisser inemployé un tel instrument en supportant brutalement les crédits de création au nom d'une prétendue rigueur intellectuelle. Il est humiliant pour le personnel technique, qui a participé jadis à une grande aventure théâtrale, d'être confiné dans un « garage ». C'est là une politique irresponsable, dont le point de départ a été la décision de M. Michel Guy de choisir à la légèreté une homme imprévoyable, alors qu'il avait été convenu avec M. Jacques Duhamel, lorsqu'il n'avait nommé, que le directeur du Théâtre de Chaillot à sa réouverture, selon un plan prévu par le ministre, à l'époque. »

Précisons à ce propos que c'est à la suite d'une erreur de transcription dans la citation de « l'Aurore » consacrée à Chaillot (« le Monde » du 9 juillet) que nous avons mentionné une augmentation de 50 % de la fréquentation, quand il s'agissait d'une diminution. D'autre part, la subvention du Théâtre oblique est maintenue en 1977 au niveau de 1976, ce qui équivaut à un certain recul, compte tenu de l'augmentation des coûts.

... AVANT LA FIN DES NEGOCIATIONS A L'OPERA

Les syndicats du personnel de l'Opéra doivent présenter ce jeudi à 18 heures une réponse globale à M. Jean Salusse, président du conseil d'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux. Ainsi devraient s'achever les négociations portant en particulier sur le régime des tournées, les retransmissions et les horaires de travail. Dans l'hypothèse d'une issue favorable, des avenants aux actuelles conventions collectives pourraient être signés dès le vendredi 9.

D'autre part, les danseurs qui ont déposé un préavis de grève pour les 8, 9 et 10 juillet devaient se prononcer à la mi-journée de jeudi sur son maintien, puisque leur mouvement est présenté comme un ultime obstacle à l'accord. Au cas où le préavis serait maintenu, M. Salusse envisagerait de consulter l'ensemble du personnel le vendredi 9 à bulletin secret. Cependant, la C.G.T. annonce pour sa part, ce jeudi à également, une conférence de presse « très importante » à l'Opéra.

■ Le Musée national d'art moderne annonce qu'il fera ses portes à 16 heures (au lieu de 17 h. 30) jusqu'au 18 juillet. Cette décision, prise en raison de la canicule — le musée n'étant pas climatisé — sera par la suite reconstruite.

Festival

La Rochelle entre Paris et l'Amérique

Implantée depuis 1974 dans les six principales villes des Charentes-Maritimes, ainsi que dans une cinquantaine de communes rurales, l'Association départementale de développement musical (A.D.D.M.) devait débuter « dès le mois de mars » un important travail d'initiation à la musique de notre temps ; La Rochelle, Saintes et Royan bénéficiant ainsi « de cycles réguliers d'initiation sur la musique contemporaine ».

Faute d'avoir les moyens d'entretenir un animateur musical à l'année, les responsables de la Maison de la culture de La Rochelle pouvaient donc être tentés. Pourtant, ce qui a manqué pour la réussite complète de ces Quatrième rencontres internationales d'art contemporain c'est l'achèvement sur le plan musical du travail d'initiation et de sensibilisation mené tout au long de l'année par la Maison de la culture en matière de théâtre, de danse et de cinéma. Peut-être a-t-on fait trop vite crédit à l'A.D.D.M. qui, dans un premier temps, ne semble pas viser l'efficacité immédiate.

Aussi cette année où, quoi qu'en disent certains, les rencontres ont enfin trouvé un public grâce à l'effort concerté de Bernard Mounier — le nouveau directeur de la Maison de la culture — et de ses collaborateurs, les concerts se passent dans l'indifférence des Rochelais et des estivaliens. Seule la présence de John Cage, a permis de doubler le nombre des invités, reconstituant sur la scène atterrie une salle très parisienne avec ses dilettantes, ses critiques et même, pendant un temps, le secrétaire d'Etat à la culture venu faire un tour en bateau.

Pourt-ê, des arts contemporains, la musique est-elle la plus difficile à

En bref

Animation

● **Paristory**

Les temps qui courent ont chaud. Les vietnams de Paris à l'histoire se font sans hauts et sans haïte, peut-être en bateau-mouche, ou mieux, sans bouger, dans les jardins du Palais-Royal, où commence avec la nuit un spectacle « son et lumière » : *Paristory*.

Il ne s'agit pas de raconter tout ce qui s'est passé depuis l'indépendance : le montage, des documents photographiés par Philippe Courties montre, mais n'explique rien. Allusif, il réjouit par son rythme et son habileté ceux qui ne connaissent rien à Paris et à l'histoire de France, et puis ceux qui, chronologie en tête, parviennent à suivre. Il y a des choses qu'on n'avait jamais pu voir, notamment sur le Jardin des Plantes, des choses que l'on n'aurait pas eu voir sous cet angle ; c'est parfois beau et intéressant. La musique, enfin, signée par Pierre Bachelet, Jean-Louis Petit, Thierry Brosard et Tim Blake, suit la courbe des événements, allège ou pompeuse, toujours agréable. Quant au commentaire, plutôt indigent, il a au moins le mérite de ne pas trop coaccider.

Cinéma

● **« Les Noces de cendre »**

Pour reconquérir un mari infidèle, une dame, dont la cinquantaine a fleuri la beauté, livre son visage et son corps au bêtouille d'un spécialiste de la chirurgie esthétique. L'opération est un succès. Effacées les rides, retrouvée l'éclatante jeunesse. Comme au bon vieux temps, les piges et les gigolos recommencent à tourner autour de la miraculée. Mais son mari survient et il lui faut alors admettre qu'aucun « lifting » ne peut ressusciter un amour mort.

Cette version mélodramatique du *Si tu imagines* de Raymond Queneau se déroule dans une clinique helvétique et un palais de Cortina d'Ampezzo. Tout est luxe, snobisme et vanité. On s'étonne un peu de voir Larry Pearce, le réalisateur de *One potato, two potatoes* et de *l'Incident*, raconter avec tant d'application et de conviction cette « love story » pour milliardaires fatigués. Les métamorphoses d'Elizabeth Taylor sont spectaculaires. Henry Fonda joue avec une distinction ennuyée l'époux volage et impénitent. Il est très difficile de prendre au sérieux ces *Noces de cendre*.

J. B.

★ UGC Marbeuf, Studio Raspail, Bidoche (v.o.), Royal Passy (v.f.).

Avignon



Beno Besson interroge Shakespeare

● Le Théâtre de l'Est Parisien revient dans la cour d'honneur au Festival d'Avignon avec le spectacle de Mehmet Ulusu « Dans les eaux glacées du calcul égoïste » et une création : « Comme il vous plait » mise en scène par Beno Besson.

Beno Besson est l'un des metteurs en scène qui ont marqué le Théâtre des Nations. C'était avec la troupe du Deutsches Theater de Berlin-Est « le Dragon », de Schwarz, un conte de fées coloré et grouillant en forme de fable lauchidienne. S'ensuivit, d'origine, Beno Besson à connu Brecht à Zurich ; avec lui, il a participé aux premières années du Berliner Ensemble — il y a fait plusieurs mises en scène, — et a réglé la séquence du carnaval dans « Galilée ». Il a traduit plusieurs de ses pièces en français. Il est ensuite passé à la direction du Deutsches Theater puis à celle de la Volksbühne où il est encore.

● « Très « français » par son humour sceptique, Beno Besson dédaigne l'emphase, le déramatisme, démythifie son métier. Il parle en artisan compétent, à la fois modeste et passionné. Il a déjà monté « Comme il vous plait » dans son théâtre de Berlin et à Belgrade. « Deux troupes, deux pays, deux spectacles différents », dit-il. Mais une réflexion continue d'un an sur cette comédie d'intrigues qui pose sur la famille, sur la domination des pères, des nobles, des hommes, sur l'amour et la condition féminine des questions vécues et ancrées : les temps n'ont pas encore apporté de réponses satisfaisantes.

● « Pour moi, dit Beno Besson, « Comme il vous plait » est une pièce aussi importante qu'« Hamlet » ; les personnages souffrent d'inquiétudes semblables, et on y voit la difficile naissance d'une société nouvelle, même s'il ne s'agit pas d'une tragédie, même si le rire prime. »

Bien qu'il ait travaillé en France, Beno Besson découvre Avignon, l'immense plateau de la cour d'honneur, pris entre le mur écrasant du Palais des papes, et les gradins arrondis où se pressent trois mille personnes. Il est parti avec les comédiens pour répéter sur place pendant douze jours. Auparavant, il travaillait sur la scène du TEP où le spectacle sera repris la saison prochaine. « Voilà vingt-cinq ans que je me promets de revenir à Paris, dit-il, je suis heureux que ce soit le TEP, dans les activités, la type de relations avec le public ne me dépayse pas. » — C. G.

★ Cour d'honneur, 12, 29 et 30 juillet.

■ « Buffalo Bill et les Indiens », de Robert Altman, a remporté l'Ours d'or du Festival cinématographique de Berlin. Ours d'argent : « Canao », de F. Cazals (Mozambique) ; « Caro Michele », de M. Monicelli (Italie) ; « Anonimato », de L. Lascary (Grecie), et « Le Jardin des pierres », de P. Klimaf (Iran).

reprise
exceptionnelle
ROSENCRANTZ ET GUILDENSTERN SONT MORTS
deux excellents acteurs
MICHEL CORMOT
étonnants de liberté,
de poésie, de jeunesse
LE QUOTIDIEN DE PARIS
LA FETE-THEATRE D'ORSAY
tél. : 548.65.90

Printemps

Exclusivité Printemps

Hausmann/Nation/Paris 2/Paris 20/Creteil
et tous les Printemps de France.

138^F

5 fonctions

La montre de l'année. Garantie un an.

Cette montre à quartz, à diodes lumineuses donne en un clin d'œil l'heure, les minutes, les secondes, le jour et la date. Elle est signée, Texas Instruments, le spécialiste mondial de la haute précision électronique. Nous vous proposons une gamme de modèles jusqu'à 175 F. Tous sont garantis un an (sauf les piles).

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03	L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Offres d'emploi Placards encadrés			Achat-Vente-Location	32,00	37,36
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37	EXCLUSIVITES	25,00	29,19
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18	L'AGENDA DU MONDE		
CAPITAUX OU			(chaque mercredi et chaque vendredi)		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89			

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SOCIETE D'ENGINEERING ET DE REALISATION DE GROS EQUIPEMENTS « CLES EN MAIN »

recherche **agent administratif**

SA MISSION :

- examiner un contrôle dynamique du budget des affaires;
- déclarer les décrets, les analyser, en rechercher les causes;
- assister les ingénieurs de contrats dans la gestion des affaires.

Ce poste demande des qualités de rigueur et de précision et la responsabilité d'assurer l'ANGLAIS NECESSAIRE.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 147 M à : **PRO / JETS**
37 rue de Ponthieu 75008 Paris

PUBLICIS conseil

recherche **CHEF DE PUBLICITE**

- Formation Sup. de Co. ou Université;
- Ayant 3 ou 5 ans d'exp. effective en Agence, dans la fonction;
- Responsable de budgets particulièrement attachés et en évolution.

Adresser C.V. et photo, à Jacques MOULIN, PUBLICIS Conseil, 25, rue du Pont, 92200 - Neuilly-sur-Seine.

Importante Société Française
Proche Banlieue OUEST
recherche

JEUNE CADRE
doué d'initiative

Ayant :

- Formation H.S.C. - I.E.P. ou I.C. économique;
- Connaissances comptables (niveau D.S.G.B.);
- Goût des contacts avec clientèle et administrations;
- Une expérience de quelques années dans le domaine de l'EXPORTATION.

Il sera chargé de :

- monter les dossiers de crédit export (moyen terme);
- aider les services commerciaux à rédiger les clauses administratives et financières des contrats.

Ce poste comporte de larges possibilités d'évolution.

Adresser curriculum vitae, photo, rémunération souhaitée, sous le numéro 67.026, CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmet.

SNCF

OFFRE
98 EMPLOIS DE
CHEF DE DISTRICT STAGIAIRE
ET
114 EMPLOIS DE
CHEF DE CIRCONSCRIPTION STAGIAIRE

POSSIBILITE DE PARTICIPER AUX DEUX CONCOURS

Recrutement par concours
des 8 et 9 septembre

OUVERTS AUX JEUNES GENS :

- Français ou naturalisés Français;
- Nés entre le 31-12-1947 et le 31-12-1953;
- Titulaires d'un baccalauréat scientifique ou technique ou d'un B.T.S.

Rémunération de début : 3.500 F. par mois environ.

Carrière intéressante, emploi stable.

Avantages sociaux.

Rechercher à : Département du Personnel à PARIS.

- Réseau EST : 13, r. d'Alsace, 75010 Paris (10 et 20 postes);
- Réseau NORD : 18 bis, r. Danton, 75475 Paris (15 et 20 postes);
- Réseau OUEST : 20, r. de Rome, 75008 Paris (20 et 15 postes);
- Réseau SUD-OUEST : 1, place Valhubert, 75013 Paris (20 et 18 postes);
- Réseau SUD-EST : 20, bd Diderot, 75012 Paris (23 et 30 postes).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : LE 9 AOÛT.

Groupe Bancaire

recherche pour son département

D'ETUDE DE CREDITS
D'EQUIPEMENT PROFESSIONNEL

COLLABORATEUR

ayant de larges connaissances bancaires et une bonne formation générale.

L'aisance dans les relations humaines, le sens des responsabilités, la volonté de réussir permettront au candidat retenu d'accéder rapidement à un niveau de responsabilités en rapport avec ses capacités.

Env. C.V. manusc. et prêtent, sous n° 67.102 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ORGANISME CONSEIL

recherche **INGENIEURS CONFIRMES**

- recherche opérationnelle;
- informatique scientifique;
- pour domaines aérospatial;
- solides connaissances calcul des probabilités;
- exp. de programmes FORTRAN importants.

Ecrire n° T 90.269 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

MATRA

recherche pour son service informatique de gestion

INGENIEUR SYSTEME

pour participer à la mise en place d'un système de télétransmission.

Une première expérience professionnelle d'un an ou deux serait appréciée.

Adresser C.V. et prétentions en indiquant la référence NK 160 à Monsieur KORFAN BP n° 1-78140 VELIZY

NATIONAL SEMICONDUCTOR

Deuxième producteur mondial de circuits intégrés (C.A. 75 : 330 millions de dollars)

Un des plus grands fabricants de calculateurs de poche et montres électroniques

suite à la création d'un nouveau poste

CADRE COMMERCIAL

Il assistera le Directeur Commercial et Marketing pour la France :

- une bonne expérience de la vente des produits de grande consommation et du marché français grand public est obligatoire;
- basé à Paris, il coordonnera les activités de vente de toute la France;
- une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste offre, allié à d'excellentes chances de carrière, une intéressante rémunération.

Participer à notre expansion, envoyez votre C.V. complet avec photo et prêtent, en pli confidentiel à M. KUIK - NATIONAL SEMICONDUCTOR sous référence Novus 22, rue de la République, 92200 FONTENAY.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche pour son service commercial

INGENIEURS POSITION III

diplômés grandes écoles - Capables de répondre à des appels d'offres (HARDWARE - SOFTWARE)

Connaissances souhaitées en TELECOM.

Ad. C.V. détaillé à C.G.P., sous le numéro 454, 25, rue Cavendish 75019 PARIS, qui transmettra.

emploi régionaux

Puissant Groupe industriel Multi-National

recherche pour sa filiale (Fabrications Pièces détachées automobiles)

INGENIEUR METHODES

- Responsable Méthodes, Qualité, Etudes des coûts;
- Age: 30 ans minimum - Formation A.M. ou équivalent;
- Expérience: Bureaux d'Etudes, Fabrication Mécanique (si possible usinage aluminium industriel);
- Contrôle Qualité, Gestion;
- Conditions: langue anglaise indispensable, Lieu de travail: près ville universitaire Normande.

Situation très rémunératrice offrant un développement de carrière très intéressant.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. 71050A.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DANS LE DOMAINE DU TEXTILE

recherche

LE CHEF DU PERSONNEL

pour son usine située dans l'EST

Il devra assumer les responsabilités de recrutement, gestion administrative, relations sociales, services généraux, et être rompu aux techniques de la Direction par objectifs.

Le candidat devra être âgé d'au moins 30 ans, avoir une expérience très solide dans les fonctions de personnel (titulaire ou DUT, option personnel souhaitable, connaissances de l'anglais nécessaires).

Envoyer lettre de candidature en anglais avec C.V. et prétentions à : N° 67.211, CONTESSÉ Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS (10), qui transmet.

Société banlieue Sud - 60 personnes
recherche

CHEF DU PERSONNEL

Expérience indispensable - Vacances août assurées.

Ad. C.V., photo et prétentions, sous numéro 2129, PUBLICITÉS RÉUNIES, 113, bd Voltaire, 75011 Paris.

Impte Sté Afrique francophone
rech. en un ou deux titulaires DECS
certificats de gestion pour
poste adjoint directeur financier.

Tél. : 746-457

La ville de NANTERRE, 100.000 habitants, recrute une infirmière (diplômée d'Etat) pour son Centre de santé municipal. Adresser candidature et C.V. à M. le Maire de NANTERRE.

Sté d'études recherche **COMPTABLE EXPERIMENTE**
Rech. r. et s. salaire annuel souhaité N° 34.822 P.A. SVP, 27, r. Gai-Foy, 75008 Paris.

LE GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES I.A.R.D.

recherche pour son Bureau de souscription de LYON

UN COLLABORATEUR

DIPLOME EN SCIENCES-ECO
ou **INSTITUT DES ASSURANCES**

Une expérience professionnelle de 2 ans, même hors assurances serait appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service du Recrutement, TOUR OAK, COSECT 13, 92082 PARIS 14. DIRECTION

Les candidats seront convoqués au Bureau de souscription à LYON les 28, 29 et 31 juillet.

SOCIÉTÉ GRENOBLE

Recherche pour son Département Forages

INGENIEUR MECANICIEN

Formation A. et M.

pour prendre responsabilité du bureau d'études du département.

Bonnes connaissances en hydraulique et métallurgie. Plusieurs années d'expérience en R.E. Age minimum 35 ans. Connaissance de l'anglais (lu, écrit, parlé) indispensable.

Adresser curr. vitae, photo et prétentions, n° 68.894, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, PARIS (10), qui tr.

La ville de Vitry-sur-Seine, 94000 habitants, recrute une infirmière (diplômée d'Etat) pour son Centre de santé municipal. Adresser candidature et C.V. à M. le Maire de Vitry-sur-Seine.

COMPTABLE II EXPERIMENTE

Hommes et femmes minimum 25 ans.

FONCTIONS :

- Responsable auprès du directeur financier des fonctions de service comptable, comptabilité générale et analytique;
- Lieu de trav. : banl. Ouest 60 km Paris;
- Dét. sent. : BP ou DECS;
- Références exigées.

Libre rapidement.

Si candidat expérimenté, accéder au poste **CHEF COMPTABLE** avec C.V. et photo, sous n° 454 B, à BLEU Publicité, 17, rue Labat - 93000 Vincennes

CHEF COMPTABLE

personnes. Sous contrôle du directeur financier. Sté expert comptable.

Env. C.V., 5/76 44.922, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, PARIS (10), qui tr.

PROGRAMMEUR

expérience C.I.B. assembleur équipement I.S.M. 270-125 DOS-VS. trav. par p. équipes application très diversifiée. Lieu de travail Paris-14. Env. C.V., 20, rue de la Tourne-Isolée, 7514 PARIS.

FABRICANT MATERIEL D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL

Proche banlieue SUD-EST

Pour augmenter efficacité **RESEAU EXISTANT BIEN IMPLANTÉ FRANCE ET ETRANGER**

ESSEC - SUB DE CO

31 ans minimum

Pour suivre affaires importantes.

Poste rattaché directement au Directeur commercial.

Exp. variées techniques sur entreprises et sociétés Engineering, I.C.S., D.I. appréciables.

Déplacements fréquents.

Département avant le 25-7, pour commencer de suite.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo, indiquer prétentions, 47, rue des Tournelles, Paris-6, qui transmettra.

ENTREPRENEUR 60 personnes

recherche **COMPTABLE EXPERIMENTE** Position cadre. Connaissances comptables et financières. Références exigées. Anglais courant, parlé souh. Ecrire avec C.V. et prêtent, à C.T., 21, rue Kléber, 92100 ISSY (Ne pas se présenter)

demandes d'emploi

Cadre commercial

PUBLICITE - RELATIONS PUBLIQUES

Habitude des contacts au plus haut niveau. Longue expérience de la vente de publicité. Rapports avec annonceurs et agences. 53 ans, libre rapidement.

cherche poste à responsabilité publicité presse ou relations extérieures d'entreprises.

Ecrire sous le numéro 6.231, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75227 PARIS-9.

TECHNICIEN

CONSTRUCTION VOIES FERRÉES

53 ans - Référence de premier ordre, recherche poste à responsabilité.

Envoyer toutes propositions pour l'étranger.

M. RAFAEL, B.P. 18 - 8800 EPINAL (France).

INGENIEUR ELECTRONICIEN

31 ans. Ingénieur C.N.A.M. automatique, 7 ans expérience étude matériel informatique, dont 4 ans de système micro-programmé. Expérience réalisation gros systèmes digitaux. Stendrait ttes propositions. REGIE-PRESSE, n° 2900 765 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANT GROUPE CHIMIE
C.A. 240 millions F. - Effectif 1.000 personnes
recherche

responsable exportation
BASSIN MEDITERRANNEEN

- Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure commerciale, aura une expérience professionnelle de plus de 5 ans dans la vente de produits industriels à l'exportation.
- De très nombreux déplacements sont à prévoir.
- Une parfaite connaissance de l'anglais est indispensable à la réussite dans ce poste.
- Rémunération élevée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 340 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES

recherche pour faire face à l'expansion en France et à l'étranger

LIBRE RAPIDEMENT

ORGANISATEURS

terminez rapidement gale et gestion administrative.

Libres rapidement.

Envoyer C.V. détaillé à : A.T. - 27, av. de Friedland, 75008 PARIS

ANSWARE

Division calculatrices électroniques et américaines

ETUDIANT

de formation scientifique pour poste d'attaché au SICOB, 2295 au 170-76, Excluse présent. Exp. Envoyer C.V. et photo à M. KUIK, 20, r. de la République, 92200 Fontenay-sous-Bois

ING. DOCT. SCIENCES I.C.G.

Tril. russe, angl., exp. société métallurgique et minière pays francophones. Amérique latine, études, annonces, offres touristes.

AL OCCUPÉ IMPORTANT

PORTES SUD-MARKETING

étudier, us. proposit. Accepter. exp. et diplômes. Travaux. Ecr. n° 2.587, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

SECRETAIRES DE DIRECTION

QUADRILINGUE

avec steno, anglais, allemand, français, danois, très expérimentée, ordonnée, aimant travailler, cherche place stable.

Téléphone au 261-40-61, lundi 10 ou mardi 13 juillet, de 8 h. à 13 h. pour fixer rendez-vous.

INGENIEUR DIPLOME E.T.P.

37 ans, spécialisé 5 ans dans conception, réalisation, production zones et locaux industriels. Connaiss. approfondies. Ind. et ch. de l'acier. Ecr. n° 2.977 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

actuellement directeur importante entreprise auto à l'étranger. désire retrouver situation PARIS ou région parisienne, direction générale moyenne entreprise. Ecr. toutes propositions. Ecr. n° 2.470, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

recherche pour région Nord de la France

CONSEILLER FISCAL EXPERIMENTE

Situation cadre assurée.

Ecr. n° T 90.229 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

SIS construction aéronautique

rech. pour NORMANDIE

CONTROLEUR DE GESTION

expérience du poste. Formation HEC, ESSEC, DECS

INGENIEUR CONTROLE

fabricat. responsable qualité.

Ad. C.V. et photo ASSISTANCE SERVICE - 11, rue Jeanne-d'Arc, 76000 ROUEN

cours et leçons

ANGLAIS : Professeur britannique diplômée donne cours à domicile, tous niveaux. Tél. : 51-10-41 ou 51-49-23

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS ÉCONOMIE

Paris

L'aménagement de l'ancien carreau des halles

Les quatre architectes chargés du projet présentent leur esquisse

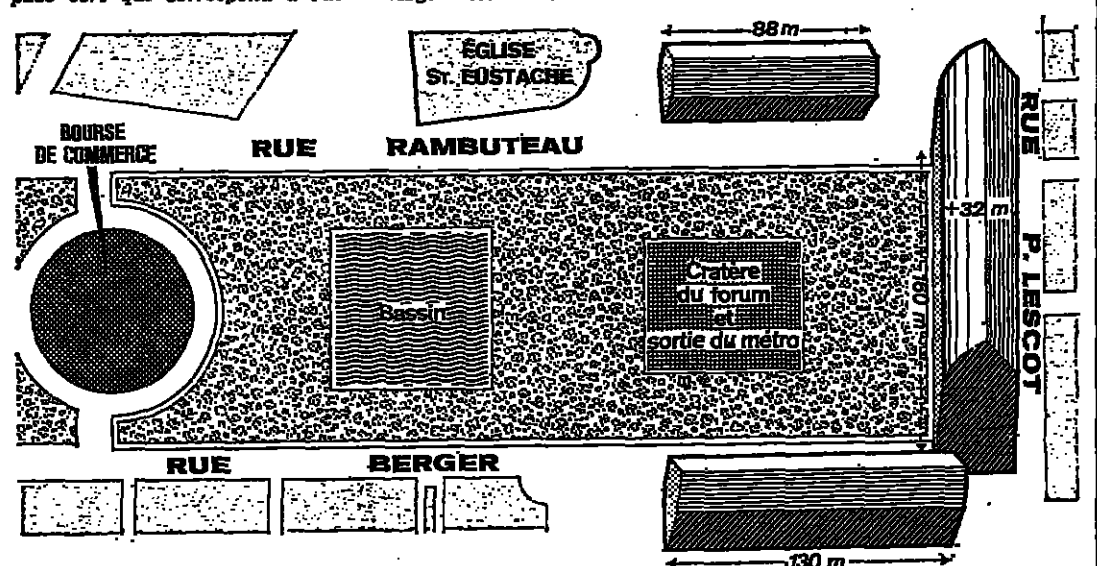
M. Christian de la Malène, président de la SEMAH (Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles), rend publiques, le jeudi 8 juillet, les premières esquisses pour l'aménagement de l'ancien carreau des Halles. Ces esquisses ont été soumises, le mercredi 7 juillet, au président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a reçu

M. de la Malène et les architectes : MM. Henri Bernard, Ricardo Bofill, Bernard de la Tour d'Auvergne et Marc Saltet, auteur du projet. Si celui-ci reçoit l'approbation du chef de l'Etat et du conseil d'administration de la SEMAH, son étude sera poussée et c'est une version plus avancée qui sera soumise, à l'automne, au Conseil de Paris, lors de sa prochaine session.

« Aucun des architectes ne sera le patron. On ne connaît donc pas les auteurs des dessins. Ce sera une œuvre collective », précise M. Christian de la Malène au mois de janvier en présentant les quatre architectes chargés d'étudier l'aménagement du carreau des Halles. Six mois de réflexion, ont été nécessaires à ces hommes de l'art pour aligner un projet commun. Ce nouveau projet s'inspire des directives du président de la République qui déclarait le 12 février : « Dans ce projet doit être prédominant l'aspect vert qui correspond à l'at-

refrèra ». Sous ce bascu transparaît une place publique, une piscine, une bibliothèque, une discothèque et un centre téléphonique de 18 000 mètres carrés dont la construction commencera en 1978.

LES BATIMENTS. Leur construction représente la grande originalité de ce projet par rapport au plan masse. L'intégration dans le quartier des bâtiments à l'architecture traditionnelle et plaçant à 25 mètres situés rue Rambuteau et rue Berger atténue le monumental.



tente quasi unanime de toute la population. Les arbres doivent être mis en valeur et non pas écrasés par les éléments bâtis.

LE JARDIN. Un jardin ordonné de près de 6 hectares, c'est-à-dire plus vaste que celui précédemment envisagé dans le plan de masse adopté par la SEMAH à la fin de l'année 1975 (le Monde daté 9-10 novembre). Ce jardin sera limité par la bourse de commerce et, ce qui est nouveau, par le bâtiment longeant la rue Pierre-Lescot. Au centre de ce jardin un grand bassin, avec fontaines, dans lequel Saint-Eustache se

Rue Rambuteau seront réalisés des logements, des équipements sociaux et une halle-marché, rue Berger, non loin du square des Innocents, s'installera sur 20 000 mètres carrés un hôtel et sur 10 000 mètres carrés un centre d'exposition. Le bâtiment situé le long de la rue Pierre-Lescot sera complètement intégré au jardin. Il pourra servir d'un grand kiosque animant le jardin s'étalant à ses pieds. Il atteindra 32 mètres de hauteur, c'est-à-dire 5 mètres de plus qu'il est prévu au plan masse. Le Conseil de Paris ne devrait

Le calendrier est le suivant : fin 1977, arrivée du R.E.R. au fond du cratère, le jardin devrait être achevé en 1978; ouverture du forum en mai 1979; fin de la construction des bâtiments en 1981. Le bilan financier de cette opération s'élève, suivant la SEMAH, à 130 millions de francs (en valeur 1974). Sur ce total la ville verse 400 millions, dont 150 millions de subvention et 250 millions pour la construction de la voirie souterraine et de création de cheminement piétonniers.

Le marché Saint-Germain sera démoli. Le tribunal administratif de Paris a rejeté, le 7 juillet, la demande de sursis à exécution pour la démolition du marché Saint-Germain (P). L'association de défense du marché avait introduit un recours, arguant de ce que les permis de démolir et d'urbanisme délivrés par le préfet de Paris étaient entachés d'un vice de forme.

P.T.T.

UNE PREMIÈRE COMMANDE DU CENTRAL TEMPOREL E 12 POURRAIT ÊTRE PASSÉE AU DÉBUT DE 1977

« Le choix en faveur de la commutation temporelle est un choix fondamental. » Conscient qu'une certaine équivoque a pu planer ces derniers temps sur le sort du grand central téléphonique E 12, développé par la filiale du groupe C.G.E., S.I.E.-Citérel et le Centre national d'étude des télécommunications, M. Norbert Segard tient à dissiper les inquiétudes. Le secrétaire d'Etat aux P.T.T. — qui n'a pas hésité à passer d'un bureau à l'autre pour assurer la police de l'industrie des télécommunications — nous a précisé : « E 12 est bien appelé à succéder, à partir de 1981, aux centraux de commutation de type spatial. » (Métacenta d'I.T.T. et Axe du Suedois Ericsson.)

Cette volonté de mener une action globale qui aille au-delà d'une simple « politique d'exploitation » devrait se traduire dans les faits au cours des prochains mois. D'une part, les P.T.T. vont rallonger de 80 millions de francs, en 1976, le volume des crédits d'étude attribués au E 12 (ce qui portera le coût total du développement à 230 millions de francs, les deux tiers étant financés par les pouvoirs publics). Encore faut-il que le E 12 soit au point, que l'industriel responsable soit prêt à s'engager sur des délais et des prix compétitifs. D'aucuns en doutaient. Or E 12 existe bel et bien. Un prototype « tourne » depuis janvier avec trois mois d'avance sur les prévisions. A Boulogne-Billancourt, dans les locaux de S.I.E.-Citérel, SI, dans un passé relativement récent, des équipes ont pu se manifester dans les sphères dirigeantes de la C.G.E. vis-à-vis du E 12, il semble aujourd'hui que le groupe de la rue La Boétie soit prêt à se lancer à fond dans l'opération.

Georges Pébereau, directeur général de la C.G.E., a pris des engagements précis auprès de M. Segard. Il les a réitérés publiquement devant le Parlement le 6 juillet. « Nous pouvons prendre une région où le réseau est déjà central de transit E 12 de grande capacité au début de 1977. La région parisienne, dans un délai de trente mois. » Le prix ? « Le même que celui des autres centraux de transit de type électro-mécanique, et 30 % moins cher si ce E 12 était installé dans une région où le réseau est déjà numérisé. » Pour des centraux urbains « nous sommes prêts à recevoir une première commande pour un E 12 d'une capacité de cinquante mille lignes au milieu de 1978, la livraison intervenant alors au début de 1981. »

Un centre d'information pour le H.E.R. de la SEMAH ouvrira, à la rentrée, 2, rue Pierre-Lescot, un centre d'information où sera notamment exposée la maquette retenue pour l'aménagement du carreau et sur laquelle le Conseil de Paris se prononcera à l'automne.

LA PROLONGATION DE LA SÈCHERESSE

M. Chirac va dresser un bilan de la situation

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, va s'adresser aux agriculteurs pour leur dresser un bilan de la situation créée par la sécheresse. Aucune date pour cette allocution n'a toutefois été encore arrêtée. C'est à l'occasion d'une réunion à huis clos du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale que le premier ministre a fait part de cette intention. M. Chirac a également réaffirmé, dans la soirée du 7 juillet, aux journalistes que la « solidarité nationale » jouerait en faveur des agriculteurs pour leur exposer un bilan de la situation créée par le déficit.

M. Jacques Chirac a donné des instructions aux ministres afin qu'ils prennent toutes les dispositions pour essayer d'atténuer les effets de la chaleur sur les conditions de travail de leurs personnels. Le premier ministre a précisé que ces dispositions pouvaient comporter l'installation d'appareils de ventilation, la Belgique et l'Allemagne fédérale modulant des horaires de travail dans des limites compatibles avec les horaires des usagers, la distribution de boissons fraîches. M. Chirac recommande au secteur privé d'adopter des mesures du même ordre.

La Commission du Marché commun a élaboré un plan européen pour aider les agriculteurs victimes de la sécheresse. Les propositions de la Commission visent à autoriser la rachat sur les marchés de certaines catégories de vaches laitières, comme c'est déjà le cas pour plusieurs régions de France depuis le 22 juin. La Commission propose également d'appliquer une taxe à l'exportation sur les fourrages et de prendre des mesures pour faciliter les importations. Le « plan pastoral » français entre dans les faits. La S.N.C.F. diminue ses tarifs de 15 % pour le transport des pailles et du fourrage sur l'ensemble du territoire. De plus, à compter du 8 juillet, l'Etat prend sa charge

Nombreuses réactions des milieux professionnels et syndicaux

Le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) demande au gouvernement d'« abandonner son comportement anti-paysan et de trouver immédiatement les sommes indispensables au maintien du cheptel ». La F.F.A. (Fédération française de l'agriculture) demande que l'Etat prenne en charge cette année le remboursement des intérêts des emprunts des agriculteurs, ce qui correspond à environ 5,8 milliards de francs. La C.G.T. ne permet pas qu'on utilise ces circonstances pour faire payer aux travailleurs les conséquences de la détérioration de la production agricole. Elle indique le bureau confédéral dans un communiqué publié dans la soirée du 7 juillet. « Le gouvernement et le C.N.P.F. tentent de se décharger de leurs responsabilités et d'attribuer la sécheresse comme ils l'ont fait du pétrole pour masquer l'impéritie de leur politique. »

Passy fait la queue devant sa fontaine

Ce qui d'abord étonne, c'est le silence. Un silence quasi religieux. Ils sont une bonne cinquantaine en procession devant la puits artésien de Passy. Ils attendent sagement leur tour. Attitude antique devant la fontaine sacrée ? Toutes classes mêlées, tous récipients confondus, ils avancent à petits pas vers la source, sans heurts, comme pour une lustration, indifférents aux rumeurs du boulevard. Jour et nuit, ils remplissent leurs fioles, initiés d'un rite bizarre en plein seizième arrondissement, dans un quartier de la capitale qui, pourtant, connaît depuis longtemps l'eau à tous les étages et même le vitel ! Qu'est-ce donc qui les pousse ainsi à redescendre à la fontaine ? « Elle est excellente, c'est de l'eau de source, vous pensez ! », dit une femme très chic qui porte un panier en forme de gourde. « Elle est plus légère », reprend un Espagnol, les bras chargés d'une vingtaine de bouteilles de plastique. « Au moins, elle ne me fait pas mal à l'estomac », affirme un vieux monsieur sec en costume et gilet sous la chaleur. Mais ce sont là de mauvaises raisons, on le sent. Pour comprendre, ne vaut-il pas mieux regarder du côté de cette maison qui tend un bilboin de bonne sorte à son habé joutif ? L'enfant sourit : c'est l'eau à des vertus ! « Vous la trouvez meilleure que l'eau du robinet ? » — A dire vrai, je ne sais pas.

répond un homme avec deux bidons sous le bras. — Mais il y a longtemps que vous venez ici ? — Plus de vingt ans. — Sa femme, qui a débouché un bidon, lui demande : — Ne trouvez-vous pas que ça sent l'essence ? — Elle purifie tout, l'eau de Passy. — Ce n'est pas Lourdes, mais il faut reconnaître que l'eau de Passy les rend différents. Et s'ils ne venaient là que pour se retrouver ensemble, pour s'offrir cette communion ancienne naturelle et gratuite : aller chercher l'eau à la fontaine ? Ecoutez-les plutôt : — Je vous en prie, passez devant. — De la place pour le cycliste, il a fait. — Le messager remplit son quart et aussitôt enfourche sa bicyclette, évite le 52 et disparaît. Une tonbonne de 50 litres ou moins n'en finit plus de se remplir : ça ne fait rien, on attend patiemment, le clapotis dans l'oreille et un air de douceur sur le visage. On ne les reconnaît plus : eux si féroces, chez l'épicier, les voilà presque benoîts. Ils sont d'ailleurs récompensés de leurs bonnes dispositions. Au prix où est l'eau minérale... quand on en trouve !

CHRISTIAN COLOMBANI.

Faits et projets

Circulation

LA MOTO MEURTIERE. — La moto est huit fois plus dangereuse que l'automobile, indique le Centre d'information et de documentation de l'assurance. Un tué sur trois est un blessé sur deux parmi les usagers des deux-roues ont moins de vingt ans. Selon l'Association générale des sociétés d'assurance contre les accidents, ces deux-roues sont souvent responsables d'accidents : cent quatre-vingt-cinq accidents pour mille motos assurées. Viennent ensuite les pilotes de vélomoteurs : cent cinquante et un accidents pour mille engins assurés.

Transports

L'ORDINATEUR AU SERVICE DU FRET AERIEN. — L'utilisation du système d'ordinateurs pour le fret international aérien (SOFIA), qui est entré en service le 1^{er} juillet sur les aéroports parisiens, coûte aux transitaires une redevance moyenne de 125 000 F par déclaration, comme nous l'avons indiqué dans le Monde du 30 juin. Il convient de préciser, toutefois, que l'agent de fret doit régler un abonnement annuel de 80 000 F par écran de visualisation. (Voir le supplément sur le fret aérien dans le Monde du 30 juin.)

Habitez à Boulogne, entre le Bois et le Pont de Saint-Cloud

Le Parc des Abondances

17, rue des Abondances - 31, rue Anna-Jacquin 92 Boulogne

Une résidence exceptionnelle
Au milieu des arbres d'un parc de 5.500 m², 4 élégants petits immeubles de 3 étages.
Il reste quelques appartements, du studio au 6 pièces, livrables immédiatement : tous disposent de vastes balcons-loggias, terrasses ou jardins privatifs.
Les prix sont fermes et définitifs à la réservation.
Un bureau d'information et de vente est ouvert sur place, 31 rue Anna-Jacquin, tous les après-midi (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30.

C'est une réalisation **PROMEX**
65, rue Rennequin - Paris 17^e - Tél. 755.82.10.

(PUBLICITE)

C'est depuis l'année 1917 que les plus distingués des Comptables dénoncent l'anachronisme Comptabilité « à parts doubles » dite aussi « en deux histoires » comme cause d'ERREURS de gestion, de persistance de l'INFLATION et de DELINQUANCE des fisco qui font payer des impôts sur des bénéfices FICTIFS par des Entreprises qui, en réalité, sont en déficit.

Exemple de la page 33 de mon Ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'INFLATION

Résultat légal : bénéfice fictif	150.000
Résultat réel : déficit	1.278.000

Les très graves difficultés financières rencontrées depuis plusieurs années par des entreprises prestigieuses, notamment Fraiseuses Gambier et Boulogne Calibre, et même par des banques, justifient l'explication du 24 avril 1976 : la Contédération Générale des Cadres doit être vigilante face aux

ERREURS DES PATRONS

La Comptabilité indexée

traduit la Vérité parce qu'elle tient compte de l'existence des indices de prix. Les indices de prix sont nés dans la période 1917-1920 et c'est depuis cette époque que la technique comptable continue à les ignorer. Et c'est ainsi que se perpétuent les ERREURS de gestion, l'INFLATION, les « VOLS SCIENTIFIQUES » d'impôts ! Dans une pareille pagaille, des initiatives s'imposent. Il s'agit de multiplier des actions concertées en

RESTITUTION PAR LES FISCES

des impôts qu'ils ont volés.

Ma campagne d'enseignement de la Comptabilité Indexée commence à porter ses fruits : en 5 mois de 1976, elle a réuni 4 Universités françaises et l'Université de Genève. Cela devrait entraîner les Ecoles, Institutions, Universités, qui continuent à admettre l'intolérable Tradition.

Mon enseignement est donné selon mon Ouvrage intitulé « SORTIR DE L'INFLATION ». Je le distribue gratuitement lors de leçons collectives gratuites, organisées sur l'initiative de Chais d'entrants, ou de Professeurs ou d'Etudiants, ou de Comptables, etc. En dehors des leçons, je demande une participation de 50 F.F. (Etudiants 20 F.F.).

Depuis le 21 juin 1976, cet Ouvrage contient tous les renseignements nécessaires pour rédiger les Demandes de restitution et pour faire les calculs, pour tous les pays et pour toutes les fiscalités, des sommes dont les restitutions doivent être exigées.

Emile KRIEG, 161, 265-58-78, souhaite être contacté par des personnes désireuses de s'informer plus avant. Du 30 juillet au 12 août 1976, il résidera à l'Hôtel Richelieu, 83130 ROYAT. Téléphone (73) 35.86.31.

Emile KRIEG, 7, rue d'Anjou, 75008 PARIS, Compte post. Paris 1030-11.

Régime de bananes... pour les vaches

De notre correspondant

Rouen. — Il fait trop chaud pour manger des bananes : les vaches n'en veulent plus. Les cours se sont effondrés (de 2 200 F la tonne à 1 300 F), mais même à ce prix les acheteurs ne se bousculent pas. Il ne reste aux importateurs qu'à porter leurs fruits à la décharge publique.

Pour éviter un tel gâchis au moment où les éleveurs de la vallée de la Seine manquent désespérément de fourrage pour leurs bêtes, un transitaire rouennais, J. R. S.A., qui reçoit en début de semaine soixante-cinq mille cartons de bananes de la Guadeloupe (1 100 tonnes) propose de donner les fruits aux agriculteurs, comme cela se pratique lorsqu'une cargaison est avariée. Autant pour les éleveurs : 1 100 tonnes de bananes une fois ensilées permettent de donner une ration de substituts à mille cinq cents vaches pendant six mois.

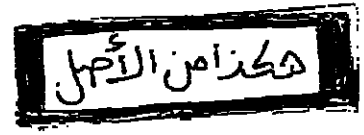
L'administration donne son accord de principe, mais pose deux conditions : il faut que la marchandise sorte des locaux de la douane en vrac pour éviter les possibilités de fraude ; il faut payer la T.V.A. pour un montant total de l'ordre de 5 000 F. Autre-

ment dit, pour mettre à la disposition des éleveurs des bananes vouées à la décharge publique, il faudrait que les exploitants déboursent environ 10 000 F.

On échange des coups de téléphone de tous les côtés, le ton monte. Les commentateurs vont bon train sur l'immobilisme de l'administration dans des cas critiques.

Mardi 7 juillet, en début d'après-midi, on attend toujours une réponse de Paris. Mais une équipe de dockers commence à charger camions et remorques, sous le regard d'une trentaine de paysans. Un vieil agent des douanes déclare qu'il ne s'opposera pas au départ de la marchandise. Le conseiller général communiste du département, M. Jean Malvasio, vient aux nouvelles. Un agent commercial d'une firme suédoise vient proposer un produit miracle pour conserver les fruits. Et les commentateurs parlent. A la préfecture, on assure, en fin de journée, que l'affaire a été réglée dans le courant de l'après-midi et sans autres commentaires. Un autre chargement — 2 500 tonnes — doit arriver à quel dans quelques jours.

ALAIN GIRAUD.



057.10.11.12

ONOMIE

CONOMISATION DE LA SECHESS

de dresser un bilan de la situation

Le dernier acte de la fusion ELF-ERAP-Aquitaine va se jouer vendredi 9 juillet, à partir de 9 h. 30, salle Pleyel, à Paris. Les actionnaires privés de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine doivent se prononcer sur cette opération.

Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

Nombres réels des milieux professionnels et...
Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

fait la queue
su fontaine
Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

pour les...
Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les actionnaires d'Aquitaine se prononcent sur le rapprochement avec l'ERAP

Le dernier acte de la fusion ELF-ERAP-Aquitaine va se jouer vendredi 9 juillet, à partir de 9 h. 30, salle Pleyel, à Paris. Les actionnaires privés de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine doivent se prononcer sur cette opération.

Le décret gouvernemental autorisant la fusion est prêt. Le section spécialisée des travaux publics du Conseil d'Etat a émis, il y a quelques jours, un avis favorable sur le projet de texte qui lui était soumis. L'Assemblée générale du Conseil d'Etat a également donné son aval.

Libres opinions

Une fusion anticonstitutionnelle

par JOE NORDMANN (*)

UNE assemblée générale de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine se réunira le 9 juillet pour approuver l'apport à la société des actifs industriels de l'Entreprise de recherche et d'activités pétrolières (ERAP). La S.N.P.A. prendra la dénomination : Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.).

Opération d'importance nationale, à laquelle de nombreux articles ont été consacrés (1). La valeur des actifs qui sont la contrepartie des investissements de l'Etat dans l'opération de restructuration, y compris l'ancienne participation de l'Etat dans la S.N.P.A., a été estimée par M. Guillaumat, président de l'ERAP, à environ 24 milliards de francs 1976.

Que les actionnaires privés de la S.N.P.A., représentés à son conseil d'administration par la Banque de Paris et des Pays-Bas, Rhône-Poulenc, la C.F.P., soient consultés relative de la stricte application de la loi sur les sociétés, il est difficile de soutenir, par contre, que le transfert des avoirs de l'Etat à une société mixte par simple décret, sans l'accord des élus de la nation, ne soit pas juridiquement orthographe. Ce qui conduit à poser une double question : pourquoi le Parlement n'a-t-il pas été appelé à délibérer ? Le précédent ne peut-il être invoqué pour une semi-privatisation ou la privatisation d'autres branches du secteur public ?

L'ERAP et le gouvernement soutiennent que l'opération projetée (2) — en réalité un fait accompli — ne serait que le réaménagement d'un groupe public. Héritière du Bureau de recherches du pétrole, ERAP gère déjà les titres détenus par l'Etat en vertu de la loi du 10 novembre 1941 dans le capital de la S.N.P.A. Elle ne céderait pas ses intérêts en vertu de la loi du 25 juillet 1949, qui subordonne la cession de la S.N.P.A. à l'approbation du Parlement. Or, la loi du 17 août 1948, qui interdisait la transformation d'une société nationale en société d'économie mixte sans un vote du Parlement.

Même à défaut d'une prise de contrôle majoritaire, le vote du Parlement est donc requis pour autoriser l'introduction du capital privé dans une entreprise publique. L'abrogation de la règle originelle de la propriété publique, de l'intégrité du capital, conduit, en effet, à des situations où s'estompent la frontière entre le secteur public et le secteur privé.

C'est ainsi que la privatisation de la gestion du patrimoine de l'ERAP, acquies par des subventions et dotations publiques, est exploitée par les commentateurs les plus autorisés. Dans les communiqués conjoints, publiés le 9 janvier dernier par le ministère de l'Industrie et de la Recherche, autorité de tutelle, et le ministère de l'Economie et des Finances, on lit que la S.N.E.A. « sera avant tout considérée comme une entreprise industrielle normale, justifiant à ce titre le maintien de la confiance du public ».

Les besoins de l'économie nationale sont ainsi subordonnés à une « gestion normale », celle qui est conçue par les groupes économiques dominants.

AGRICULTURE

POUR FREINER LA PROGRESSION DES EXCÉDENTS

La Commission européenne propose d'imposer une taxe sur la production de lait

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Pour tenter de freiner la progression des excédents laitiers de plus en plus coûteux à réabsorber, la Commission européenne vient de proposer aux gouvernements membres d'imposer une taxe sur la production de lait. Considérant que le déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de produits laitiers est dû en partie à la progression spectaculaire de la consommation de matières grasses végétales, elle préconise également l'application d'une taxe sur toutes les matières grasses végétales importées ou produites dans la C.E.E., l'huile d'olive exceptée.

La proposition visant à associer les producteurs de lait aux dépenses de plus en plus considérables engagées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) pour soutenir le marché ne constitue pas une surprise, puisque la Commission s'était engagée à agir dans ce sens en mars dernier, lors de la fixation des prix de campagne. Le moment choisi pour la présenter est cependant peu opportun : on réclame un sacrifice nouveau aux éleveurs alors qu'ils subissent les effets d'une sécheresse catastrophique et doivent lutter pour éviter que leur cheptel ne soit dévasté. C'est ce que ne manquera pas de faire valoir M. Bonnet lorsque les ministres de l'Agriculture des Neuf engageront le débat sur ce dossier les 19 et 20 juillet prochains.

M. Lardinois, le commissaire chargé des affaires agricoles, réplique que les difficultés actuelles ne modifient pas fondamentalement la situation, laquelle est caractérisée par une surproduction permanente et croissante de lait dans la Communauté. Il ajoute que les modalités d'application de la taxe « appelée » prélèvement de co-responsabilité, et en particulier son taux ne seront définies qu'à l'automne, après prévisions de la Commission aura pu donner une idée précise des dommages causés par la sécheresse aux éleveurs.

Il insiste que la taxe telle qu'elle est conçue par Bruxelles serait perçue sur l'ensemble de la production. Cette suggestion va assurément susciter des réactions très hostiles de la part des Etats-Unis, qui vendent des produits laitiers considérables de soja à la C.E.E. Il reste à savoir si les gouvernements membres, qui seront, par conséquent, soumis à une très forte pression américaine pour élargir ce projet de taxe sur les matières grasses végétales, suivront la Commission dans cette voie. Dans le passé, les velléités américaines par Bruxelles pour imposer une telle taxe se sont régulièrement heurtées à une fin de non-recevoir de l'Allemagne et des Pays-Bas.

D'autres mesures sont proposées par la Commission, dans le sens inverse, stimuler la consommation : octroi de primes à la non-consommation d'huile et à la conversion des troupeaux vers la production de viande ; développement des ventes de beurre à prix réduit à certaines catégories sociales ; personnes âgées, économiquement faibles, institutions sociales ; effort de promotion des ventes de produits laitiers sur les marchés extérieurs.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE UNE RÉDUCTION « HARMONISÉE » DES TARIFS DOUANIERS

Genève (A.F.P., Reuters). — La Commission des Communautés européennes a présenté, le 7 juillet, devant le groupe de travail « tarifs » des négociations commerciales multilatérales, les propositions sous les auspices du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), son schéma de réduction des droits de douane. Elle a proposé de réduire le tarif douanier en vigueur pour les produits industriels d'un pourcentage égal à leur niveau actuel. Cette réduction serait répétée quatre fois — ainsi un droit fixé au départ à 20 % serait diminué successivement de 20 %, 16 %, 12,8 % et 10,24 % pour être ramené à 10,24 % — des minima étant toutefois prévus.

Selon le représentant de la Commission, M. Jacques Duglioni, l'adoption du schéma communautaire aurait pour résultat une réduction significative et harmonisée des droits imposés aux produits industriels par les pays développés. Cette formule ne concerne pas les produits agricoles, qui font l'objet d'une négociation distincte. De son côté le chef adjoint de la délégation de la C.E.E., M. Deleau, a souligné que le « caractère réducteur » du schéma, alors que d'autres propositions, théoriquement satisfaisantes, sont, selon lui, impossibles à mettre en œuvre.

Cependant les Etats-Unis se sont déclarés insatisfaits des propositions de la C.E.E. Selon le délégué américain, M. William Walker, les effets de la formule communautaire seraient « minimes », entraînant des réductions inférieures à celles réalisées lors des négociations du Kennedy Round. M. Walker a également regretté que les produits agricoles ne soient pas concernés. Fin mars les Etats-Unis avaient préconisé l'application d'une réduction uniforme de 60 % des tarifs douaniers sur les produits agricoles et industriels (le Monde du 26 mars). Le dénouement des négociations commerciales multilatérales, qui aurait dû intervenir en 1975, n'est pas attendu avant la fin de 1977.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	1 1/2	2 1/2	3 1/2
1 mois	3/4	1 1/4	3 1/4
3 mois	1/2	1 1/8	3 1/8
6 mois	1/8	1/8	3/8

SECURITE SOCIALE

Vers une nouvelle guerre entre les médecins et les caisses d'assurance-maladie ?

A la suite de la mise en garde par les caisses d'assurance-maladie, qui ont annoncé mercredi 7 juillet qu'elles n'hésiteront pas à sanctionner les médecins en cas de dépassement de tarifs, le président de la Confédération des syndicats médicaux — C.S.M.F. — rétorque par une autre mise en garde : maintien des consignes de dépassement et grève administrative, voire fermeture des cabinets en cas de sanctions.

« Inadmissible », a déclaré le docteur Monier, président de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), en réponse à la menace des caisses d'assurance-maladie de prendre des sections si les médecins ne valaient la consigne de la C.S.M.F. d'appliquer des honoraires plus élevés que ceux décidés par un accord entre ces mêmes caisses et la Fédération des médecins de France (le Monde du 8 juillet).

A nouveau, comme en 1975, une guerre des tarifs est engagée entre le corps médical et les gestionnaires de la Sécurité sociale, derrière lesquels se cachent les pouvoirs publics, soucieux de signer l'indice des prix et l'équilibre de la Sécurité sociale : la C.S.M.F. maintient ses consignes de tarifs plus élevés que ceux menaçant soit de sanctionner les praticiens en infraction en les désignant de la convention soit encore — si l'Etat à la fin de l'année le nombre des contestataires est très important (40 à 50 %) — d'annuler purement et simplement la convention.

Comment en est-on arrivé là ? Pour la C.S.M.F., syndicat le plus représentatif, l'accord tarifaire est inacceptable. D'une part, affirme-t-elle, il a été paraphé par une organisation qui n'est qu'une minorité minoritaire, qui regroupe moins de 20 % des médecins et parmi eux de nombreux praticiens qui se moquent des tarifs conventionnés dans la mesure où ils ont le droit de les dépasser en fonction de certains critères.

En réponse la F.M.F. déclare que ses effectifs progressent et que ses adhérents représentent 40 % du corps médical, tandis que les caisses, refusant tout débat sur ces pourcentages, répondent qu'un accord peut être signé — comme chez les salariés — avec une organisation minoritaire.

D'autre part, la C.S.M.F. estime que les dirigeants de l'assurance-maladie n'ont pas vraiment fermé le jeu des négociations et surtout que l'inflation a laminé les revenus des praticiens. Aux caisses qui ont signé un accord relevant de 8,38 % ces revenus, la C.S.M.F. rétorque que les tarifs de l'Etat de 1973 à 1975 « le coût de la vie a progressé de 25 %, les frais professionnels de 36,7 %, mais les honoraires de 1975 ont été de 100,5 millions d'unités de compte, ce qui donne en exemple « les situations vécues par des médecins qui préférent ne pas en parler mais dont on apprend qu'ils ont licencié leur femme ou qu'ils ont décidé de faire leurs valises en Vespas pour limiter les frais ».

De l'autre côté de la barrière, chez les gestionnaires mais aussi dans les cabinets médicaux, ces propos font sourire. Des études (1), rappelle-t-on, démontrent que les tarifs d'honoraires ont augmenté entre 1960 et 1975 de 6,4 % par an en moyenne, soit 8 % de plus que l'indice des prix. L'on précise aussi que ces progressions de revenus — certes inférieures à celles des ouvriers — sont à comparer avec celles des traitements des cadres et ne doivent pas faire oublier la valeur absolue des revenus d'un praticien. Avec les augmentations officielles, le chiffre d'affaires d'un généraliste ne va-t-il pas passer de 205 242 F en 1975 à 225 856 F en 1976 soit 3 millions anciens de francs en plus ?

La réponse des médecins est connue : il ne s'agit là que de moyenne et de chiffre d'affaires, dont il faut ensuite déduire des frais de gestion croissants. Dialogue de sourds ? Certainement. Mauvaise querelle aussi. Le tort des caisses est double : ne pas avoir fourni à temps les résultats d'une enquête pourtant promise, celle du Centre d'études des revenus et des coûts sur les ressources des corps médicaux et leurs frais ; ne pas avoir vraiment épuisé les discussions avec la C.S.M.F. en utilisant la voie facile de la négociation de type minoritaire.

Le tort de la C.S.M.F. (et d'une partie du corps médical — peut-être minoritaire elle aussi) est double aussi : négliger les difficultés de l'économie française et celles, surtout, de la Sécurité

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Centre de recherche, d'étude et de documentation sur la consommation (CEREDOC).

CRÉDIT

En 1975

L'ITALIE ET LE ROYAUME-UNI ONT REÇU 70 % DES PRÊTS DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENTS

Pour la première fois les opérations de prêt de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) ont dépassé en une seule année le milliard d'unités de compte (1) est-il indiqué dans le rapport de la B.E.I. pour 1975, qui vient d'être approuvé par le conseil des gouverneurs. L'an dernier, soixante-dix-sept milliards de prêts totaux (190,5 millions d'unités de compte) ont été signés, contribuant au financement d'investissements d'un montant total de 4 400 millions d'U.C.

Le rapport de la B.E.I. a été maintenu, note le rapport, à un niveau élevé (996,4 millions en 1974) malgré l'ampleur de la récession de l'économie mondiale. L'encours des prêts ordinaires et des garanties est passé de 3 733,6 millions à 4 616,6 millions, en hausse de 23,3 %. Plus de 90 % du montant de 1975 (191,5 millions pour soixante-quatre prêts) ont été attribués à des projets situés dans les pays de la C.E.E., dont les trois quarts (670,6 millions) en faveur des régions défavorisées, principalement en Italie, au Royaume-Uni et en Irlande.

Sur le total des financements accordés par la Banque dans la Communauté, 39,1 % (388,3 millions) ont été consentis à l'Italie et 36,5 % (354,5 millions) au Royaume-Uni — soit pour ces deux pays 69,6 % de l'enveloppe globale. La France en a reçu 17,3 % (168 millions contre 193,7), les financements ayant porté principalement sur les infrastructures. Le reste — soit 7,2 % — a été octroyé à l'Irlande (37,7 millions), au Danemark (19,7 millions) et à la Belgique (10,6 millions).

A l'extérieur de la C.E.E., le financement ont atteint 80 millions d'unités de compte, destinés notamment à la Grèce et à la Turquie. Une « aide exceptionnelle d'urgence » a été affectée en octobre 1975 au Portugal, à concurrence de 150 millions d'unités de compte ; deux prêts totaux de 50 millions ont été consentis. La Banque est, souligne le rapport, « de plus en plus sollicitée de prêter son concours à la réalisation de la politique de coopération économique et financière que la Communauté étend désormais à un nombre croissant de pays en voie de développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et des pays riverains de la Méditerranée », alors

(1) Unité de compte = 5,23891 F (taux de conversion au 31 décembre 1973).

L'ANTI-CLUB
Nos petits groupes luxueux de 15 personnes vous permettent de découvrir en profondeur

LES INDES
• Inde du Nord - Cashmere
et Laddakh - Népal 19 j. 5.675F
ou Rajasthan - Népal 23 j. 6.480F
• Pakistan (Gilgit, Chitral, Panjab)
et Inde (Cashmere) 21 j. 6.610F

AIR ALLIANCE
4, rue de l'Echelle - 75001 Paris
Sbis, rue de Valenciennes - 75006 Paris
Tél. : 260.74.93 & 44.89 325.76.25
ou chez votre agent de voyages

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Ville _____
Veuillez retourner gratuitement votre brochure. Lic. A744

